

PRÉSIDENTENCE-DÉFENSE

Le Président Tebboune préside une séance de travail au ministère de la Défense nationale

P. 24

CRASH D'UN AVION MILITAIRE À OUM EL-BOUAGHI

Condoléances de MM. Tebboune et Djerad aux familles des deux

P. 24

CRISE DU NOUVEAU CORONAVIRUS:

Le Président ordonne le rapatriement immédiat des Algériens établis à Wuhan

P. 24

23^E ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DU REGRETTÉ ABDELHAK BENHAMOUDA

Le sacrifice d'un patriote

Des membres du gouvernement se sont joints hier, au secrétaire général de l'UGTA, pour une cérémonie de souvenir, au siège central de l'UGTA, place du 1er-Mai à Alger, en hommage à la mémoire du défunt Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA, assassiné par un groupe terroriste le 28 janvier 1997, en présence de représentants syndicaux et de membres de la société civile. Un hommage utile à cet homme qui a toujours combattu pour la cause des travailleurs et qui, plaçant l'Algérie au-dessus de toute considération, a consenti le sacrifice de la lutte implacable contre les forces de l'intégrisme et de la destruction de l'Algérie.

P. 4

DKnews



PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS:

Les cadres des Collectivités locales appelés à prendre leurs responsabilités (Beldjoud)

P. 3

ALGÉRIE-LIBYE

Début à Alger des travaux du Forum d'affaires algéro-libyen

P. 3

DOUANES :

"Réduire le temps de stationnement des conteneurs dans les ports"

P. 5

SANTÉ

**TABAGISME
10 conseils pour arrêter de fumer sans grossir**

P.p 12-13

F   T BALL

**TRANSFERT
Mouaki (NAHD) rejoint l'ES Sahel**

P. 22



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un mois de janvier meurtrier, selon la Protection civile

P. 8

OPVM DE GHARDAÏA

Un 50^e anniversaire au service de la protection du patrimoine du M'zab

P. 16

CNAS D'ALGER

Service assuré le vendredi, dernier délai aux employeurs pour la déclaration annuelle des salaires

L'Agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d'Alger a annoncé qu'elle ouvrira ses portes le vendredi 31 janvier 2020, dernier délai, aux employeurs, pour la déclaration annuelle des salaires, au titre de l'exercice 2019, indique un communiqué de la CNAS d'Alger.



Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation au profit des employeurs sur la déclaration annuelle des salaires et des salariés 2019, la CNAS ouvrira ses portes vendredi 31 janvier 2020, dernier délai pour la déclaration annuelle des salaires et des salariés 2019, précise la même source.

La CNAS d'Alger appelle les employeurs n'ayant pas encore déposé leurs dossiers pour un quelconque raison et n'ayant pas pu procéder à la télédéclaration via le portail électronique de la CNAS à se rapprocher du siège de l'Agence, sis à 09 et 11 Avenue du 1er Novembre-Alger, assurant que l'Agence a réuni toutes les conditions matérielles et humaines nécessaires pour accueillir, vendredi, les employeurs.

En vertu de l'article 14 de loi 14-83, tout employeur est tenu d'adresser, dans les trente jours qui suivent la fin de chaque année civile, à l'organisme compétent de sécurité sociale une déclaration nominative de salaires et de salariés.

PROTECTION CIVILE/FORMATION

Saïda: 15 officiers de la Protection civile formés sur la gestion des risques biologiques

Quinze officiers de la protection civile ont bénéficié d'une formation à Saïda sur le mode de gestion des risques biologiques, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la protection civile. Le chargé de l'information, le lieutenant Mohamed Amine, a indiqué que ces officiers issus de 15 wilayas du pays ont bénéficié d'une session de formation, encadrée par des cadres de la Direction générale de la protection civile et dont la clôture a eu lieu lundi après-midi, sur le mode de gestion des risques biologiques menaçant la sécurité et la santé humaine. Cette formation, organisée pendant deux jours au siège de la direction de la protection civile de Saïda, a porté sur les voies et moyens permettant de gérer de tels risques et dangers, dont notamment la maîtrise de l'origine des maladies infectieuses, zoonoses, et autres. Inscrite dans le cadre du plan de formation de la Direction générale de la protection civile, cette action vise la formation d'officiers de différentes unités opérationnelles de ce corps constitué, a-t-on souligné.

CANCER

Blida : journée scientifique samedi prochain sur le cancer du rhinopharynx

Une journée scientifique de formation sur le cancer du rhinopharynx sera organisée samedi prochain à l'Ecole technique de la Sonelgaz de Blida au profit de spécialistes et personnels de la santé, a-t-on appris hier de la chargée de la communication de l'association "El Badr" d'aide aux malades du cancer. Organisée par l'association "El Badr" à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le cancer (4 février), la rencontre sera animée par des professeurs et spécialistes des CHU Franz Fanon de Blida et Mustapha Bacha d'Alger, a indiqué à l'APS Mme. Wissam Sedira.

L'opportunité donnera lieu, a-t-elle ajouté, à la tenue de sessions de formation au profit des praticiens et employés exerçant au niveau des Centres anti-cancer (CAC), en vue de l'actualisation et mise à niveau de leurs connaissances et informations dans le domaine.

Des communications sur le thème de la journée sont, également, programmées, notamment sur la "Description épidémiologique du cancer du rhinopharynx", "Aspects pathologique et anatomique", "Impact psychologique de la maladie sur le patient et réinsertion sociale et professionnelle", et "Rôle du médecin traitant dans la prise en charge du malade".

La manifestation sera clôturée par une visite du foyer "El Ihsane" d'accueil des malades du cancer du centre ville de Blida. Cette journée scientifique est la 13ème du genre, dont l'organisation est assurée par l'association "El Badr", qui s'attelle, chaque année, à aborder un sujet relatif à un type de cancer, avec l'aide de spécialistes du domaine.

FAMILLE - ORGANISATION

Une délégation de l'APN à Tunis pour une réunion sur les objectifs de l'Organisation mondiale de la famille

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) a participé hier à Tunis à une réunion sur les objectifs de l'Organisation mondiale de la famille, indique lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement. La réunion s'inscrit dans le cadre des préparatifs du sommet mondial de la famille prévu à Tunis le 13 mai 2020 sur la même thématique, précise le communiqué. La réunion verra la participation de représentants de plusieurs organisations maghrébines, des ministres des secteurs concernés, de parlementaires maghrébins et d'académiciens s'intéressant aux questions de la famille, ajoute la même source.

La délégation de l'APN est composée du président du groupe parlementaire algérien et président du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Abdelyamine Boudaoud, de la vice-présidente Bedra Ferhki et de la présidente de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, Akila Rabhi.

TUNNEL AUTOROUTIER DE BOUIRA

Fermeture provisoire d'hier à minuit à vendredi 00h00



Le tunnel autoroutier d'Ain Chriki de Djebahia (Bouira) est fermé provisoirement depuis hier 00h00 jusqu'à vendredi prochain à minuit, en raison des travaux au niveau de ce tunnel, a annoncé l'Algérienne des autoroutes (ADA).

Dans le cadre de la mise à niveau de la sécurité du tunnel autoroutier de Djebahia (Bouira), et à la suite de l'installation des équipements de contrôle de sécurité, l'ADA compte engager à partir de mardi 28 janvier à 00h00 une opération de revêtement de la chaussée du tunnel autoroutier d'Ain Chriki de Djebahia à Bouira, en béton à l'intérieur et aux entrées et sorties des tubes du tunnel sur un linéaire de 1.400 m avec le recours à la technologie de géo-grille, permettant et améliorant la résistance à la déformation de l'ensemble de la couche routière", a indiqué un communiqué de l'ADA.

"Pour ce faire et afin de minimiser au mieux le gêne qui sera occasionné par les travaux, l'ADA a programmé la fermeture du tunnel en deux phases", a précisé la même source.

La première phase concernera les travaux dans le premier tube (sens Alger vers Sétif) pour trois jours et qui débutera ce mardi à minuit, tandis que la seconde phase concernera le deuxième tube du tunnel (T2) et sera engagé dans les prochains jours et fera objet d'un communiqué ultérieurement.

A cet effet, le trafic sera dévié vers la liaison RN5 (Oued Rekkem) et retour vers l'autoroute par l'échangeur de Djebahia concernant le sens vers Alger.

S'agissant du sens vers Bouira, le trafic sera dévié vers le deuxième tube du tunnel (T2) maintenu ouvert à la circulation.

L'ADA a recommandé aux usagers la plus grande prudence et la modération de leur vitesse aux abords des chantiers pour leur propre sécurité et celui du personnel travaillant sur l'autoroute.

Elle s'excuse auprès de ses usagers pour le désagrément causé par ces travaux, visant à renforcer la sécurité dans le tunnel et les remercie pour leur compréhension.

JUSTICE

Cour suprême: poursuites contre l'ancien wali de Mostaganem Abdelwahid Temmar (Parquet général)

Le Parquet général de la Cour suprême a annoncé, lundi, qu'il engagera des poursuites judiciaires à l'encontre de l'ancien wali de Mostaganem,



Abdelwahid Temmar pour des faits "susceptibles d'une qualification pénale liés à l'octroi de foncier public", et ce, conformément aux dispositions du Code de procédure pénal. Le Parquet général de la Cour suprême a précisé "avoir été destinataire du Procureur général près la Cour de Mostaganem de deux dossiers de procédure sur des faits susceptibles d'une qualification pénale, liés à l'octroi de foncier public, à l'encontre de Temmar Abdelwahid, ancien wali de Mostaganem".

Le Parquet général de la Cour suprême a ajouté qu'il "engagera des poursuites judiciaires conformément aux dispositions du Code de procédure pénale".

M'SILA

Le président de l'APC de Sidi Ameur et son prédécesseur placés sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi Aissa (wilaya de M'sila) a placé, lundi, sous contrôle judiciaire le président en exercice de l'APC de Sidi Ameur et son prédécesseur, ainsi que six autres élus de la même commune pour des faits liés à la corruption, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Les présidents de l'APC de Sidi Ameur et les élus concernés sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation dont "abus de pouvoir", "dilapidation de deniers publics" et "trafic d'influence", a précisé la même source.

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi Aissa a entendu 32 personnes, entre témoins et accusés dans ces affaires liées à la corruption, au cours d'une audience qui a duré plus de 10 heures, a-t-on indiqué.

Au total, 28 présidents d'assemblées populaires communales de la wilaya de M'sila sont poursuivis en justice dans des affaires liées à la corruption, a-t-on rappelé.

COMMUNIQUÉ

Coupe d'électricité partielle vendredi prochain à Reghaïa pour travaux



L'alimentation en électricité sera perturbée vendredi 31 janvier, de 8h à 8h05 et de 16h à 16h05, dans la commune de Reghaïa (Est d'Alger) en raison de travaux, a indiqué mardi la Société algérienne de Distribution de l'Electricité et du Gaz (SADEG) dans un communiqué.

Cette perturbation intervient dans le cadre des travaux d'entretien curatifs du réseau de transport d'électricité de haute tension (60 kilovolts) par le Gestionnaire du Réseau de Transport de l'Electricité (GRTE), précise la même source.

La Direction de distribution d'El Harrach s'excuse auprès de ses clients pour les désagréments causés par cette coupure et met à leur disposition, pour toute information, le numéro du centre de contact 3303, joignable 24h/24 et 7j/7.

PRÉSIDENTE

Le Président de la République a reçu l'ancienne ministre Zhou Ounissi

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi l'écrivaine, militante et ancienne ministre Mme Zhou Ounissi, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

«L'entretien a porté sur la situation générale du pays et l'échange de vues sur le processus de révision de la Constitution, initié par le Président de la République à travers le Comité chargé de l'élaboration de l'avant-projet de Constitution et la concertation de personnalités nationales, chefs de partis et représentants de la société civile», a précisé la même source.

L'audience a été également l'occasion d'évoquer l'encadrement de la société civile en faveur du citoyen, grâce aux associations existantes, à l'image de «Iqra», celle de protection du consommateur et bien d'autres en rapport avec le quotidien du citoyen», a ajouté la même source. «Lors de la cérémonie de prestation de serment, le Président de la République avait réitéré son engagement électoral d'une Consti-

tution garantissant la protection des droits et libertés du citoyen et consacrant une démocratie réelle, fondée sur la séparation des pouvoirs, le renforcement du contrôle parlementaire et l'instauration de contre-pouvoirs efficaces dans un environnement exempt de corruption, où seront réhabilités les valeurs morales et la compétence en matière de gestion des affaires de l'Etat», a souligné le communiqué.

Pour sa part, Mme Zhou Ounissi «a tenu à saluer l'attachement du Président de la République à écouter les avis et conseils de la classe politique, de la société civile et de personnalités nationales au parcours reconnu dans la gestion des affaires de l'Etat, toutes institutions confondues, depuis l'indépendance». A ce titre, Mme Ounissi a prononcé «une plus grande mobi-



lisation des efforts en vue d'instaurer la confiance entre gouvernant et gouverné à travers un large dialogue partant de la réalité pour un changement graduel en réponse aux aspirations du peuple dans un climat de solidarité nationale, de sens de responsabilité et de sacrifices nécessaires

pour la gloire de la patrie». L'ancienne ministre a mis à profit cette occasion pour évoquer «certaines questions culturelles, historiques et de patrimoine requérant davantage d'intérêt en vue du renforcement de l'unité nationale», conclut le communiqué.

ALGÉRIE-LIBYE

Début à Alger des travaux du Forum d'affaires algéro-libyen

Les travaux du forum d'affaires algéro-libyen ont débuté hier à Alger avec la participation de plus de 300 opérateurs économiques des deux pays. Organisé par la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI), les travaux de ce forum sont présidés par le ministre du Commerce, Kamel Rezig et les responsables de la CACI.

Une cinquantaine d'opérateurs libyens prendront part aux travaux du ce Forum d'affaires, dont des chefs d'entreprises spécialisées dans le commerce, les métiers de la construction, les finances, l'agriculture et l'énergie.

Ce forum se veut un carrefour de ren-

contres et de mise en relations des hommes d'affaires et opérateurs économiques algériens avec leurs homologues libyens, en vue d'explorer les possibilités de partenariat entre les deux parties et les opportunités d'investissement offertes en Algérie. Lors de cette rencontre, il sera également question de l'examen des possibilités d'exportation des produits algériens vers la Libye, a-t-on indiqué.

Le forum des affaires algéro-libyen englobe ainsi la majorité des activités économiques, notamment l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, les produits agricoles et les cosmétiques.



Installation du Comité algérien de soutien et de fraternité avec le peuple libyen

Le Comité algérien de soutien et de fraternité avec le peuple libyen (CSFPL) a été installé dimanche au siège de l'Union du Maghreb arabe (UMA) à Alger. Le Comité qui vise à «aplanir les divisions entre les frères libyens et amorcer une réconciliation nationale posant les fondements d'une Libye nouvelle», est présidé par le moudjahid, Mohamed Taher Abdeslam, et compte parmi ses membres le professeur de droit public à l'université d'Alger, Dr. Salah Hakimi, le président de l'association «Machaal Echahid», Mohamed Abbad, l'officier supérieur de l'ANP à la retraite, Larbi Cherif Abdelhamid, l'historien, Mohamed Lahcen Zghidi. L'installation dudit Comité intervient dans le cadre des efforts «visant à

jeter les passerelles de communication et de solidarité avec le peuple libyen frère» et à réaliser une réconciliation nationale posant les fondements d'une Libye nouvelle, reposant sur l'unité de ses enfants, une

Libye où tous les libyens jouissent de la sécurité et d'une vie décente», a indiqué le comité dans un communiqué. Le Comité a ajouté, par ailleurs, que son action s'inspirera «des principes algériens consacrés et enracinés dans ses traditions et sa diplomatie», exprimant son entière disposition à mener une action complémentaire pour atteindre les objectifs suprêmes communs et prometteurs.

Nécessité de lever les obstacles pour renforcer la coopération et le partenariat bilatéral (Rezig)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a affirmé hier que le gouvernement algérien œuvrera à lever tous les obstacles en vue de promouvoir les relations de coopération et de partenariat économique entre l'Algérie et la Libye dans différents domaines.

«Le gouvernement est déterminé à lever tous les obstacles pour encourager les échanges entre l'Algérie et la Libye dans le cadre d'une zone commune de libre échange», a précisé M. Rezig dans son allocution au Forum d'affaires algéro-libyen organisé aujourd'hui à Alger par la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI) avec la participation de quelque 300 opérateurs économiques des deux pays. Le ministre a annoncé la création de foires économiques permanentes des produits algériens au niveau des wilayas frontalières de l'est du pays, telles que les wilayas d'El Oued et Illizi pour faire connaître la production nationale, et les ériger en espaces destinés aux opérateurs

des deux pays afin d'examiner les partenariats commerciaux et économiques. Ces mesures, poursuit le ministre, s'inscrivent dans le cadre de «la stratégie algérienne visant la promotion des relations de coopération algéro-libyennes». Soulignant que l'organisation de foires économiques des produits locaux vise à «insuffler une dynamique dans les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Libye», M. Rezig a mis en avant l'importance accordée par le gouvernement algérien au développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays». Le ministre a annoncé également la réactivation du rôle du Conseil d'affaires algéro-libyen, estimant que le forum d'affaires algéro-libyen tenu aujourd'hui «constitue une occasion pour examiner les moyens à même de relever et d'encourager les échanges commerciaux et économiques, en vue de les hisser au niveau des relations politiques et historiques liant les deux pays».

Dans ce sillage, M. Rezig a appelé les hommes d'affaires algériens à la promotion du produit algérien sur le marché libyen et à l'investissement avec nos frères libyens, à travers le lancement de projets communs selon le principe «gagnant-gagnant».

Le ministre a dit que sa présence ainsi que celle du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Alissa Bekai, aux travaux de ce forum démontrent «la solidarité des relations liant les deux pays». Tous les produits algériens seront mis à la disposition des frères libyens, a-t-il soutenu. Et d'ajouter à cet effet: «Nous sommes pleinement disposés à acheminer, avec des moyens de transport algériens, nos produits issus des différentes filières agricoles et industrielles et tout dont ont besoin les frères libyens jusqu'aux postes frontaliers algéro-libyens». Les frontières de l'Algérie avec la Libye s'étendent sur une distance de plus de 1.000 km.

APS

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS:

Les cadres des Collectivités locales appelés à prendre leurs responsabilités (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a mis l'accent hier à Annaba sur la nécessité pour les cadres des collectivités locales «d'assumer leurs responsabilités en prenant en considération les préoccupations des citoyens, d'autant que l'argent est disponible.» Président, au siège de la wilaya, l'installation de Djamel Eddine Brimi, le nouveau wali de Annaba, succédant à Toufik Mezhoud muté dans la wilaya de Batna, lors du dernier mouvement partiel effectué dans le corps des walis et élus locaux délégués par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur a affirmé que «les représentants des collectivités locales, walis, chefs de daïras et élus locaux doivent se pencher en priorité sur les questions urgentes ayant trait à la vie quotidienne des citoyens, à travers tout le territoire de la wilaya pas seulement dans les chefs-lieux.»

Il a souligné, à ce propos, la «nécessité de prêter attention aux préoccupations des citoyens en effectuant des sorties sur le terrain pour se confronter à la réalité et aux problèmes soulevés pour les résoudre et non pour se donner en spectacle», conviant les responsables locaux à «faire preuve d'équité dans la distribution des subventions et des logements.» Après avoir fait état de l'existence de milliers de projets non encore lancés malgré la disponibilité des investissements, M. Beldjoud a relevé, par ailleurs, la «nécessité de mettre en branle tous les projets urgents en lien direct avec le quotidien des citoyens.»

Et d'ajouter: «Le mouvement partiel effectué dans le corps des walis et des walis délégués s'inscrit dans le cadre des changements qu'a connus le pays dans la perspective de construire une nouvelle Algérie où prévaut la justice, le développement et la prospérité», assurant que «tout cela nécessite les efforts de tous les responsables à tous les niveaux, ainsi que les citoyens.»

Le ministre a indiqué, en outre, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a promis de visiter toutes les wilayas et même les mechtas afin de veiller à la prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens», appelant dans ce même contexte les walis à accompagner le programme du président pour «construire une nouvelle Algérie.»

Faisant état de l'existence «d'autres programmes de développement qui se concrétiseront à moyen et long termes», le ministre a salué «la sécurité dont jouit l'Algérie grâce aux efforts fournis par l'Armée nationale populaire et de tous les corps de sécurité.»

De son côté, le nouveau wali de Annaba a fait savoir qu'il mettra à profit l'expérience acquise au fil des années dans le domaine de la gestion et de l'administration au service du développement local ainsi que pour prendre en charge les préoccupations des citoyens, ainsi que la mise en œuvre des directives conformément au programme et aux orientations visant à «construire une nouvelle Algérie».

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire se rendra également à Constantine, où il présidera également l'installation de son nouveau wali Ahmed Abdelhafid Sassi qui succède à Abdeslam Saïdoun, muté à Mostaganem lors du dernier mouvement partiel des walis et des walis délégués.

SYNDICAT

L'UGTA rend hommage au regretté Abdelhak Benhamouda au 23^e anniversaire de son assassinat

Une cérémonie de recueillement a été organisée hier à Alger à la mémoire de l'ancien secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelhak Benhamouda, à l'occasion du 23^e anniversaire de son assassinat par des terroristes le 28 janvier 1997 par des terroristes. Organisée au siège de la Centrale syndicale, la cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Ahmed Chawki Acheuk-Youcef, le conseiller à la présidence de la République, Abdelhafid Allahoum, le fils du regretté Abdelhak Benhamouda, ainsi que des représentants des sections syndicales de plusieurs entreprises nationales et d'associations de la société civile.

Intervenant lors de cette cérémonie, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a évoqué le parcours de cet «authentique militant qui s'est sacrifié pour la cause des travailleurs et l'intérêt du pays».

A cette occasion, le ministre a renouvelé son engagement pour «la consolidation du dialogue social à tous les niveaux avec l'ensemble des partenaires sociaux sans exclusion, conformément au programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune».

De son côté, le secrétaire général de l'UGTA a qualifié le défunct de «héros de l'Algérie», soulignant que l'UGTA demeurera «fidèle au combat et aux idées de Benhamouda qui a toujours mis en avant l'intérêt suprême du pays pour lequel il s'est sacrifié».

Le regretté Abdelhak Benhamouda était l'un des membres fondateurs du Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA), créé après l'arrêt du processus électoral en 1992. Il a été assassiné par des terroristes le 28 janvier 1997 devant la Maison du peuple qui abrite le siège de l'UGTA.

IRRIGATION

L'ONID sera réorganisé pour devenir plus performant

L'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) doit être un outil de création de richesse en interne, a estimé hier à Alger, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, annonçant une refonte de cet établissement pour lui permettre de s'adapter à la réalité du terrain.

«L'Office National de l'Irrigation et du Drainage est un outil stratégique et très important dans l'exécution des programmes du secteur, notamment dans le domaine de l'hydraulique agricole», a affirmé M. Berraki à l'APS en marge d'une visite de travail qu'il a effectuée au niveau de l'ONID. Le ministre a ajouté que cet établissement «devient d'autant plus important, car il s'inscrit dans les priorités du Gouvernement, notamment dans les engagements pris par le président de la République en matière de développement de l'Agriculture sur l'échelle nationale». Ainsi, après avoir «pris connaissance du travail accompli, ainsi que le niveau de connaissance au niveau de l'ONID», suite à sa réunion avec les cadres dirigeants de l'établissement, le ministre a indiqué que la rencontre lui a «permis de recenser les contraintes, notamment financières, permettant d'arrêter un programme d'action à très court terme pour consolider les acquis au niveau de l'ONID». La première priorité de ce programme d'action, selon le ministre, est «le lancement d'une refonte de l'organisation de cet établissement pour lui permettre de s'adapter à la réalité et tenir compte des carences afin qu'il soit plus performant».

La refonte de l'ONID tend aussi à lui permettre de se «lancer dans des projets de création de richesse en interne», a souligné M. Berraki, précisant que «l'ONID doit générer des richesses en interne, lui permettant de s'écartier de la dépendance du trésor public et soulager la pression sur les dépenses publiques». Dans ce sens, il a expliqué que l'ONID «a d'abord l'avantage de maîtriser le domaine agricole, même en matière de technologie de pointe, donc, il peut bénéficier d'un très grand appui pour se lancer dans des solutions économiques et économes de l'eau, et de deux, pour apporter des solutions technologiques pour le développement agricole».

A cet effet, M. Berraki a cité l'exemple du complexe agro-industriel de Touggourt réalisé par l'ONID, estimant que c'est «un exemple réussi» en matière de technologie et de systèmes d'économie d'eau pour avoir une rentabilité «très élevée» de divers produits agricoles.

M. Berraki a promis, dans ce sillage, de «généraliser cette expérience», avec le soutien du ministère de l'Agriculture et du développement rural, ajoutant que «cette année sera une année des efforts pour l'amélioration des services publics, en particulier celui de l'irrigation agricole». Pour rappel, l'ONID qui est une structure chargée de l'ensemble de l'activité hydraulique agricole dans les grands périmètres d'irrigation (GPI), a été créé en 2005 suite au réaménagement du statut de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures pour l'irrigation et le drainage (AGID).

TOURISME

Des mesures urgentes pour la prise en charge de la situation de l'INHT de Bousaâda

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a ordonné «la fermeture immédiate» de l'Institut national de l'Hôtellerie et du Tourisme de Bousaâda (INHT) et «la prise des mesures urgentes» à l'effet de remédier à la situation déplorable dans laquelle se trouve cet institut, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

«Il a été décidé de fermer immédiatement le siège de l'INHT et de prendre, à partir de lundi, les mesures administratives nécessaires au lancement des travaux de rénovation de l'Institut dans un délai n'excédant pas 3 mois, tout en assurant un suivi quotidien par les responsables du secteur au niveau local et central sous la supervision personnelle du ministre», a précisé le communiqué. Selon la même source, il a été également décidé de «mettre fin aux fonc-

tions du directeur de l'Institut, de consacrer des salles pour les études et des ateliers pour les travaux pratiques (TP) au sein du Centre de formation professionnelle de Bou Saada, d'affecter le réfectoire de la résidence universitaire, dotée des équipements modernes, à l'exercice des travaux pratiques pour ceux qui sont spécialisés dans la restauration, et d'accueillir provisoirement ses élèves (hommes/femmes) dans des résidences adéquates, tout en assurant le transport

vers les lieux d'études et d'hébergement provisoires».

Mis au courant, dimanche, de la dégradation de l'INHT, le ministre du Tourisme et l'Artisanat avait dépêché un nombre de cadres supérieurs de son département afin de s'enquérir de la situation et de «prendre des mesures urgentes» pour sa rénovation, et ce en vue de garantir la poursuite de l'année scolaire en cours, en coordination avec les autorités locales, à leur tête le wali de la wilaya».



SOLIDARITÉ

Une feuille de route pour les catégories vulnérables en fonction des spécificités de chaque région

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a fait état, lundi à Alger de l'élaboration en cours d'une feuille de route pour la prise en charge des préoccupations réelles des catégories sociales vulnérables en tenant compte «des spécificités de chaque région».

En application des orientations du Président de la République, le secteur de la solidarité, conscient de l'importance du dialogue entre l'administration et le citoyen et entre le responsable et ses cadres, s'attèle à l'élaboration d'une feuille de route traduisant les préoccupations et les problèmes réels des catégories sociales vulnérables en tenant compte des spécificités de chaque région», a déclaré Mme Krikou lors d'une rencontre régionale des directeurs de l'Action sociale de l'ouest du pays.

A ce propos, elle a indiqué que l'objectif de son secteur était un projet national stratégique visant à insuffler une nouvelle dynamique au concept de solidarité, fondé sur la politique sociale de l'Etat et l'assistance aux catégories vulnérables à travers un accompagnement tendant à son intégration dans le processus de développement social,

pas uniquement à travers l'aide financière et matérielle mais également par le biais de la formation et l'accompagnement afin d'atteindre l'efficacité. La ministre a évoqué, également, des mécanismes d'application du développement social sectoriel, en coordination avec tous les secteurs ministériels dans le cadre de la solidarité gouvernementale. Concernant «la nouvelle approche» du principe de Solidarité nationale, la ministre a insisté sur le maintien de «la politique sociale de l'Etat», annonçant plusieurs rencontres avec le partenaire social, des associations et des secteurs ministériels pour la conclusion de partenariats à même de permettre au secteur de la Solidarité d'aller de l'avant. Elle a fait état, à ce propos, de la création d'une Commission nationale de dialogue et de concertation au niveau du ministère regroupant les représentants des partenaires sociaux parmi les syndicats et les associations, affirmant que le dialogue «est le meilleur moyen de promouvoir le secteur». Elle a ajouté que le secteur s'attellera en priorité à «promouvoir les actions de solidarité associant l'ensemble des acteurs», tout en veillant à «ancrer cette idée par la sensibilisation sur le terrain avec la partici-

pation de la société civile, des médias et de tous les acteurs publics et privés en accord avec les dispositions de la loi». Parmi les objectifs du secteur, la ministre a également cité «la prise en charge de la famille, le renforcement de la cohésion sociale par la consolidation des mécanismes de médiation familiale, notamment par la réintégration des personnes âgées dans leur milieu familial, la promotion effective de la femme dans les différents domaines de développement, ainsi que l'autonomisation politique pour une véritable représentativité parlementaire». Mme Krikou a, à cette occasion, appelé tous les acteurs à adhérer à cette nouvelle dynamique et à conjuguer leurs efforts pour atteindre les objectifs politiques qui sous-tendent la nouvelle République. Selon elle, cette rencontre vise à présenter le bilan des activités et des réalisations dans le secteur afin de remédier aux lacunes rencontrées et de concrétiser la justice sociale et l'égalité des chances.

«Chaque région ayant ses spécificités géographiques et ses propres besoins socio-économiques», d'autres réunions régionales suivront pour couvrir l'ensemble du territoire national, a ajouté la ministre.

INVESTISSEMENT

La part du partenaire étranger arrêtée en fonction de l'importance du secteur

Le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a indiqué hier à Alger, que la part des investisseurs étrangers en Algérie sera arrêtée en fonction de l'importance du secteur d'activité.

Intervenant lors de la cérémonie à l'occasion de la Journée nationale du commerce, organisée par l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), M. Bekkai a fait état de la prochaine promulgation d'un texte organique, fixant les secteurs stratégiques concernés par la règle 49/51 et les nouveaux taux en fonction de l'importance du secteur d'activité et sa pertinence pour l'Etat. Le ministre délégué a ajouté, dans ce sens, que l'investisseur étranger sera tenu de recourir à un partenaire algérien, lequel aura une plus grande part si le projet d'investissement concerne un secteur «hautement stratégique», précisant qu'il y aura d'autres pour les autres secteurs, en fonction de leur importance pour l'économie nationale.

La règle 49/51, qui «a eu un impact négatif» a été revue en vertu de la loi de Finances de 2020 en la limitant aux secteurs stratégiques. Au titre de la nouvelle loi de Finances, le ministre

des Finances est tenu de présenter, à la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), un exposé sur les activités de production de marchandises et les prestations à caractère stratégiques pour l'économie nationale. Pour encourager les exportations algériennes, le ministre a indiqué que son département a ouvert un nouvel atelier consacré à la révision de tous les textes de loi relatifs à l'activité d'exportation afin d'aplanir toutes les difficultés rencontrées.

Dans le cadre de la stratégie nationale d'exportation, qui s'étendra jusqu'à 2024, toutes les mesures incitatives nécessaires seront prises au profit des quatre secteurs jouissant d'un intérêt particulier, à savoir l'industrie agroalimentaire, la fabrication de pièces de rechange et composants de véhicules, ainsi que les technologies de l'informatique, du numérique et les industries pétrolières.

S'agissant des accords de libre-échange, le ministre délégué a fait état d'un travail de préparation pour une évaluation globale des accords commerciaux afin d'en déterminer l'incidence, positive ou négative.

Cette évaluation à laquelle se-

ront associés l'ensemble des secteurs concernés concernera tous les accords en vigueur, à l'instar de l'accord d'Association avec l'Union européenne, l'accord avec la zone de libre-échange arabe, et même ceux en cours de négociation, a déclaré M. Bekkai. Il a ajouté que le ministère a ouvert le chantier de révision des lois régissant le secteur du commerce. Evoquant la problématique des espaces commerciaux inexploités, il a fait savoir que le ministère avait recensé 571 marchés de proximité fermés malgré la fin des travaux en raison d'un mauvais choix d'emplacement ou de la distribution inéquitable des locaux qui s'y trouvent.

Le ministre délégué a, par ailleurs, annoncé un nouveau programme de formation en préparation dans le secteur au profit des commerçants et des artisans au niveau des chambres de commerce et d'industrie. La célébration de la Journée nationale du commerce coïncide cette année avec le 63^e anniversaire de la grève des huit jours (du 28 janvier au 4 février 1957) observée par les commerçants algériens durant la Guerre de libération nationale.

A cette occasion, le président

de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a rappelé que «les commerçants et les artisans ont démontré, à travers cette grève historique, leur adhésion à la cause de leur patrie», soulignant qu'ils ont toujours été en première ligne pour consentir des sacrifices dans les moments difficiles qu'a traversés le pays».

Pourtant, a-t-il déploré, une image négative a été accolée aux commerçants au lendemain de l'indépendance par «ceux qui ont fait mine d'oublier que les principaux chefs de la Révolution étaient eux-mêmes commerçants et artisans, à l'instar de Didouche Mourad, de Badji Mokhtar et du colonel Amirouch».

Aussi, a-t-il appelé à la réhabilitation du commerce, maillon essentiel dans le développement socio-économique du pays, mettant l'accent sur l'importance de la formation.

La fille du chahid Mahmoud Mustapha-Chaouch, buraliste ayant été enlevé en 1956 et torturé à mort par la France coloniale, a été honorée à cette occasion.

Son père fut le premier disparu de la guerre de Libération nationale.

DOUANES

Réduire le temps de stationnement des conteneurs dans les ports

Le Directeur général des Douanes, Mohamed Ouaret a appelé, lundi à Alger, à la prise des mesures appropriées pour réduire les délais de stationnement des conteneurs au niveau des ports, qui peuvent constituer une saignée pour les réserves en devises.

«Il est inacceptable de laisser des sociétés étrangères, dont l'effectif n'exécède pas parfois 8 personnes, transférer des sommes colossales en devise en raison du non traitement des conteneurs», a déclaré M. Ouaret lors d'une cérémonie à l'occasion de la Journée internationale de la Douane, au niveau de la direction régionale du port d'Alger.

Il a ajouté qu'il «faut agir intelligemment pour ne pas fournir de couverture légale à un détournement de devises, nous ne pouvons parler d'essor économique et continuer à nous ruiner», a-t-il dit.

Affirmant que l'Algérie «a souffert de trois décennies noires: la décennie du terrorisme et deux décennies de contrebande de devises», le DG des Douanes a estimé qu'il «est temps de mettre en place des cadres juridiques plus adéquats au contrôle de ce phénomène».

Il a appelé, dans ce sens, à destiner les avantages et les facilitations douanières aux opérateurs méritant et honnêtes et non aux manipulateurs qui les utilisent comme tremplin.

Évoquant l'importance de l'activité douanière en tant que «gardien de l'économie nationale», M. Ouaret



ret a appelé également à redoubler d'efforts pour faire face à toutes les transgressions.

Par ailleurs, il a préconisé le traitement rapide et efficace des marchandises et des voyageurs, tout en reconnaissant la difficulté de concilier les équations contrôle et facilitation.

Le DG des Douanes a plaidé, d'autre part pour «une communication plus efficace» entre toutes les instances concernées par le Commerce extérieur afin d'améliorer le contrôle des marchandises au niveau des frontières.

Il a mis en avant, dans ce contexte, l'impérative

«intensification de la coopération entre les différents organes intervenant dans le processus du

contrôle du commerce extérieur à travers la création de moyens de communication efficace à même de lever le niveau d'échange d'informations.

Une coopération efficace est à même de favoriser un environnement de travail encourageant pour les agents en charge du contrôle d'un volume conséquent de marchandises au quotidien et sans erreur, a-t-il dit, mettant l'accent sur l'impératif d'appréhender le travail des autres organes en tant que «contrôle complémentaire et non en aval» de l'activité douanière.

«La découverte de marchandises interdites ou l'enregistrement d'infractions par d'autres organes concernés par le Commerce extérieur, ceci ne

devrait pas être interprété comme une négligence de la part des Douanes. C'est sensé être un contrôle complémentaire au travail de l'administration douanière», a-t-il déclaré.

S'agissant des conditions de travail «difficiles» des agents de Douanes, M.

Ouaret a fait état de propositions à soumettre prochainement aux autorités supérieures pour une prise en charge de la situation socioprofessionnelle du douanier.

L'Algérie célèbre le 26 janvier de chaque année la journée internationale de la douane (JID), organisée, cette année, sous le slogan «La durabilité au cœur de l'action douanière pour les personnes, la prospérité et la planète».

Lors de cette cérémonie, organisée par la Direction régionale des Douanes du port d'Alger, il a été procédé à la remise de grades à des cadres et agents de Douanes et la distinction des retraités et de familles d'agents de Douanes décedés, et ce en présence des représentants des instances élues de la wilaya d'Alger, des corps judiciaire, sécuritaire et militaire, d'instances publiques et d'institutions économiques et d'associations professionnelles.

COUR D'ARBITRAGE INTERNATIONAL
Installation des membres de la représentation d'Algérie

Les membres de la deuxième promotion de magistrats et d'experts en litiges commerciaux de la représentation d'Algérie, relevant de la région MENA, près la Cour d'arbitrage de Londres international (LCIA) ont été installés lundi à Alger.

Quatorze (14) magistrats et experts en litiges commerciaux ont été installés au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), en présence du président de l'Union, Hazab Ben Chahra, du président de la représentation d'Algérie près la LCIA, Bahloul Mohamed, ainsi que des experts et des magistrats de la première promotion.

A cette occasion, M. Bahloul a rappelé l'accord relatif à l'intégration de la première promotion d'experts et de magistrats en règlement des litiges commerciaux au sein de la LCIA par le biais de la représentation d'Algérie.

Des sessions de formation sont prévues au profit de magistrats et d'experts accrédités, dont le mandat est de quatre ans renouvelable, et ce en matière de médiation et d'arbitrage commercial, a-t-il fait savoir. M. Bahloul a indiqué, à ce propos, que les affaires internes liées à l'arbitrage commercial seront prochainement traitées aux niveaux local et national par des magistrats et des experts algériens accrédités auprès de la représentation d'Algérie, ce qui évitera à l'Algérie de recourir à l'étranger et partant réaliser une économie en devise, a-t-il ajouté. La représentation algérienne n'attend que l'autorisation des autorités compétentes pour commencer le traitement des affaires relatives au règlement des litiges commerciaux qui concernent l'Algérie.

Concernant le dossier des fonds détournés, M. Bahloul a fait état d'une demande d'audience adressée au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de proposer des mécanismes et des propositions à même de consolider les efforts visant la récupération de ces fonds. De son côté, M. Benchahra a affiché la disponibilité de l'UGCAA à appuyer et accompagner les membres de la représentation dans leurs différentes activités relatives au règlement des litiges commerciaux, estimant que celle-ci est un organe important dans la vie économique.

Créée en 2007 en Bulgarie, la LCIA est une organisation internationale activant dans le règlement des litiges, à l'instar de l'arbitrage, la médiation, les négociations et autres.

MARCHÉ NATIONAL DE
LA MICROENTREPRISE
Nécessité d'un véritable
débat pour sa régulation
et son développement

Le marché national de la micro-entreprise appelle à «un véritable débat national pour établir son bilan et offrir des perspectives», a estimé lundi à Tizi-Ouzou Guellal Yacine, premier responsable du groupement national d'appui à la microentreprise (GNAME).

S'exprimant lors d'une rencontre organisée à la maison de la culture Mouloud Mammeri ayant regroupé les entrepreneurs des wilayas du centre, Guellal a considéré que le climat du marché de la micro-entreprise, fort de 1 370 000 unités, «se caractérise par une absence totale de stratégie de développement d'où la nécessité de sa régulation et d'un accompagnement étudié». «Il est nécessaire d'organiser un débat national, sérieux et constructif, sur la question afin d'étudier les moyens et solutions idoines à mettre en œuvre pour lui permettre d'être efficace et de contribuer à fructifier l'économie nationale», a souligné le responsable du GNAME, indiquant que «des correspondances ont été adressées dans ce sens aux autorités du pays depuis 2015». Rappelant que l'objectif du dispositif de la micro-entreprise «est de créer de la richesse et d'absorber le chômage», M. Guellal a considéré que «l'absence d'études des besoins du marché et de coordination entre les différents dispositifs d'aide mis en place (ANSEJ, CNAC, ANGEM), a fait que les objectifs tracés n'ont pas été atteints».

La transition dans ce marché, a-t-il fait remarquer, «s'est opérée à partir de 2011 lorsque les banques ont été instruites de participer en masse dans les montages financiers des entreprises créées dans le cadre de ces dispositifs». Une politique, a-t-il soutenu, «qui a engendré une saturation du marché et des entreprises mort-nées et même mises en péril celles déjà existantes».

Faisant face à l'absence de marché et soumis aux impératifs de recouvrement des banques et d'acquiescement des cotisations de la Caisse de sécurité sociale (CASNOS), «plusieurs promoteurs ont préféré jeter l'éponge et se retrouver dans l'illégalité vis-à-vis de la loi, encourageant même des sanctions juridiques». Des situations qui avaient parfois produit, a-t-il renchéri, «un impact social négatif poussant des promoteurs à fuir le pays, à des cas de divorce, voire même de suicide». Pour ce qui est des solutions immédiates à mettre en œuvre, M. Guellal a préconisé, lors de la rencontre, «la mise en veilleuse de ces dispositifs jusqu'à assainissement du marché existant» et, ensuite, la «révision des conditions d'éligibilité à bénéficier des dispositifs, mais aussi l'adoption d'un régime fiscal et parafiscal propre à la micro-entreprise», citant l'exemple de certains pays où celle-ci (micro-entreprise) est exonérée de TVA. Indiquant que le GNAME est disposé à «apporter son aide et son expertise dans le débat», Yacine Guellal, a annoncé l'organisation, prochainement à Batna et Ain Defla, de deux rencontres régionales regroupant les collectifs d'appui des régions Est et Ouest.

AGRICULTURE

Création de 2 unités de recherche scientifique en matière de parasites agricoles et de santé végétale

Les chercheurs de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV) ont passé en revue, lundi à Alger, les différents aspects relatifs à la création de deux unités de recherche scientifique relevant de l'Institut, auxquelles sera dévolue la mission de rechercher des solutions aux parasites agricoles et d'élargir les domaines de la recherche appliquée.

Réunis lors d'une session extraordinaire du Comité sectoriel permanent de la recherche scientifique et du développement technologique tenue au siège de l'INPV à Alger, ces spécialistes ont abordé les différents aspects préparatoires pour la mise en service des deux unités de recherche qui devraient avoir leur sièges à Alger et Oran.

Il s'agit d'une unité de recherche scientifique qui se chargera de traiter les problèmes de santé végétale en Algérie, en sus d'une unité destinée aux recherches scientifiques relatives aux pesticides.

Celle-ci s'emploiera à trouver des solutions techniques, biologiques et biotechnologiques préservant l'environnement et la santé humaine.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des accords conclus novembre dernier entre les secteurs de l'agriculture et du développement rural et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant la création de 19 unités de recherche à travers les différents instituts re-

levant du secteur de l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture et du développement rural avait présidé, décembre dernier, l'installation de six (6) unités de recherche scientifique au siège de l'Institut national de la vulgarisation agricole (INVA), ainsi que six autres en cours de création et deux en cours d'étude. Le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Kessira Mohamed, a indiqué, à cette occasion, que cette session contribuera à la concrétisation de l'objectif tracé par le secteur visant la modernisation des institutions de l'Etat par les moyens techniques et scientifiques et la valorisation des capacités scientifiques. Ces mesures auront un impact positif en termes d'enrichissement des données scientifiques et des programmes devant être lancés par le ministère de l'Agriculture, a-t-il souligné. Il a fait savoir, dans ce cadre, que le travail se poursuit pour la création d'autres unités de recherche en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et les différents secteurs concernés.

Pour sa part, le Directeur général adjoint de l'INPV, Dr. Hamid Bensaad a mis l'accent sur l'importance de cette démarche, en ce sens qu'elle valorise la recherche scientifique, menée au sein de l'Institut mais



sans «concrétisation sur le terrain» en raison du manque de moyens matériels et financiers. Cette opération permettra de développer les recherches laboratoires et la modernisation des laboratoires et des départements de recherche agricole relevant de l'Institut. Elle accordera également à l'INPV les prérogatives nécessaires pour le lancement de projets à dimension internationale en matière de développement agricole. Les chercheurs auront la latitude à la faveur de la création de ces unités d'associer les compétences nationales et étrangères dans les études relatives à la santé des produits agricoles. Dr. Bensaad a estimé par ailleurs que la création de ces unités permettra de privilégier les recherches sur terrain et de les valoriser dans le domaine agricole.

PORTUGAL

Le Portugal se prépare à taxer les retraités européens

Le Parti socialiste portugais au pouvoir a proposé de taxer à hauteur de 10% les retraités européens résidant au Portugal, jusqu'ici exonérés d'impôts sur leurs pensions pendant dix ans, dans un amendement à la loi de finances 2020, présenté lundi soir. «Les étrangers ayant le statut de résident non habituel cessent d'être exonérés d'impôts et seront soumis à un taux d'imposition de 10% sur leurs revenus», a déclaré Catarina Mendes, leader du groupe parlementaire socialiste lors d'une conférence de presse. Ces dernières années, le Portugal a attiré des milliers de retraités européens.

En pleine crise financière, le pays avait accordé en 2009 à ces retraités dix ans d'exonération d'impôt sur le revenu à condition de résider au Portugal au moins six mois par an. La capitale Lisbonne et les stations balnéaires de l'Algarve (sud) sont les régions les plus prisées, en particulier par les Français, les Britanniques et les Italiens.

La mesure ne s'appliquera qu'aux nouveaux arrivants, a précisé le PS. Le gouvernement socialiste minoritaire issu des élections législatives d'octobre dernier au Portugal a obtenu début janvier l'assurance que son projet de budget de l'Etat sera adopté en première lecture par le Parlement, grâce à l'abstention de ses anciens alliés de la gauche radicale.

Le Parti socialiste dispose d'une majorité relative de 108 députés dans l'assemblée de 230 sièges. Arrivés au pouvoir en 2015 grâce à une alliance inédite avec la gauche anti-libérale, le Premier ministre portugais Antonio Costa et son ministre des Finances Mario Centeno étaient parvenus à rétablir le pouvoir d'achat des familles tout en profitant d'une conjoncture favorable pour continuer à redresser les comptes publics du pays, qui avait dû demander un plan de sauvetage financier en 2011.

KOWEÏT

Le FMI appelle le Koweït à plus de rigueur budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) a exhorté lundi le Koweït à introduire un ensemble de réformes comprenant l'imposition de taxes et la suppression progressive des subventions pour combler un déficit budgétaire chronique.

Comme d'autres pays de la péninsule arabique, le Koweït, membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) dont l'or noir représente près de 90 % des revenus, a été durement touché depuis l'effondrement des prix du brut à la mi-2014. «Des retards dans les réformes fiscales amplifieraient encore les besoins de financement budgétaire, tandis que la lenteur des progrès sur le front structurel freinerait la croissance», écrit le FMI dans son rapport sur l'état de l'économie koweïtienne. Le budget de l'Etat a été approuvé au début du mois avec un énorme déficit pour la sixième année consécutive.

Contrairement aux autres pays du Golfe, le Koweït a un parlement actif qui a bloqué à plusieurs reprises les projets du gouvernement visant à imposer des taxes ou des frais pour les services publics. Le Koweït, qui pompe 2,7 millions de barils par jour, dispose d'énormes réserves fiscales estimées à 644 milliards de dollars (584 milliards d'euros) par le FMI. Mais selon l'institution de Washington, l'économie du Koweït n'a progressé que de 0,7 % l'année dernière et la croissance ne devrait pas dépasser 1,2 % en 2020.

Sans réformes, les besoins de financement du gouvernement devraient augmenter rapidement, représentant 180 milliards de dollars (163 milliards d'euros) sur les six prochaines années.

Le prêteur mondial propose des réformes spécifiques sur dix ans pour ajuster les finances de l'Etat : réduction des dépenses publiques, diminution de la masse salariale publique - qui représente près de la moitié des dépenses publiques - en plus de la suppression progressive des subventions au carburant, à l'électricité et à l'eau.

Le FMI appelle le gouvernement à suivre les pas de ses voisins, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn, en imposant une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5%, des taxes sur les produits de luxe, et en augmentant l'impôt sur les bénéfices des entreprises nationales.

PÉTROLE

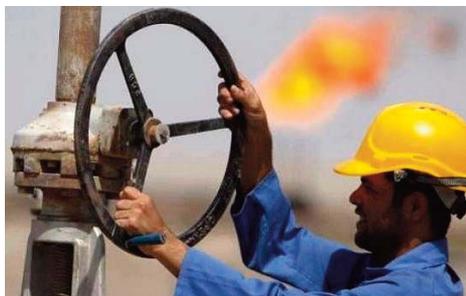
Le panier de l'Opep débute la semaine à près de 62 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a débuté la semaine à 61,98 dollars, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web.

L'ORB avait terminé la semaine écoulée à 62,52 dollars, a précisé la même source.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Lundi, les prix de l'or noir avaient terminé la séance à leur plus bas niveau depuis fin octobre.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est établi à 59,32 dollars à Londres, en baisse de 2,3% ou 1,37 dollar par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, a perdu 1,9% ou 1,05 dollar à



53,14 dollars. Ces prix ont été affectés par la propagation de l'épidémie de coronavirus et son impact sur la demande d'or noir en Chine et dans le monde.

Le ministre de l'Energie, M. Mohamed Arkab, également Président de la conférence de l'Opep a indiqué lundi que l'Organisation suivait de près l'évolution des marchés pétroliers en conjonction avec l'évolution

de la récente épidémie de coronavirus. Il a, dans ce cadre, affirmé que «l'Algérie se tient prête à prendre toutes les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la stabilité du marché pétrolier, et ce en collaboration avec les pays membres de l'Opep et les pays Non-Opep signataires de la Déclaration de Coopération». L'Organisation tiendra deux réunions importantes à quelques jours de délai d'achèvement

de l'accord de limitation de la production fixé pour le 31 mars 2020.

Ainsi, le Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-Non opep (JMCC) tiendra sa 18 e réunion le 5 mars prochain à Vienne. Ce Comité est composé de sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigéria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Kazakhstan).

Cette réunion sera suivie de la rencontre ministérielle de l'Opep +.

Il sera question d'examiner les évolutions du marché pétrolier et la possibilité de prolongation ou pas de l'accord de limitation de la production. Lors de sa dernière réunion, l'Opep+ avait portée sa réduction globale de la production à 1,7 millions de barils/jour.

Cet ajustement est entré en vigueur le début de mois en cours.

ESPAGNE

Le taux de chômage a reculé moins vite en 2019

L'Espagne a vu son taux de chômage reculer à 13,78% fin 2019, ce qui marque un ralentissement du rythme de réduction par rapport aux années précédentes, selon les chiffres publiés hier par l'Institut national de la statistique (INE).

Le taux de chômage en Espagne reste le deuxième plus fort de la zone euro après celui de la Grèce.

La baisse correspond à l'objectif fixé par le gouvernement (13,8%). Fin 2018, le taux de chômage avait atteint 14,45%. De fin 2018 à fin 2019, la baisse n'a donc

représenté que 0,67 point de pourcentage alors qu'elle avait jusqu'ici dépassé les deux points de pourcentage tous les ans depuis 2014. L'Espagne a enregistré des statistiques de l'emploi en demi-teinte ces derniers mois. En septembre, elle avait ainsi connu son pire chiffre de créations d'emplois pour un mois de septembre depuis 2013. Malgré sa réduction, le taux de chômage en Espagne reste bien supérieur à la moyenne de la zone euro (7,5% fin novembre selon les dernières données disponibles d'Eurostat).

Fin décembre 2019, le nombre de chômeurs atteignait 3,19 millions de personnes, un nombre qui s'est réduit de 112.400 personnes en un an selon l'INE.

Par secteurs, le nombre de chômeurs a reculé dans l'industrie (-9.900) mais il est resté quasi stable dans les services (-900) et il a augmenté dans la construction (+16.400) et dans l'agriculture (+10.900).

Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 2,1% pour 2019. En 2013 au plus fort de la crise, le chômage avait frôlé les 27% en Espagne.

SUISSE

Excédent commercial de 37,3 milliards de francs en 2019

La Suisse a dégagé un excédent commercial de 37,3 milliards de francs suisses en 2019, a annoncé hier l'administration fédérale des douanes, grâce aux exportations qui ont continué de croître, bien qu'à un rythme moins soutenu que l'année précédente.

Sur l'année écoulée, les exportations ont enregistré une hausse de 3,9% en valeur nominale, pour se monter à 242,3 milliards de francs suisses (226,6 milliards d'euros), sous

l'impulsion en particulier de la chimie et de la pharmacie, un secteur clé de l'économie suisse.

Les importations se sont quant à elles accrues de 1,6%, atteignant un pic à 205 milliards de francs suisses, ont détaillé les douanes dans un communiqué.

Par comparaison, l'excédent commercial de la Suisse se montait à 31,4 milliards l'année précédente alors que les exportations avaient grimpé de

5,7%. Les importations avaient augmenté de 8,7%. «Malgré un climat d'incertitudes liées aux tensions commerciales et à la conjoncture mondiale, le commerce extérieur suisse a progressé en 2019, à un rythme ralenti toutefois», ont noté les douanes dans le communiqué.

Le secteur de la chimie et de la pharmacie sont restés le fer de lance de l'économie suisse, les exportations dans ces secteurs augmentant de

9,8%, ont détaillé les douanes. Le secteur de l'horlogerie a quant à lui vu ses exportations s'élever de 2,4%, marquant néanmoins un ralentissement par rapport aux 6,3% de croissance enregistrés l'année précédente.

Les exportations avec l'Union Européenne, le premier partenaire commercial de la Suisse, ont décollé, affichant une progression de 2,9% en 2019, contre une hausse de 3,9% l'année précédente.

ACIER

Production mondiale en hausse de 3,4% en 2019, tirée par la Chine

La production mondiale d'acier brut a augmenté de 3,4% en 2019 à 1,87 milliard de tonnes, grâce à la Chine et au Moyen-Orient qui ont plus que compensé le reste du monde, selon les chiffres du secteur publiés lundi.

Dans toutes les régions en dehors de l'Asie et du Moyen-Orient, la production s'est en effet contractée l'année dernière, a précisé l'Association mondiale de l'acier (WSA) dans un communiqué.

La Chine est restée de loin le premier producteur mondial avec une part de

production atteignant 53,3% contre 50,9% en 2018. La production d'acier brut de la Chine a augmenté de 8,3% à 996,3 millions de tonnes (Mt), selon la WSA.

L'ensemble de l'Asie a de son côté vu sa production d'acier progresser de 5,7% en 2019, à 1,34 milliard de tonnes.

Outre la hausse en Chine, la production a augmenté en Inde, deuxième producteur mondial (+1,8% à 111,2 Mt).

Mais elle a baissé au Japon, troisième producteur mondial (-4,8% à 99,3 Mt) ainsi qu'en Corée du Sud (-1,4%). L'Union

européenne a enregistré une baisse de production globale de 4,9% (à 159,4 Mt), observée dans les principaux pays producteurs: Allemagne (-6,5%), Italie (-5,2%), France (-6,1%) et Espagne (-5,2%).

La production d'acier brut a légèrement reculé en Amérique du Nord (-0,8%), malgré des Etats-Unis en hausse (+1,5%).

Petite baisse également dans la zone CEI (-0,5%), avec notamment -0,7% en Russie.

TIZI-OUZOU

Des mesures pour parachever les travaux de réhabilitation de trois hôtels publics

Des mesures ont été prises lundi par le wali de Tizi-Ouzou, Mahmoud Djamaa, et le Président Directeur Général du groupe public Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaâ, pour l'achèvement des travaux de réhabilitation de trois hôtels public et leur réception fin avril.

Les deux responsables qui avaient inspecté les travaux de réhabilitation et de modernisation des hôtels, Lalla Khedidja et Le Belloua, au chef-lieu de wilaya, ainsi que l'auberge le Bracelet d'argent à Ath Yenni, lancé en 2017 et qui accusent un «énorme» retard, ont décidé de désengager, à partir de la semaine prochaine, certains travaux à la charge de l'entreprise turque «TRUVA» pour les confier à d'autres entreprises afin de pouvoir réceptionner et remettre en service ces établissements hôteliers à partir de la prochaine saison estivale.

Le wali qui a relevé une «défaillance» de l'entreprise réalisatrice et le PDG du Groupe (HTT), ont par ailleurs demandé l'élaboration, d'ici à jeudi prochain, d'un planning précis avec un engagement des livraisons qui sera notifié à toutes les parties concernées par ces opérations, au cabinet du wali et au ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Rachid Gheddouchi, a été, pour sa part,



chargé par le wali d'assurer le suivi régulier des travaux au niveau des trois établissements hôteliers et de lui transmettre tous les dix jours un compte rendu sur l'avancement et la mise en exécution des engagements de chaque intervenant sur ces projets afin de s'assurer du respect des délais de livraison fixés pour fin avril prochain.

Le PDG du groupe public HTT a indiqué, au cours de cette visite, que l'entreprise TRUVA a été mise en demeure

à trois reprises pour renforcer les trois chantiers.

La représentante de cette entreprise s'était engagée sur place à livrer les trois projets dans un délai de trois mois.

Le wali qui a exprimé son mécontentement vis-à-vis de cette entreprise et du bureau d'études chargé du suivi, a annoncé que ces deux organismes seront proposés au classement sur la liste noire en cas de non respect des délais.

Les travaux de réhabilitation

des hôtels Lalla Khedidja, Le Belloua et l'auberge Le Bracelet d'argent ont été lancés en 2017, selon la fiche technique de ces projets.

En juillet 2019, l'entreprise réalisatrice s'était engagée à les livrer. Leur réception étant annoncée entre septembre et novembre derniers, rappelle-t-on.

Le wali a également inspecté le chantier de réhabilitation et de modernisation de l'hôtel Amraoua, au chef-lieu de wilaya, où il a exprimé sa satisfaction quant à la cadence imprimée aux travaux. Une promesse pour l'achèvement des travaux de génie-civil en juillet prochain a été faite sur place par l'entreprise de réalisation qui a maintenu son engagement formulée en juillet 2019 de livrer ce projet fin 2020.

En marge de sa visite de travail et d'inspection, le wali Mahmoud Djamaa et la délégation qui l'accompagne se sont recueillis sur la tombe de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri à Taourirt Mimoun dans la commune d'Ath Yenni.

TISSEMSILT

Recyclage de près de 495 tonnes de déchets ménagers en 2019

Près de 497 tonnes de déchets ménagers ont été recyclés durant l'année écoulée par l'entreprise publique de gestion du Centre d'enfouissement technique des déchets solides urbains de la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de l'environnement Mohamed Benyoucef.

Dans un rapport établi par son secteur, le responsable de l'environnement de la wilaya a indiqué, au cours des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), que les déchets constitués par la matière plastique sont estimés à plus de 270 tonnes, le carton et le papier à 180 tonnes, le minerai à plus de 30 tonnes et l'aluminium à 15,1 tonnes.

Cette opération s'est achevée par le recyclage des déchets à travers six (6) Centres d'enfouissement technique (CET) de déchets solides urbains au niveau des communes de Tissemsilt, Theniet El Had, Bordj Emir Abdelkader, Ammari, Khemisti et Bordj Bounaâma, a-t-il indiqué.

Ces déchets ont été cédés aux entreprises spécialisées dans le recyclage de déchets à la faveur d'une opération qui entre dans le cadre de l'investissement privé pour ceux qui exercent au niveau de la wilaya en vertu d'une convention avec les entre-

prises publiques sus-indiquées. A titre indicatif, les dits CET ont accueilli au total, durant l'année écoulée, plus de 51.700 tonnes de déchets ménagers à travers l'ensemble des communes de la wilaya avec, à la clef, la signature de 38 conventions entre les assemblées populaires communales et les entreprises économiques publiques et privées, appelées à augmenter les quantités des déchets collectés et recyclés au niveau des centres d'enfouissement technique.

L'entreprise en question a réalisé, durant la même période, des bénéfices nets estimés à 10,2 millions DA et ce, grâce à la vente des déchets (papier, carton, plastique et minéraux recyclés) au profit des entreprises économiques publiques et privées de récupération.

D'autre part, il a été procédé, durant l'année écoulée, à l'éradication de près de 60 points noirs qui offraient un décor repoussant, voire une image hideuse des villes de la wilaya de Tissemsilt.

Plusieurs opérations qui entrent dans le cadre des campagnes de nettoyage épisodiques, effectuées à l'intérieur des groupements d'habitat, ont démarré en fin 2018 et se poursuivent jusqu'aujourd'hui, selon la même source qui a ajouté que

celles-ci ont permis de traiter 3.700 tonnes de déchets inertes en provenance des ateliers de réalisation, de même que l'éradication de 123 décharges sauvages, sises à l'intérieur des groupements d'habitation.

De son côté, la commission de santé, hygiène et protection de l'environnement de l'APW a suggéré l'acquisition d'incinérateurs pour des centres d'enfouissement technique des déchets urbains, ainsi que la signature de conventions avec les établissements publics hospitaliers et les entreprises publiques de santé de proximité pour venir à bout des déchets hospitaliers.

Elle a également proposé la réalisation d'un centre d'évacuation des déchets hospitaliers, de même que la réalisation d'un centre de transformation et de commercialisation des matières récupérées au niveau de la wilaya avec, en prime, l'encouragement des jeunes à investir dans le créneau de la récupération des déchets ménagers.

D'autres points étaient inscrits à l'ordre du jour des travaux de la première session ordinaire de l'APW qui ont examiné notamment le bilan annuel de divers secteurs dans la wilaya, entre autres, le secteur des transports.

CONSTANTINE

Raccordement «en février» de 2150 logements au réseau de fibre optique

Au total, 2150 logements relevant du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), réalisés dans la nouvelle circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) seront raccordés «en février prochain» au service «Idoom fibre», a annoncé lundi, le directeur de wilaya de la Poste, des télécommunications, des technologies et de la numérisa-

tion. Visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et la généralisation de cette technologie, cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de raccordement de près de 8.000 logements de la même formule à travers la localité d'Oued Hamimime (commune d'El Khroub) et la circonscription administrative Ali Mendjeli, a indiqué à l'APS, Tayeb Ben Ennekhela.

Le raccordement de ces lo-

gements a nécessité un délai de 3 mois pour le déploiement de plus de 10 km de fibre optique ainsi que pour l'aménagement du réseau souterrain et des chambres de distribution, a-t-on précisé.

Les citoyens bénéficiaires du service «Idoom fibre», dont les logements ont été dotés de la technologie FTTH (fiber to the home ou fibre optique jusqu'au domicile), disposeront d'un débit internet pou-

vant atteindre 100 Mégabits/seconde «dans un délai de 20 jours», a assuré le même responsable.

Pour rappel, près de 500 logements sociaux relevant du programme de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), réalisés dans l'unité de voisinage (UV) 20 de Ali Mendjeli, ont été raccordés l'année dernière au réseau de fibre optique.

BORDJ BOU-ARRERIDJ

La gestion de l'alimentation en eau potable revient à l'Algérienne des eaux

L'Algérienne des eaux de Bordj Bou Arreridj a procédé à la récupération progressive de la gestion de l'alimentation en eau potable (AEP) qui était jusque-là assurée par les communes, a-t-on appris lundi de la chargée de l'information de cette unité, Salima Boudrouaz.

Cette opération visant l'amélioration de la gestion de cette ressource vitale intervient en application des instructions du ministre du secteur lors de sa dernière visite dans la wilaya, a fait savoir la même responsable, précisant qu'en plus des 21 communes gérées par l'Algérienne des eaux, neuf autres communes ont été intégrées portant le nombre global à 30 communes sur les 34 que compte la wilaya. Cette opération, a-t-elle précisé, permettra d'améliorer le niveau de rendement et de coordination s'agissant du suivi des projets, l'amélioration des conditions d'approvisionnement en eau à travers la généralisation de la distribution quotidienne au profit des citoyens des différentes communes, agglomérations secondaires et régions enclavées.

Le déploiement des unités de l'Algérienne des eaux et de l'Office national d'assainissement (ONA) à travers les communes permettra d'activer la mission de contrôle pour lutter efficacement contre les fuites et le vol d'eau, a indiqué la même source.

La wilaya de Bordj Bou Arreridj accuse un déficit en alimentation en eau potable qui bénéficie de 60 millions de m³ contre un besoin évalué à près de 100 millions m³, a relevé Salima Boudrouaz qui a fait état d'un taux de raccordement au réseau AEP estimé à 97% et de 90% s'agissant du raccordement au réseau d'assainissement, «des taux qui s'approchent de la moyenne nationale», a-t-elle assuré.

SÉTIF

Stockage dans des chambres froides à Guellal du surplus de la récolte de pomme de terre

Les services de la Société de développement agricole de la commune de Guellal (Sud de Sétif) ont lancé une opération visant à stocker le surplus de la récolte de pomme de terre dans des chambres froides, a-t-on appris lundi de la directrice générale de cet établissement, Nassira Trabelsi. «Cette opération, première du genre, intervient en application des directives du Groupe de valorisation des produits agricoles dans le cadre de la protection du producteur, du consommateur et cette production qualifiée cette année de record», a indiqué la même responsable à l'APS.

La protection du consommateur permettra notamment d'éviter les pertes éventuelles et l'absorption du surplus de ce produit, cela après la réalisation d'une production saisonnière importante dans les wilayas de Ain Defla et de Bouira, selon la même source qui a ajouté que l'opération de stockage se fera également dans 2 autres points appartenant au même groupe implantés dans la wilaya de Tizi Ouzou et Bourguiga dans la région de Tipasa.

«Le Groupe a acquis le surplus de pomme de terre auprès des agriculteurs lequel sera mis sur le marché en cas de perturbation à des prix raisonnables et stables», a-t-elle fait savoir. Selon la même source, le stockage permettra également au consommateur de trouver ce produit de large consommation disponible à tout moment et de le protéger de la spéculation, tout en contribuant à la stabilité des prix et à l'encouragement des producteurs à poursuivre leur activité dans cette filière.

La capacité de stockage des chambres froides de la commune de Guellal, wilaya de Sétif, est estimée à 1 000 tonnes, a souligné Mme Trabelsi qui a indiqué que «l'opération de stockage est toujours en cours».

BOUMERDÈS L'eau de la source naturelle du centre ville est potable

Les analyses bactériologiques réalisées sur l'eau de la vieille source naturelle du centre ville de Boumerdès ont certifié la «potabilité» de cette eau, a affirmé lundi le président de la commune de Boumerdès, Djaafar Bakour.

Dans une déclaration à l'APS, M.Bakour qui a signalé la réalisation de ces analyses suite à des «rumeurs sur une éventuelle pollution de cette eau», a assuré que l'eau de la source naturelle de la cité des 1.200 logements du chef lieu de Boumerdès, est «potable comme attesté par les analyses en laboratoire supervisés par des vétérinaires et des responsables du bureau communal d'hygiène et de sante».

Rassurant la population, l'édile a expliqué que «des analyses bactériologiques réalisées le 24 décembre 2019 avaient confirmé le rumeur selon laquelle cette eau était polluée, suite à quoi, une interdiction a été émise en vue de ne plus boire cette eau». La source fut par la suite soumise à un «traitement rigoureux», a-t-il ajouté, et «de nouvelles analyses en laboratoire les 2 et 20 janvier en cours ont toutes attesté de la potabilité de l'eau de cette source, et qu'il n'y a aucun lieu d'inquiétude, à son propos», a assuré le même responsable.

«L'eau de cette source naturelle, représentée par un puits raccordé à un robinet, est totalement potable», a également affirmé à l'APS Yasmine Boudazza, vétérinaire du bureau communal d'hygiène et de sante.

Elle a affirmé que l'eau de la source est régulièrement (tous les 15 jours) soumise à un traitement et suivie de la part des services compétents de la commune».

NAÂMA Poursuite du recensement hivernal annuel des oiseaux migrateurs

Le recensement annuel des oiseaux aquatiques migrateurs dans la wilaya de Naâma se poursuit, dans le cadre du recensement hivernal qui s'étend du 12 au 31 janvier, et ce pour enrichir la base de données et l'analyse de la dynamique du temps et de l'espace des espèces arrivant sur le territoire de la wilaya, a-t-on appris lundi de la Conservation des forêts de la wilaya.

Les groupes d'oiseaux migrateurs observés et recensés depuis le démarrage de cette opération, au niveau de plusieurs zones humides et surfaces de la wilaya, sont «un indicateur de la situation sanitaire du système environnemental des zones humides de la wilaya et un cycle important de la diversité biologique», a expliqué cette structure.

Le recensement des oiseaux, qui font halte ou nichent durant la période d'hiver sur le sol de la wilaya au niveau d'une vingtaine d'endroits, dont trois zones classées dans le cadre de la convention internationale Ramsar, a lieu au niveau du bassin de Daira dans la commune d'Ain Benkheilil, du lac d'Ain Ouarka dans la commune d'Asla et de la barrière aquatique de l'Oasis de Tiout, en coordination avec la conservation de forêts et de nombreux bénévoles et adhérents au réseau national des observateurs spécialisés des oiseaux migrateurs, a ajouté la même source.

Cette opération se déroule au niveau de plusieurs zones où ces oiseaux aquatiques font halte durant leur voyage hivernal, notamment à l'extrême-ouest de la wilaya, en particulier le bassin de Daira et Dhayat El-Mehdi, ainsi que la zone d'El-Hamra et les marécages, les étangs et les autres barrières aquatiques comme les zones d'Oum Eladjm et Draâ El-Oud et le bassin Laariche, Rodassa, Ouzougt, Founassa, Hadjadj et autres, selon la même source.

Selon les premières conclusions depuis le lancement de cette opération, il a été observé peu nombreux de canards au col blanc et d'autres espèces de canards, en plus de poules d'eau et d'autres espèces d'oiseaux recensées durant cette période au niveau de ces zones humides de la wilaya. Dans ce cadre, la conservation des forêts de la wilaya a programmé plusieurs activités de sensibilisation au profit des élèves des écoles et des étudiants universitaires, en plus d'excursions et des expositions sur l'environnement, dans le cadre de la journée mondiale des zones humides célébrée le 2 février de chaque année.

EMPLOI - FORMATION Inauguration de la 14^e édition du salon de recrutement et de la formation

La 14^e édition du salon de recrutement et de la formation a été inaugurée hier au Palais des expositions à Alger, avec la participation d'une trentaine d'entreprises représentant plusieurs secteurs d'activités et quelque 40 écoles de formation.

A cette occasion, le commissaire du salon, Ali Belkhir, a indiqué que cette manifestation "s'adresse principalement aux demandeurs d'emploi et aux personnes souhaitant créer leurs propres entreprises, ainsi qu'à tous ceux parmi les diplômés universitaires qui veulent renforcer leurs compétences et leur savoir-faire par des cycles de formation complémentaires".

Il a relevé que ce salon qui s'étalera sur trois jours, se veut "un carrefour de rencontres entre les entreprises et les administrations en quête de compétences et les jeunes à la recherche d'un emploi où d'une formation".

Il a expliqué que cet espace a pour but d'établir "un dialogue direct à travers des entretiens d'embauche et des contacts d'information", estimant qu'environ "25.000 visiteurs sont attendus d'ici à la fin du salon, dont une grande partie sont des demandeurs d'emploi et de formation de différents profils".

Ce salon intitulé "carrefour de l'emploi et de la formation", représente également un espace de rencontres entre



les organismes publics d'emploi, dont la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC), et les jeunes porteurs de projets, tout comme il permettra aux jeunes de s'informer des mesures de financement des différents projets liés

aux start-up et à la micro-entreprise.

D'autre part, un espace sera réservé aux conférences thématiques et ateliers de conseil et d'information qui seront animés par des professionnels et experts dans le domaine de l'emploi.

ACCIDENTS DE LA ROUTE Un mois de janvier particulièrement meurtrier, des mesures urgentes s'imposent

Le mois de janvier a été particulièrement meurtrier en termes d'accidents de la circulation, avec au moins 151 morts et plus de 5.300 blessés dans plus de 4.300 accidents, selon un décompte basé sur les chiffres communiqués par les services de la Protection civile, d'où la nécessité de prendre des mesures urgentes et efficaces pour juguler ce fléau.

En dépit des différentes mesures prises par les pouvoirs publics et les campagnes d'information et de sensibilisation initiées sur la sécurité routière, les accidents de la route continuent de faire des victimes quasiment quotidiennement.

Partant de ce constat alarmant, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a chargé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de tenir, dans les plus brefs délais, un conseil interministériel consacré exclusivement à l'examen du fléau des accidents de la route.

A cet égard, le gouvernement est appelé à «proposer des mesures susceptibles de mettre fin à ces catastrophes qui ont pris des proportions inacceptables et intolérables, avec la hausse constante et préoccupante de sinistres sur nos routes, occasionnant des pertes humaines et matérielles et impactant la santé publiques et l'intégrité du citoyen».

En dépit également du durcissement des lois, le facteur humain demeure la première cause des drames routiers, en particulier dans les transports des voyageurs et les transports de marchandises, illustrés par deux accidents meurtriers survenus en l'espace de quelques jours seulement ayant fait 17 morts et 79 blessés. Le premier a



coûté la vie à 12 personnes et fait 46 blessés au niveau de la RN 03 reliant les communes d'Astil (El-Oued) et celle d'Oumach (Biskra), lorsque deux autocars sont entrés en collision.

Le drame est dû à l'excès de vitesse, selon le directeur de la Protection civile à El-Oued, Ahmed Baoudji.

Le second accident a eu lieu dans la wilaya de M'sila et a coûté la vie à 5 personnes et fait 33 blessés suite à une collision entre un camion et un bus de transport de voyageurs, suivie du renversement de ce bus sur la RN 08 au niveau de la commune et daïra d'Ain Lahdijel.

Pour un schéma national de transport visant à réduire les accidents

A ce propos, le président de la Fédération nationale de transport des voyageurs et marchandises (FNTVM), Boucherit Abdelkader, a mis en avant la nécessité d'un schéma national de transport dans le cadre des efforts visant à réduire les accidents de la route.

Il a préconisé, à cet égard, de mettre en place un schéma englobant toutes les activités de transport (bus de

longues distances, transport urbain et suburbain, transporteurs de marchandises et conducteurs privés) afin de réguler le transport et de réduire le nombre des accidents de la circulation.

Tout en plaçant pour des assises nationales sur les accidents de la circulation, il a souligné l'importance d'intensifier les campagnes de sensibilisation avec la participation des différents acteurs, estimant que le transport est «l'affaire de tous».

Il a rappelé que l'Algérie enregistre chaque année près de 4.000 décès et entre 40.000 et 45.000 blessés, suite aux accidents de la route.

Evoquant le facteur humain, avec le non-respect du code de la route, M. Boucherit a cité le manque de formation des conducteurs et la dégradation des routes comme principales causes des accidents de la circulation.

Il a appelé, à cet effet, les auto-écoles à la rigueur dans l'octroi des permis de conduire et à garantir une formation efficace aux stagiaires en vue de contribuer à la préservation des vies.

Concernant le transport de voyageurs longue distance, il a plaidé pour la généralisation de la règle des deux conducteurs pour se relier et se reposer et, par conséquent, éviter les accidents souvent tragiques, comme il a mis en avant l'importance de renforcer le système de contrôle et d'adopter des mécanismes efficaces pour la vérification de la conduite (chronotachygraphe). De son côté, la Délégation nationale à la sécurité routière (ex-Centre national de prévention et de sécurité routière) œuvre dans le même sens à travers l'organisation de caravanes de sensibilisation sur les dangers de la route avec pour objectif d'inculquer aux usagers de la route les bons comportements, réduire le nombre des accidents impliquant des chauffeurs professionnels et améliorer les conditions de sécurité routière en milieu professionnel. Il s'agit également d'élargir le champ d'intervention en touchant le maximum de wilayas programmées à chaque caravane de sensibilisation, la réalisation de plusieurs supports de communication et l'intensification des programmes d'information et de sensibilisation à travers les différentes chaînes TV et radios.

Afin de maintenir la mobilisation autour des questions liées à la sécurité routière, la Délégation nationale à la sécurité routière a multiplié les actions durant l'année 2019 avec notamment des émissions et des spots télévisés et radiophoniques consacrés aux différentes thématiques, outre les supports pédagogiques qui ont été menés en différentes occasions.

ESPAGNE

La tempête Gloria fait un treizième mort

Les autorités locales ont confirmé lundi la mort d'une treizième personne à la suite de la tempête Gloria qui a frappé la semaine dernière l'est de l'Espagne, trois autres restant portées disparues.

«La famille a confirmé (lundi) l'identité d'un Colombien de 41 ans disparu mardi et dont le corps a été retrouvé samedi» au large de l'île d'Ibiza, a déclaré la préfecture de l'archipel des Baléares citée par l'AFP.

Le précédent bilan des pluies et vents violents provoqués par la tempête Gloria était de douze morts et quatre disparus, d'après le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez.

Ce treizième mort «était l'une des trois personnes disparues dans les Baléares», durement touchées, a précisé la préfecture de cet archipel.

Par ailleurs, «un Britannique de 25 ans» et «un Espagnol de 34 ans» sont toujours recherchés aux



Baléares, selon la Garde civile locale. La semaine dernière, «la mer s'est avancée de trois kilomètres à l'intérieur des terres dans le Delta de l'Ebre», un parc naturel protégé en Catalogne, avait souligné Pedro Sanchez.

«A certains endroits, il est tombé plus de pluie en un jour que ce qu'on attend pour toute l'année».

La mairie de Barcelone a évalué les dégâts à «12,5 millions d'euros» dans la deuxième ville d'Espagne.

Pour la seule région de Valence (sud-est), le syndicat de jeunes agriculteurs Asaja a estimé à «62,6 millions d'euros» les pertes du secteur agricole.

«C'est la septième grande tempête que nous connaissons depuis le début de la saison des tempêtes en novembre et elles sont «de plus en plus dévastatrices», a rappelé Pedro Sanchez pour souligner que l'Espagne est particulièrement exposée au changement climatique.

TEMPÊTES

Le bilan au Brésil s'alourdit à 45 morts et 19 portés disparus

Au moins 45 personnes sont décédées et 19 autres sont portées disparues à cause des tempêtes qui sévissent depuis jeudi dans l'Etat brésilien de Minas Gerais (sud-est), a indiqué la défense civile dans un communiqué.

La même source, qui avait auparavant communiqué un bilan de 38 morts, a souligné que 12 personnes sont hospitalisées pour des blessures de différents degrés, alors que les glissements de terrain et les inondations ont également fait 13.887 déplacés et 3.354 sans-abri à travers l'Etat.

Les autorités du Minas Gerais, le deuxième Etat le plus peuplé du Brésil, ont déclaré l'état d'urgence dans 101 villes touchées par les fortes pluies et le gouvernement fédéral du Brésil a annoncé qu'il verserait une aide de 21,4

millions de dollars. L'état d'urgence est valable 180 jours et permet des actions plus rapides pour le recouvrement des dommages et l'assistance à la population. Toutes les agences de l'Etat sont autorisées à agir dans le cadre d'opérations coordonnées par la défense civile du Minas Gerais.

Parallèlement, la défense civile, la Croix-Rouge et d'autres organisations mènent des campagnes pour collecter des dons pour les personnes déplacées et les sans-abri, sous forme de produits de nettoyage et d'hygiène, eau minérale, aliments non périssables, matelas et vêtements, entre autres.

Les tempêtes ont particulièrement frappé la ville de Belo Horizonte, capitale du Minas Gerais, et les municipalités qui composent sa région métropoli-

taine, où la plupart des décès ont été enregistrés.

Rien qu'à Belo Horizonte, 13 décès ont été recensés.

Les pluies qui sont tombées vendredi à Belo Horizonte ont enregistré un record, avec 171,8 millimètres d'eau accumulés en 24 heures, le volume le plus élevé enregistré en une journée depuis que l'Institut national de météorologie (Inmet) a commencé les mesures pluviométriques il y a 110 ans.

Le coordinateur adjoint de la défense civile du Minas Gerais, le lieutenant-colonel Flavio Godinho, a averti que, malgré le fait que les pluies aient perdu de leur intensité ce dimanche et qu'elles devraient également diminuer lundi, l'Inmet a averti que d'importantes précipitations

sont attendues dès mardi.

Outre les inondations et les glissements de terrain, les tempêtes de Belo Horizonte et de sa zone métropolitaine ont provoqué des débordements de rivières, des chutes d'arbres et des lignes électriques, l'effondrement d'un bâtiment en construction et des barages routiers.

Les pluies de fin de semaine, qui se sont répétées ces deux derniers jours, ont également fait neuf morts dans l'Etat voisin d'Espirito Santo.

La défense civile d'Espirito Santo a souligné que quelque 9.000 personnes ont été contraintes de quitter leurs domiciles dans les villes d'Iconha, Rio Novo do Sul, Vargem Alta et Alfredo Chaves, les plus touchées par les tempêtes.

ETATS-UNIS / INCENDIE

8 morts dans l'incendie d'une marina dans l'Alabama

Un incendie qui a ravagé plusieurs dizaines de bateaux amarrés à une jetée sur une rivière du sud-est des Etats-Unis a fait huit morts dans la nuit de dimanche à lundi, ont rapporté les pompiers.

«Je suis pour l'instant en mesure de confirmer huit morts», a déclaré à la presse Gene Necklaus, le chef des pompiers de la petite ville de Scottsboro.

Le sinistre s'est propagé entre ces bateaux faisant office d'habitation sur le lac de Gunterville, une retenue d'eau de la rivière Tennessee, dans l'Etat de l'Alabama.

Les pompiers ont reçu un premier appel au secours après minuit, mentionnant un feu touchant plusieurs bateaux du port de plaisance.

Des photos publiées sur les réseaux sociaux ont montré les flammes s'étendant à toute la rangée de bateaux amarrés à la jetée. «Nous nous sommes réveillés aux cris et aux bruits d'explosions», a relaté à la chaîne CBS une témoin, Mandy Durham, qui passait la nuit dans l'embarcation de son petit ami. «Nous avons vu que tout était rouge à travers le hublot», a-t-elle poursuivi.

«En 15-20 minutes, toute la jetée était en feu (...) Tous ces bateaux disposent de réservoirs de propane ou d'essence, cela cause un énorme incendie». Plusieurs blessés ont été transportés à l'hôpital, selon des médias locaux.

PÉROU - INCENDIE

Explosion d'un camion au Pérou, le bilan monte à 15 morts

Le bilan de l'explosion jeudi d'un camion transportant du gaz à Lima est monté à 15 morts lundi, après le décès d'un enfant de sept ans qui avait été hospitalisé avec de graves brûlures, a annoncé le ministre de la Santé.

Au total, cinq enfants ont été tués dans l'explosion de ce camion de gaz qui s'est produite jeudi à Villa El Salvador, une banlieue de 500.000 habitants au sud de Lima.

Six mineurs figurent également parmi les 48 blessés, qui «souffrent de nombreuses brûlures», a détaillé le ministre de la santé du Pérou, Elizabeth Hinostroza, lors d'une visite aux personnes victimes de l'accident.

«Ils sont dans un état grave et luttent actuellement pour la vie», a-t-elle précisé. Le ministère de la santé du Brésil a envoyé en fin de semaine dernière quelque 18.000 cm2 de peau humaine, en vue de greffes sur les blessés.

L'accident très spectaculaire a eu lieu jeudi peu avant 7H00 locales (12H00 GMT), quand les habitants partaient travailler. L'explosion s'est produite à la suite d'une fuite de gaz provoquée par le décrochage d'un tuyau du camion chargé de 10.000 litres de combustible - passé sur un dos d'âne. Le feu s'est propagé très rapidement. Treize camions de pompiers ont été nécessaires pour venir à bout de l'incendie, qui a détruit quinze habitations.

PORTUGAL

Interception d'un navire avec 1.820 kg de cocaïne à bord

La Police judiciaire portugaise (PJ) a annoncé lundi l'interception d'un navire avec 1.820 kg de cocaïne à bord, au large de l'Océan atlantique, dans le cadre d'une «opération complexe de lutte contre le trafic transcontinental de drogue par voie maritime».

L'opération, qui s'est déroulée au cours de ces derniers jours, a été menée par l'Unité nationale de lutte contre le trafic des stupéfiants, avec le soutien de la Marine et des Forces aériennes, et la participation de la police fédérale du Brésil. Elle a conduit à l'arrestation de deux hommes, indique un communiqué de la PJ.

«Au cours de cette action, il a été possible de localiser puis d'intercepter, au milieu de l'Océan Atlantique, dans de mauvaises conditions météorologiques, un navire transportant 1.820 kg de cocaïne», explique la même source.

Cette opération a été réalisée dans le cadre d'investigations à la suite d'échange d'informations au Centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants, basé à Lisbonne, de la Direction nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières de la France, de l'Agence nationale contre le crime du Royaume-Uni, de l'Administration pour le contrôle des drogues des Etats-Unis et de l'Unité des drogues et crimes organisés du département national de la police d'Espagne.

La PJ a fait savoir que les deux hommes arrêtés sont des étrangers, âgés de 51 et 53 ans, qui ont été traduits lundi devant la justice.

JAPON

Un séisme de magnitude 5,4 frappe la préfecture d'Hokkaido

Un tremblement de terre d'une magnitude préliminaire de 5,4 sur l'échelle de Richter a secoué la préfecture japonaise de Hokkaido (nord), a déclaré hier l'Agence météorologique japonaise (JMA). Le séisme, qui s'est produit vers 10h36 (11h36 GMT) et dont l'épicentre se trouve à une profondeur de 100km, a vu son épicentre localisé par 43,4 degrés de latitude nord et 146 degrés de longitude est, a précisé la JMA, qui n'a émis pour l'instant aucun avertissement de tsunami. Aucun rapport de dommages matériels importants ni de pertes humaines n'a été signalé dans l'immédiat.

Pour l'instant, ni l'Autorité de régulation nucléaire ni les sociétés d'électricité du pays n'ont émis d'avertissements concernant des irrégularités ou des anomalies à la centrale nucléaire de Tomari, la seule de Hokkaido.

FRANCE - MIGRATIONS

Evacuation d'un important camp de migrants à Paris

Une vaste opération d'évacuation d'un campement de migrants où vivaient plusieurs centaines de personnes à la lisière de Paris a débuté hier matin, selon des correspondants de presse. Encadrés par un important dispositif policier, des migrants qui avaient planté des tentes ou monté des baraquements de fortune ont été acheminés en bus vers des gymnases ou des centres d'accueil.

Entre 900 et 1.800 personnes vivaient dans ce camp, qui a pris ces dernières semaines des allures de bidonville, situé à Porte d'Aubervilliers, en bordure d'une autoroute urbaine, selon un décompte fourni



par la préfecture de région.

Début novembre, un autre important campement insalubre avait été démantelé dans les environs, Porte de la Chapelle. La police y empêche depuis toute réinstallation.

CANCER DU SEIN 3800 femmes bénéficient d'un dépistage précoce à Biskra

Quelque 3800 femmes ont bénéficié d'un dépistage précoce du cancer du sein au niveau d'une clinique mobile «Mammobile» de passage à Biskra, a indiqué lundi à Alger le chef de service d'Imagerie au Centre Pierre et Marie Curie de cancérologie (CPMC), professeur Salah Eddine Bendib. Lors d'une journée parlementaire sur «les causes de prévalence du cancer en Algérie», Pr Bendib a précisé que ce dépistage précoce, qui entre dans le cadre de la stratégie nationale élaborée dans le cadre du Plan national cancer 2015/2019, a touché 3800 femmes âgées de 40 ans et plus, ce qui permis de diagnostiquer 38 cas au premier stade de la maladie, soit 13 cas/1000 habitants. La wilaya de Biskra a été choisie comme wilaya pilote dans le cadre de cette stratégie, a-t-il fait savoir, appelant à généraliser cette opération à travers tout le territoire national lors du prochain plan national et de l'accompagner par un programme national de dépistage précoce du cancer du sein (2020/2024) pour permettre aux services sanitaires d'assurer une prise en charge précoce. Rappelant que le cancer du sein était le type le plus répandu chez la femme, il a précisé que la majorité des cas prennent en charge tardivement leur maladie, ce qui augmente le taux des décès. L'équipe médicale spécialisée qui a supervisé cette opération dans la wilaya de Biskra a respecté tous les protocoles d'examen à commencer par la mammographie, l'échographie puis le recours à une deuxième lecture des comptes rendus afin de s'assurer de l'état de maladie pour une prise en charge à travers une intervention chirurgicale ou une prescription des médicaments.

A cette occasion, le Pr Bendib a relevé la nécessité d'organiser les soins dans le cadre de cette stratégie pour «garantir à toutes les franges de la société une égalité en matière d'accès aux soins», insistant sur le rôle des organismes de sécurité sociale appelés à prendre en charge les frais d'imagerie. S'agissant du cancer du sein génétique (familial) qui représente de 5 à 10 % des cas, le Professeur a déploré l'existence d'un seul service à travers le territoire national qui prend en charge cet aspect (Centre Pierre et Marie Curie).

SKIKDA Les praticiens de l'EPH de Azzaba réclament une amélioration de leurs conditions de travail

Les praticiens de la santé publique de l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed Denden de la ville de Azzaba (Skikda) ont organisé lundi un rassemblement devant cette structure pour demander une amélioration de leurs conditions de travail.

«Cette action est une ultime tentative pour trouver une solution à la situation catastrophique vécue par les praticiens de cet établissement notamment au niveau de certains services dont celui des urgences», ont indiqué les contestataires affiliés au Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP).

Selon Abdelmadjid Toumi, président du bureau local du SNPSP, ce mouvement intervient également suite à «des décisions arbitraires de l'administration de tutelle (direction de wilaya de la santé) relatives aux mutations des médecins spécialistes des établissements où ils exercent vers ceux du chef-lieu de wilaya». Cette protestation, a ajouté Toumi, réclame également à l'administration de tutelle des «garanties» pour améliorer les conditions de travail et l'ouverture d'une enquête sur les lenteurs excessives dans l'ouverture du service des urgences médicochirurgicales qui «accuse un retard de 4 ans». En réponse à ces préoccupations, Mohamed Khaldi, directeur de cet EPH, a estimé que «le directeur local la santé à toute l'autorité pour transférer les ressources humaines d'un établissement à un autre en cas de manque en matière de staff médicaux». Concernant le service des urgences, le même responsable a indiqué que les travaux ont été achevés depuis un certain temps et que cette structure attend d'être équipée en vue de son ouverture prochaine.

PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER Le rapport proposera une feuille de route sur la stratégie d'avenir

Le rapport du Plan national de lutte contre le cancer, à soumettre au Président de la République au mois de mai prochain, proposera aux pouvoirs publics une feuille de route pour la stratégie d'avenir de lutte contre cette maladie, a indiqué le chargé du suivi et de l'évaluation du Plan national de lutte contre le cancer, Pr. Messaoud Zitouni.

Dans un entretien à l'APS à la veille de la Journée internationale de lutte contre le cancer (4 février), le Pr.

Zitouni a précisé l'évaluation du Plan national de lutte contre le cancer a commencé depuis octobre 2019 et le travail se poursuivra jusqu'à l'élaboration du rapport final, qui soulignera les aspects positifs à renforcer et les lacunes à traiter dans le cadre de la stratégie que mettront en place les pouvoirs publics pour les années à venir.

Cette évaluation donnera lieu à des propositions sur la feuille de route que devront mettre en place les pouvoirs publics pour la stratégie des dix prochaines années en fonction de l'évolution de la société algérienne et des progrès enregistrés au niveau mondial, a précisé le Pr Zitouni ajoutant que cette stratégie vise à hisser l'Algérie au rang des pays développés sur la base des résultats positifs enregistrés sur le terrain, notamment en matière d'amélioration de la prise en charge du malade.

Concernant les points négatifs relevés, le Coordonnateur du Plan national de lutte contre le cancer a cité notamment le manque de coordination entre les différents intervenants et la bureaucratie, qui est une véritable entrave à la concrétisation de la plupart des décisions prises en faveur du malade. Le rapport qui reprend les axes du Plan met en avant essentiellement l'importance de la prévention, qui est un axe fondamental, a-t-il ajouté soulignant, dans ce sens, que le tabagisme figure en tête des facteurs de risque.

A ce propos, il a rappelé la mise en place du plan national de lutte contre le tabagisme et l'installation d'une Commission multidisciplinaire en vue d'intensifier les efforts pour juguler ce phénomène, notamment dans les lieux publics. C'est dans le cadre de cet axe que s'inscrivait le travail des experts en coordination avec les ministères de la Santé, de l'Environnement et de l'Industrie pour lutter contre certains facteurs à l'origine de cancers professionnels, comme les pesticides et les engrais, et le désamiantage des constructions des années 80.

Pour ce qui est du dépistage précoce des cancers les plus répandus en Algérie, deuxième axe du Plan anti-cancer, il a été procédé à la mise en place d'un staff multidisciplinaire et d'une feuille de route pour le dépistage précoce du cancer de sein dans cinq zones pilotes et du cancer colorectal en ciblant d'autres zones,



outre les efforts de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) dans ce domaine. Pour ce qui est des difficultés rencontrées dans l'application de ce Plan, le Pr. Zitouni a relevé le déficit en Laboratoires d'anapath, rappelant que les pouvoirs publics oeuvrent depuis le lancement du Plan à l'augmentation du nombre de ces laboratoires pour atteindre un Laboratoire référentiel par wilaya et à l'élargissement de cette discipline à la recherche de l'histoire du malade et à la détection des marqueurs biologiques.

Evoquant le troisième axe relatif au traitement dans ses trois phases (chirurgie, chimiothérapie et la radiothérapie), le Pr. Zitouni a expliqué que pour le premier aspect, les choses se passent bien en ce que les chirurgiens prennent en charge toutes les tumeurs opérables et les experts s'attèlent au renforcement des spécialités chirurgicales.

Quant à la chimiothérapie, complémentaire à la radiothérapie et à la chirurgie, M. Zitouni a mis en avant l'efficacité de la thérapie ciblée, introduite dans les années 2000, qui en dépit de son coût élevé, a des effets secondaires sur le cœur et les artères, d'où son refus par certains patients.

Evoquant un «gaspillage dans la chimiothérapie en raison de la mauvaise utilisation», il a déploré que ce protocole soit confié à des paramédicaux au lieu de pharmaciens et de spécialistes en oncologie. Concernant la radiothérapie et en dépit de l'augmentation du nombre de centres de 8 à 20 centres publics et privés, le problème soulevé, a fait savoir le

Coordonnateur du Plan national de lutte contre le cancer «réside dans le manque de spécialistes dans la manipulation de ces équipements technologiques modernes». «La moindre faille peut conduire à l'échec de la thérapie et à des risques plus graves que le cancer en lui-même», a-t-il précisé. Quant à la couverture des régions du Sud, le Pr. Zitouni a estimé «non rationnelle», la répartition actuelle des centres de radiothérapie, suggérant dans ce cadre le renforcement des moyens de transport aérien pour faciliter le transfert des patients au niveau de ces zones très vastes.

Par ailleurs, le Pr. Zitouni a regretté le non remboursement par la sécurité sociale des séances de radiothérapie effectuées par les malades auprès du privé, assurant que cette prise en charge n'est pas plus élevée que celle de l'insuffisance rénale ou de la chirurgie cardiovasculaire, selon les experts.

Déplorant, en outre, le «manque» en matière de formation médicale, en général et oncologique, en particulier il a préconisé la création d'une spécialité au sein du groupe de travail créé dans le cadre du Plan national de lutte contre le cancer.

S'agissant du Fonds national de lutte contre le cancer, le Pr. Zitouni a critiqué la bureaucratie à l'origine de l'exploitation de 20% seulement de ses ressources, qui s'élevaient à 38 Mds DA en 2018. Ce Fonds est financé par l'impôt institué par la Loi de Finances de chaque année sur le tabac, l'alcool et les boissons gazeuses sucrées.

ORAN Une simulation pour tester le dispositif de prévention contre le coronavirus

La direction de la santé de la population (DSP) de la wilaya d'Oran a effectué lundi une simulation à l'aéroport Ahmed-Benbella, pour tester le dispositif de prévention contre le coronavirus, mis en place il y a quelques jours, a-t-on appris mardi auprès de la DSP.

L'aéroport et le port d'Oran ont été équipés de caméras thermiques en mesure de détecter les personnes ayant une température élevée, a-t-on rappelé.

Une femme âgée de 63 ans, revenue des terres saintes de l'Arabie Saoudite, a été signalée par la caméra thermique. L'équipe médicale mobilisée sur place, qui



a estimé, après une consultation primaire, qu'il s'agit d'une simple grippe, a proposé de faire une simulation, pour évaluer le temps du

transfert, le délai des tests et la prise en charge, a indiqué le chargé de la communication de la DSP Youcef Boukhari. Ayant donné son

aval, la patiente a été transportée au service des maladies infectieuses du CHU d'Oran, pour effectuer des prélèvements, envoyés à l'Institut Pasteur d'Oran. Les analyses ont été négatives et la dame a reçu les soins nécessaires et déposée chez elle, a affirmé M. Boukhari, ajoutant qu'un intervalle de temps d'une heure et demie a été nécessaire pour effectuer toutes ces démarches.

Cette simulation, dont été témoins plusieurs personnes, a fait alimenter des rumeurs sur les réseaux sociaux, sur l'éventuelle découverte d'un cas de coronavirus à Oran.

CORONAVIRUS

4.515 cas confirmés de pneumonie causée par le nouveau coronavirus et 106 décès en Chine

Les autorités sanitaires chinoises ont annoncé hier que 4.515 cas confirmés de pneumonie causée par le nouveau coronavirus (2019-nCoV) avaient été signalés dans 30 régions provinciales lundi en fin de journée. Un total de 106 personnes sont mortes de la pneumonie.

La Commission nationale de la santé a déclaré dans son rapport quotidien que 976 patients étaient toujours dans un état critique et que 6.973 personnes étaient soupçonnées d'être infectées par le virus lundi en fin de journée. Au total, 60 personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement.

La province chinoise du Hubei (centre), lieu de départ de l'épidémie, a signalé à elle seule 1.291 nouveaux cas confirmés de pneumonie et 24 nouveaux décès.

Le Premier ministre chinois, Li Keqiang, qui s'est rendu à Wuhan, capitale de la province centrale du Hubei, a demandé aux autorités locales de «ne ménager aucun effort dans la tâche capitale de prévention et de contrôle de l'épidémie, en vue de réduire les taux d'incidence et de mortalité pour protéger la vie et la santé du peuple», rapporte l'agence Chine Nouvelle.

En outre, la Chine a reporté sine die le début du semestre de printemps dans les écoles, collèges, lycées, universités et établissements d'études supérieures du pays, a indiqué hier le ministère chinois de l'Education.

Shanghai, la plus grande ville de Chine, a annoncé lundi le report du retour au travail et à l'école pour réduire les rassemblements et bloquer la propagation de l'épidémie du coronavirus.

La Chine assure l'ONU de sa «totale capacité» à vaincre l'épidémie

La Chine «a une totale capacité et confiance pour gagner la bataille contre l'épidémie» de pneumonie virale, a affirmé lundi l'ambassadeur chinois Zhang Jun au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, selon un communiqué de la mission diplomatique chinoise auprès des Nations unies.

Lors d'un entretien au siège de l'Organisation, Zhang Jun a reconnu que la Chine était dans «un moment crucial» en exposant la situation au chef de l'ONU et les moyens mis en oeuvre par Pékin pour lutter contre la maladie.

«La Chine travaille avec la communauté internationale dans un esprit d'ouverture, de transparence et de coordination scientifique», a aussi assuré l'ambassadeur chinois selon le communiqué de ses services.

«Avec un grand sens des responsabilités, la Chine n'épargne aucun effort pour freiner la propagation de la maladie et sauver des vies», a-t-il ajouté.

Selon le communiqué, Antonio Guterres lui a répondu que l'ONU avait «une totale confiance dans la capacité de la Chine à contrôler l'épidémie et était prête à lui fournir tout soutien et aide nécessaires».

Près de 6.000 professionnels de la santé dépêchés au Hubei pour lutter contre le coronavirus

Près de 6.000 professionnels de la santé venus de l'ensemble du pays ont été dépêchés par la Chine vers la province de Hubei pour lutter contre l'épidémie du nouveau coronavirus, a déclaré mardi à Pékin, un responsable chinois de santé.

Un total de 4.130 professionnels de santé répartis sur 30 équipes sont arrivés au Hubei et ont commencé à travailler, a déclaré le responsable de la Commission nationale de la santé, Jiao Yahui, cité par l'agence Chine Nouvelle. S'exprimant lors d'une conférence de presse, le responsable a fait savoir que 1.800 autres professionnels médicaux supplémentaires arriveraient avant la fin de la journée du mardi.

Le Japon confirme un cas chez un homme

Les autorités japonaises ont annoncé hier la présence au Japon d'un cas du nouveau coronavirus chez un homme ne s'étant pas rendu en Chine mais ayant véhiculé des touristes en provenance de Wuhan, berceau de la maladie qui a tué au moins 106 personnes.

Le sexagénaire originaire de la ville touristique de Nara avait conduit dans un bus en janvier deux groupes de touristes de Wuhan et a été hospitalisé samedi avec des symptômes similaires à ceux de la grippe, a indiqué le ministère de la Santé.

Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a annoncé l'intention de son pays de prendre des dispositions pour rapatrier les ressortissants japonais désireux de quitter la ville chinoise, qui fait l'objet de mesures de confinement.

Selon M. Abe, des contacts sont en cours avec les autorités chinoises en vue du rapatriement des Japonais bloqués à Wuhan, qui fait l'objet de mesures de quarantaine depuis jeudi.

D'après les autorités japonaises, près de 710 Japonais seraient bloqués dans la ville chinoise, alors qu'un quatrième cas d'infection a été découvert dimanche au



Japon. Un Chinois, arrivé au Japon le 22 janvier et tombé malade le lendemain, a été hospitalisé et son état est stable, selon le ministère japonais de la santé.

85 Kényans bloqués à Wuhan

Quelque 85 Kényans sont bloqués à Wuhan, ville du centre de la Chine et principal foyer du nouveau coronavirus, selon un communiqué du ministre des Affaires étrangères kenyan. Dans le communiqué relayé, mardi, par les médias locaux, le ministère a conseillé aux Kényans de ne pas se rendre en Chine «à moins que cela ne soit absolument nécessaire».

Le ministère a assuré que l'ambassade du Kenya en Chine est en contact avec les Kényans qui ont été touchés par la mise en quarantaine de la ville.

«L'ambassade est consciente qu'il y a 85 Kényans à Wuhan qui sont enregistrés auprès de l'ambassade et surveille de près la situation», a souligné le ministère des affaires étrangères dans son communiqué.

«Nous encourageons les Kényans non enregistrés à s'inscrire auprès de nos services.

Tous les Kényans à Wuhan et en Chine en général devraient s'efforcer de contacter immédiatement l'ambassade du Kenya à Pékin pour obtenir des conseils et une assistance consulaire, le cas échéant», a ajouté la même source.

Allemagne: première contamination au coronavirus entre humains

Le premier malade confirmé au coronavirus en Allemagne a été contaminé par une autre personne sur le sol allemand même, ont annoncé hier les autorités sanitaires de l'Etat régional de Bavière où le patient est hospitalisé.

Il s'agit du premier cas de contamination entre humains sur le sol européen, les autres patients signalés en Europe ayant été infectés lors d'un séjour en Chine.

L'existence de ce premier malade allemand confirmé avait été communiquée lundi soir, sans plus de détails.

Il s'agit d'un homme âgé de 33 ans travaillant pour un équipementier automobile en Bavière, dans le sud de l'Allemagne, qui a été contaminé en janvier par une collègue venue de Chine pour une formation, ont précisé les autorités sanitaires.

Cette salariée chinoise a séjourné du 19 au 22 janvier en Allemagne et à son retour dans son pays «s'est sentie malade», a précisé le directeur de l'Office sanitaire bavarois, le Dr Andreas Zapf.

Elle a été diagnostiquée peu après positive au coronavirus. Dans la foulée, un des salariés de l'entreprise en Bavière, le groupe Webasto, qui avait participé à la formation avec sa collègue chinoise et qui a fait subitement état de symptômes de type grippal, a été lui aussi confirmé positif au coronavirus.

Son état de santé reste toutefois à ce stade «bon», a précisé le médecin. Pour le moment, aucun autre cas suspect n'a été signalé mais les autorités font des vérifications sur 40 personnes au total qui ont été en contact avec les deux salariés de l'entreprise contaminés, soit au sein de l'entreprise, soit au sein de la famille du patient allemand.

Et «le chiffre peut encore grimper», a mis en garde un responsable d'une unité d'infectiologie mise en place par les autorités locales, Martin Hoch.

La Chine reporte sine die le début du 2e semestre dans les écoles

La Chine, engagée dans sa bataille contre l'épidémie meurtrière de coronavirus, a reporté sine die le début du semestre de printemps dans les écoles, collèges, lycées, universités et établissements d'études supérieures du pays, a indiqué hier le ministère chinois de l'Education.

Alors qu'écoliers et étudiants sont actuellement en vacances à l'occasion des longs congés du Nouvel an lunaire, la date de reprise des cours sera déterminée par les autorités selon la localisation des établissements, a précisé le ministère dans une circulaire, sans autre précision.

«Les universités et établissements supérieurs sous l'égide du ministère doivent reporter l'ouverture du semestre de printemps de façon appropriée (...) Les étudiants qui rentrent de chez eux après les célébrations du Nouvel an lunaire ne doivent pas revenir à l'avance dans leur établissement sans autorisation», a-t-il insisté.

Quant à la date de réouverture des crèches, écoles et établissements secondaires, «elle devra être déterminée par les autorités éducatives locales» en accord avec le gouvernement central, poursuit la circulaire.

Le bilan de l'épidémie de pneumonie virale en Chine s'est aggravé à 106 morts et près 1.300 nouveaux cas confirmés, ont annoncé mardi les autorités.

Les autorités sanitaires de la province de Hubei (centre), où a démarré l'épidémie du nouveau coronavirus, ont indiqué que le virus avait fait 24 nouveaux décès.

Si le Hubei reste en grande partie coupé du monde par de drastiques restrictions de circulation, les cas de contamination s'accroissent désormais dans le reste du pays.

Washington appelle les Américains à éviter de se rendre en Chine

Les Etats-Unis ont appelé lundi les Américains à éviter si possible de se rendre en Chine en raison de l'épidémie de pneumonie virale qui a déjà fait plus de 80 morts.

Le département d'Etat américain a émis un avis aux voyageurs encore plus catégorique pour la province du Hubei, épicentre de la contagion, en leur demandant de ne pas s'y rendre du tout.

Jusqu'ici, Washington recommandait à ses ressortissants de faire preuve de prudence lors de leurs déplacements en Chine.

En fin de semaine dernière, le département d'Etat avait revu ses consignes une première fois depuis l'apparition de ce nouveau coronavirus pour mettre en garde contre ses dangers, mais sans appeler à renoncer aux voyages sur place. La diplomatie américaine souligne n'avoir qu'une capacité réduite à apporter des services d'urgence aux ressortissants américains dans la province du Hubei après l'annonce, dimanche, de l'évacuation du personnel consulaire américain de Wuhan.

En cas de voyage incontournable en Chine, le département d'Etat exhorte à «éviter tout contact avec des personnes malades», «éviter les animaux», et «les produits d'origine animale comme la viande non cuite».

La Chine recommande à ses citoyens de reporter les voyages à l'étranger

La Chine, engagée dans une bataille pour endiguer l'extension de l'épidémie de coronavirus, a recommandé mardi à ses ressortissants de reporter leurs projets de voyages à l'étranger.

«Il est recommandé aux résidents» de Chine continentale «de reporter la date prévue de leurs voyages sans nécessité particulière», a indiqué dans un communiqué l'Administration nationale de l'immigration.

«Réduire les déplacements transfrontaliers contribue à contrôler l'épidémie», a-t-elle ajouté, affirmant adopter cette recommandation «pour protéger la santé et la sécurité des Chinois comme des étrangers».

Pékin a par ailleurs suspendu depuis lundi les voyages organisés en Chine et à l'étranger. L'épidémie de pneumonie virale, déclenchée par un nouveau coronavirus apparu en décembre à Wuhan, dans le centre du pays, a déjà fait au moins 106 morts en Chine, avec au moins 4.500 cas de contamination confirmés. Une cinquantaine d'autres malades ont été répertoriés dans le reste du monde, et une douzaine de pays ont été atteints par le virus, de l'Asie et l'Australie à l'Europe et à l'Amérique du Nord.

De nombreux Etats ont renforcé les mesures de précaution à leurs frontières. Dans le même temps, les personnes originaires de la province chinoise du Hubei, épicentre de l'épidémie, ont été interdites de séjour en Malaisie.

Comment arrêter de fumer... POUR DE BON!

Les études sur la nocivité du tabac se multiplient. La dernière en date met en garde contre la première cigarette au réveil. Une raison supplémentaire pour arrêter définitivement de fumer. Oui mais comment ? Voici tous nos conseils pour réussir votre sevrage tabagique.

3 bonnes raisons «santé» d'arrêter de fumer

Arrêter de fumer, c'est bon pour la tête mais aussi pour le corps ! Petit à petit, votre corps va s'offrir un vrai décaissage. Voyez plutôt :

- Des effets très rapides, dès 24 heures...

Au bout de 20 minutes, la tension artérielle et le rythme cardiaque se stabilisent. Lorsqu'on fume une cigarette, on inhale de la nicotine. Cette substance pénètre rapidement dans l'organisme par voie pulmonaire, puis elle atteint le cerveau, procurant une sensation de plaisir et de détente. Or, à chaque bouffée, le passage de la nicotine dans le corps augmente momentanément la tension artérielle et accélère la fréquence cardiaque.

Après l'arrêt du tabac, les sensations de fatigue vont d'ailleurs diminuer petit à petit. Au bout de 8 heures, les taux sanguins de nicotine et de monoxyde de carbone baissent de moitié. Issu de la fumée de cigarette, le monoxyde de carbone est un gaz toxique qui perturbe l'oxygénation des tissus de notre organisme (cerveau, cœur...).

Il entraîne également une augmentation du risque de maladie cardio-vasculaire (angine de poitrine, infarctus...). Dès que l'oxygène «reprend le dessus», vous vous réveillez plus facilement, votre teint devient plus net et vous avez l'impression de mieux respirer. Au bout de 24 heures, toute trace de monoxyde de carbone a disparu. Restent les substances irritantes de la fumée (goudrons...), qui se concentrent dans le dernier tiers de la cigarette, près du filtre. Elles adhèrent aux bronches, paralysent le mucus qui les tapisse et paralysent leurs cils.

Mais il suffit d'une seule journée sans tabac pour que les poumons commencent à éliminer ces substances toxiques, responsables de 60 000 décès en France chaque année.

- Une meilleure respiration dès le troisième jour

Au bout de 48 heures, le corps a complè-



tement éliminé la nicotine. Autre phénomène : l'ex-fumeur redevient sensible aux odeurs et retrouve le goût. Il peut alors corriger son alimentation (il avait tendance à manger gras et salé). En effet, récepteurs du nez et papilles de la bouche sont altérés par l'odeur du tabac, le manque d'oxygène et l'action du monoxyde de carbone.

Au bout de 72 heures, l'ex-fumeur respire mieux. Les organes sont bien oxygénés. Les bronches, auparavant contractées par les composants de la fumée de cigarette, commencent à se détendre. D'où un regain d'énergie !

Au bout de 2 à 12 semaines, le teint s'améliore. La circulation sanguine aussi, grâce au meilleur apport en oxygène. Les personnes qui ne fument plus ont moins de sensations de jambes lourdes.

- Cœur et poumons sont protégés à long terme

Au bout de 3 à 9 mois, la toux a disparu et la capacité respiratoire s'est accrue de 10% en moyenne. Cette amélioration supprime divers problèmes (bronchites, infections...). La voix s'éclaircit : celle des fumeurs est rauque, car les toxiques présents dans le tabac endommagent souvent

les cordes vocales. Au bout de 1 an, le risque d'accident vasculaire cérébral a nettement diminué. L'ex-fumeur n'y est pas plus exposé qu'une personne n'ayant jamais touché à la cigarette.

Au bout de 5 ans, le risque de crise cardiaque a baissé. Par rapport à un fumeur, il est deux fois moins élevé. Au bout de 10 ans, le risque de cancer du poumon est divisé par deux. Et celui de crise cardiaque est le même que chez une personne qui n'a jamais fumé.

- Ne croyez pas les «supers héros» !

Vous avez pu parfois vous laisser bernier par des amis ou collègues qui vous ont dit le plus naturellement du monde s'être sevrés sans aucune aide, sauf celle de leur seule volonté. Alors pourquoi pas vous ? Sachez que ces super héros vous mément en bateau, arrêter le tabac n'est facile pour personne. L'épreuve peut parfois même être terribile.

- Vous avez tout essayé...

Tous les mois, un nouveau traitement d'aide au sevrage tabagique apparaît dans les pharmacies. Tout existe : gommes à mâcher, comprimés à sucer, patchs, médica-

ments antidépresseurs, plantes, granules homéopathiques... Vous avez d'ailleurs pratiquement tout essayé. Oui mais... toute seule !

- Ce qu'il vous reste à faire !

Vous n'avez donc plus que deux choses à faire avant le grand saut dans un monde pur : la première, vous renseigner sur la consultation anti-tabac la plus proche de chez vous sur le site de la Société de pneumologie de langue française. La seconde, décrocher votre téléphone... et souffler un bon coup !

- Zoom sur la consultation anti-tabac
Si vous ne connaissez pas de médecin spécialisé dans le sevrage tabagique, inscrivez-vous dans une consultation anti-tabac à l'hôpital.

La première consultation peut être individuelle comme elle peut se dérouler en groupe. Les consultations suivantes se dérouleront généralement en tête-à-tête avec un médecin au rythme d'une tous les 15 jours, et pendant 3 à 6 mois. Vous pourrez, si vous le désirez, avoir également les conseils d'un spécialiste en diététique ou d'un psychologue.

Insolite : un briquet pour éteindre son envie de fumer

Cet objet connecté ne vous écarte pas de la cigarette mais fonctionne sur la culpabilité. Il compte à votre place le nombre de cigarettes consommées chaque jour. Un briquet perfide. Le Qubitit, du nom de la start up américaine qui l'a inventé, n'allume pas seulement vos cigarettes. Il les garde en mémoire pour vous faire la morale, une fois que vous avez atteint votre quota. Équipé d'un écran LED, l'appareil compte le nombre de cigarettes que vous fumez et enregistre le temps écoulé entre deux clones. En évaluant votre consommation, les inventeurs partent du principe que les fumeurs arriveront davantage à se raisonner et à limiter voire diminuer les cigarettes. Le concept rappelle les applis de compteurs de calories destinées à perdre le poids,



sauf qu'il le coaching sert un objectif anti-tabac. Une efficacité relative. Ça doit ou elle aide pour arrêter de fumer, le briquet intelligent peut se connecter à votre smartphone et s'accompagner d'une appli plus fournie qui permet par exemple de se fixer un quota de cigarettes par jour, au-delà duquel le briquet refuse d'allumer vos cigarettes. Un briquet capricieux, on vous dit ! Depuis l'arrivée de la cigarette électronique, on compte de plus en plus les inventions destinées aux fumeurs avec l'e.

Et pour ceux qui souhaitent arrêter de fumer : appli smartphone, distributeur électronique ou briquet pour ceux qui veulent décrocher de la cigarette. Des concepts à l'efficacité plus marketing que sanitaire.

Les cigarettes électroniques Attention danger !



Une étude menée par l'université de Californie Riverside met en évidence les risques sanitaires liés aux cigarettes électroniques.

Publiés le journal Tobacco Control, ces résultats pointent du doigt les défauts de conception et l'absence de contrôle de qualité des e-cigarettes, mais également le manque d'information sur l'étiquetage de ces produits du tabac. Les chercheurs appellent les autorités à supprimer les e-cigarettes jusqu'à ce que la sécurité soit correctement évaluée.

Alors que les cigarettes électroniques sont de plus en plus utilisées par les consommateurs de tabac, il n'y a actuellement que très peu d'informations sur les effets indésirables provoqués sur la santé. Pour déterminer les éventuels risques sanitaires liés à la consommation de ces nouveaux produits du tabac, des chercheurs américains ont analysé 5 marques de e-cigarettes.

Résultat, les scientifiques révèlent que les batteries, les atomiseurs, les cartouches et les emballages de cartouche ne fournissent pas les informations les plus importantes concernant la composition et l'utilisation des e-cigarettes. Par ailleurs, aucun avertissement ne figure sur ces nouveaux produits du tabac.

Les chercheurs ont également découvert des risques de fuite des cartouches de cigarettes électroniques. Ces fuites pouvant entraîner une exposition à la nicotine, substance chimique très dangereuse pour les adultes, les enfants, les animaux et l'environnement.

La vente et la publicité des e-cigarettes ne sont pas réglementées.

«Certaines personnes pensent que les cigarettes électroniques sont un substitut inoffensif aux cigarettes classiques. Toutefois, il n'y a pratiquement pas d'études scientifiques sur l'e-cigarette et sa sécurité. Notre étude montre que ce produit a de nombreux défauts, ce qui pourrait causer de graves problèmes de santé publique à l'avenir si les fautes ne sont pas corrigées», indique le principal auteur de l'étude.

Contrairement aux cigarettes classiques qui brûlent le tabac, les e-cigarettes vaporisent de la fumée artificielle pouvant contenir de la nicotine ainsi que d'autres composés présents dans la cartouche. La fumée est vaporisée sous la forme d'aérosol.

10 conseils pour arrêter de fumer sans grossir

Pas facile d'en finir avec le tabac si on sait que l'on va prendre quelques kilos ! Nos conseils pour mettre fin à la cigarette tout en gardant la ligne.

Limitez les tentations

Débarassez-vous placards des paquets de chips, cacahuètes, biscuits et autres concentrés de gras. Exit aussi les fromages, du moins pour un temps, si vous êtes de celles qui craquent devant un cembret accompagné d'une baguette.

Cuisinez avec les condiments

Une excellente façon de se réhabituer à manger light, mais pas triste. Faites-vous une panoplie de condiments à 0% et parfumez-vous vos plats selon vos envies. Au choix, herbes surgelées, moutarde, vinaigres aromatisés, épices, ketchup...

Le tabac, un rempart contre les kilos?

Si 60% des fumeurs aimeraient renoncer à la cigarette, beaucoup, surtout les femmes, continuent pour ne pas prendre de poids.

Logique: grâce à la nicotine, un paquet de cigarettes brûle l'équivalent de 200 Cal. Les fumeurs se trouvent ainsi à 2 à 4kg en dessous de leur poids naturel. « Lors du sevrage, ces calories ne sont plus brûlées, explique Didier Rubio, médecin du sport, et l'organisme retrouve son poids d'équilibre. » A cette prise de poids modérée s'ajoutent d'autres kilos, car on mange aussi pour compenser le manque de tabac.

«De plus, la privation de nicotine augmente le métabolisme du sucre. Et le retour des sensations gustatives incite à manger davantage», ajoute le médecin. En moyenne 70% des ex-fumeurs grossissent, les hommes de 3kg et les femmes de 4kg. Mais il y a 30% de chanceux qui ne prennent pas de poids : question de métabolisme !

«Les bonnes habitudes doivent se prendre dès le début», insiste Nicolas Roug, diététicien. Et ce n'est pas du luxe ! Les fumeurs consomment en effet plus de calories, de cholestérol, de sel et d'alcool que les autres. Mais moins de lipides polyinsaturés, de fibres, de vitamines C et E et de bêta-carotène.

Exactement l'inverse de ce qu'il faut ! Alors prète à vous faire du bien ?

Adoptez un substitut nicotinique

Nicorette®, Nicopass®, Niquitin®, Nicogum®, facilitent vraiment le sevrage. En maintenant un apport, même réduit, de nicotine, ils diminuent la sensation de manque. Résultat: ils limitent les pulsions de grignotage et la prise de poids.



Et mâchez intelligent

Au lieu de rôder près du distributeur en quête de sucreries, faites un stock de chewing-gums sans sucre. Plus malin, sucer des comprimés de vitamine C naturelle de type acérola (sans dépasser trois par jour). Ils aident à lutter contre les coups de fatigue et à combler les carences dues au tabac.

Lutte contre les fringales

Pâtes, riz, lentilles, pois chiches, haricots blancs et rouges... sont obligatoires, surtout au déjeuner: ils limitent les envies de douceurs au dessert et les fringales avant la collation de l'après-midi.

Et préparez-vous des salades

Peu caloriques, fruits et légumes apportent des antioxydants dont l'ex-fumeur a le plus grand besoin. Prenez au moins un fruit au petit déjeuner et au goûter, plus une portion de légumes au déjeuner et au dîner.

La bonne idée : des crudités assaisonnées de jus de citron et d'un peu d'huile de colza ou de noix, un cocktail qui fournit d'un seul coup trois vitamines antioxydantes.

Lutte contre les sautes d'humeur

Changer de rythme, perdre de nouvelles habitudes, avoir d'autres envies... voilà qui aide à faire passer l'envie de fumer.

L'exercice physique est indispensable, car il augmente les dépenses énergétiques et déclenche la production d'endorphines, les hor-

mones du bien-être. De quoi brûler des calories en limitant les sautes d'humeur façon «Schtroumpf grognon».

Buvez beaucoup d'eau

Un verre d'eau ou une tasse (de thé) à chaque envie de fumer !

Mais ne buvez pas plus de deux cafés par jour et remplacez les autres par du thé vert, dont le goût appelle beaucoup moins la cigarette. Évitez aussi les boissons alcoolisées, trop riches en calories «vides» et faisant oublier les bonnes résolutions. Après un ou deux verres, comment refuser une cigarette proposée gentiment ?

A table ! faites-vous aussi plaisir

Un demi-pot de mayo par œuf dur, on évite. Mais un peu d'huile sur les crudités ou de crème allégée sur une escalope ou des pâtes, sans problème ! Manger « tout nature » serait le plus sûr moyen se frustrer et de se venger sur des aliments très caloriques pour se consoler.

Et fractionnez vos repas

L'idée n'étant pas de grignoter n'importe quoi, mais de conserver un élément du repas (fruit, pain, yaourt...) pour le consommateur quelques heures après. Prévoyez une collation vers 10 heures, une autre vers 16 heures et, si vous vous couchez tard, une dernière dans la soirée. Un bon moyen de retrouver un rythme régulier et de contrôler ses calories.

Arrêter de fumer avant 40 ans annulerait les méfaits de la cigarette

Stopper la cigarette avant l'âge de 40 ans permettrait de rattraper les années d'espérance de vie qu'on croit parties en fumée avec la cigarette, selon une étude anglaise.

Bonne nouvelle pour les fumeuses (désireuses d'arrêter): les femmes qui arrêtent de fumer avant 40 ans diminuent de 90% le risque de mort prématurée lié au tabac. Un risque diminué de 97% si elles arrêtent avant 30 ans. La mauvaise nouvelle pour les fumeuses, c'est que le mythe des hommes qui

meurent plus que les femmes des méfaits du tabac a vécu. « Si les femmes fument comme les hommes, elles meurent autant que les hommes, explique Richard Peto, professeur de statistiques médicales et d'épidémiologie à l'Université d'Oxford et co-auteur de l'étude. Mais peu importe le sexe, les fumeurs qui arrêtent de fumer avant d'atteindre l'âge moyen pourront gagner dix ans de plus d'espérance de vie ». L'étude, publiée dans The Lancet, adresse un message positif

aux fumeuses en leur disant qu'il n'est jamais trop tard pour arrêter de fumer. Il rejoint les conclusions d'une précédente étude également publiée dans The Lancet qui indiquait que les femmes qui arrêtent de fumer avant 40 ans gagnent 9 ans de vie. Les chercheurs ont analysé les données de 1,3 millions de femmes britanniques entre l'âge de 50 et 65 ans, entre 1996 et 2001. Les femmes ont été interrogées sur leur mode de vie, leurs informations médicales et sociales.

LIBYE:

Projet de résolution discuté au Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU discute d'un projet de résolution réclamant «un cessez-le-feu permanent» en Libye et demandant au secrétaire général des propositions pour sa surveillance incluant «la possibilité de contributions d'organisations régionales», rapportent des correspondants de presse.

Une réunion du Conseil de sécurité sur la Libye est prévue aujourd'hui mais plusieurs diplomates restent dubitatifs sur une adoption dès ce jour-là.

Dans le document rédigé par le Royaume-Uni et faisant toujours l'objet de négociations, le Conseil «endosse» les conclusions du sommet international tenu le 19 janvier à Berlin et «réclame une application totale par tous les Etats membres de l'embargo sur les armes» imposé en 2011. Il «demande à nouveau à tous les Etats membres de ne pas intervenir dans le conflit ou de prendre des mesures qui l'exacerbent». Dimanche, une semaine après le sommet de Berlin, la mission de l'ONU en Libye s'est plainte de «violations flagrantes et persistantes de l'embargo sur les armes» au profit des deux parties malgré les engagements pris en Allemagne.

Le texte discuté au Conseil de sécurité réclame aux belligérants de «s'engager à un cessez-le-feu durable et permanent». Il évoque «une séparation des forces» et des «mesures de confiance» à définir par la commission militaire conjointe en gestation, formée de cinq membres issus du camp Maréchal Khalifa Haftar et de cinq membres représentant le gouvernement d'union (GNA) basé à Tripoli.

«Les contributions d'organisations régionales» à la surveillance d'un cessez-le-feu mentionnées dans le projet de résolution visent implicitement celles qui pourraient être apportées par l'Union européenne et par l'Union africaine.

GUINÉE BISSAU
L'UA salue le bon déroulement des récentes élections présidentielles

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a salué le bon déroulement des récentes élections présidentielles en Guinée-Bissau.

Les remarques positives du président de la Commission de l'UA concernant les élections présidentielles en Guinée-Bissau sont intervenues après le récent scrutin qui s'est tenu le 29 décembre dans ce pays d'Afrique de l'ouest, aucun des candidats n'ayant remporté plus de 50% des suffrages lors du premier tour du 24 novembre. M. Mahamat «félicite les candidats et en particulier les habitants de la Guinée-Bissau qui, par leur mobilisation exemplaire et pacifique, ont démontré leur attachement à la démocratie, à la paix et à la stabilité dans leur pays», a déclaré l'organisation panafricaine dans un communiqué publié pendant le week-end.

M. Mahamat «félicite Umaro Sissoco Embaló pour son élection, à la lumière des résultats définitifs du deuxième tour qui ont été annoncés le 21 janvier, et lui souhaite plein succès dans l'exercice de ses fonctions» indique le communiqué de l'UA.

Il a également réaffirmé la solidarité et le soutien de l'UA au peuple de la République de Guinée-Bissau et exprimé le souhait qu'il réalise pleinement ses aspirations profondes.

SAHARA OCCIDENTAL :

Des parlementaires britanniques s'interrogent sur l'accord commercial illégal entre Londres et Rabat

Des parlementaires britanniques ont demandé des explications à leur ministre du Commerce international sur l'accord commercial conclu entre le Royaume-Uni et le Maroc et la question de l'inclusion illégalement du Sahara occidental, réclamant l'ouverture d'un débat au Parlement.

Lors d'une session du Parlement britannique sur le commerce international, la représentation du Front Polisario au Royaume-Uni a indiqué que deux membres du Parti travailliste britannique, M. Barry Gardiner, et Mme Valerie Vaz, ont demandé des explications au ministre du secteur concernant l'accord commercial conclu entre le Royaume-Uni et le Maroc et la question de l'inclusion du Sahara occidental, qui «constitue une violation du droit international et européen, ainsi que la loi britannique elle-même, qui avait précédemment jugé qu'il n'y avait pas de liens souverains entre le Maroc et le Sahara occidental». Dans sa question, M. Gardiner a déclaré qu'en 2019, la Cour suprême de Grande-Bretagne et du pays de Galles ont confirmé que le Sahara oc-

cidental est un territoire distinct du Maroc conformément au droit international et que le gouvernement britannique a pris des mesures illégales après son incapacité à faire la différence entre le Maroc et les territoires occupés du Sahara occidental qui a conduit à l'application de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et le Maroc au Sahara occidental, malgré l'absence du consentement du peuple sahraoui. «Peut-il nous expliquer le ministre pourquoi cela a-t-il été fait? Y a-t-il une intention d'organiser un débat au niveau du Parlement qui justifie l'intention de ratifier un accord selon lequel la Cour supérieure britannique a été jugée illégale?», a-t-il demandé. Pour sa part, Mme Valerie Vaz a confirmé la question de son collègue au sein du parti, soulignant que le temps



restant pour voter sur l'accord est très court et que le gouvernement devrait trouver le temps d'ouvrir un débat parlementaire sur l'accord qui sera ratifié, qui comprendrait illégalement les territoires occupés du Sahara occidental. Il convient de rappeler que le gouvernement bri-

annique a l'intention de mettre l'accord d'association avec le Maroc à la disposition du Parlement pour le ratifier dans les prochaines semaines, mais à ce jour, il n'a pas annoncé qu'il mènerait un débat ou une révision de celui-ci dans les du parlement, selon la mêmes source.

SAHEL

Paris appelle Washington à maintenir son soutien au Sahel, sans recevoir de garanties

La France a appelé lundi les Etats-Unis à maintenir leur soutien militaire aux efforts antiterroristes de Paris dans le Sahel, sans toutefois recevoir de garanties de la part de Washington.

«Le soutien américain à nos opérations est d'une importance cruciale et sa réduction limiterait gravement l'efficacité de nos opérations contre les terroristes», a déclaré la ministre française des Armées, Florence Parly, à l'issue d'une rencontre au Pentagone avec le ministre américain de la Défense Mark Esper.

«Aucune décision n'a encore été prise», a souligné M. Esper au cours d'une conférence de presse commune avec Mme Parly, qui s'était déplacée à Washington pour tenter de convaincre le Pentagone de ne pas retirer ses moyens militaires au Sahel, précieux soutien des troupes françaises aujourd'hui sous pression pour obtenir des résultats dans la lutte antiterroriste.

«Nos amis au Sahel sont dans une situation où notre assistance est cruciale, et j'ai exprimé l'espoir que les Etats-Unis et la France continuent à les soutenir», a déclaré Mme Parly, qui s'exprimait en anglais. Elle a souligné qu'il s'agissait là pour la France de «partager le fardeau», un argument fréquemment employé par le président Donald Trump pour exiger une participation financière accrue des alliés aux

budgets de défense commune. «C'est un cas classique de partage du fardeau, où un soutien limité des Etats-Unis optimise un effort immense de la France et de l'Europe», a-t-elle dit.

Le chef du Pentagone a émit soigneusement tout engagement envers Paris, notant que les discussions se poursuivraient. «Mon objectif est d'ajuster notre présence militaire dans beaucoup d'endroits», a-t-il ajouté, rappelant que les Etats-Unis veulent réaligner leurs forces dans le monde pour répondre à une menace jugée grandissante de la Chine et la Russie, dans un contexte de «concurrence entre grandes puissances».

Il a appelé d'autres pays européens à apporter leur soutien à la France au Sahel. «Cela pourrait compenser les changements auxquels nous procédons», a-t-il dit.

«J'ai des consultations avec Mme Parly depuis plusieurs mois (à ce sujet) et nous continuerons à le faire quand nous prendrons des décisions», a-t-il poursuivi.

«Je suis sûr que nous poursuivrons notre dialogue sur ces questions», a renchéri la ministre française. Le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, a récemment prévenu que les Etats-Unis entendaient réduire leur présence en Afrique, au moment même où le président français Emmanuel Macron réunissait le G5-Sahel

en France pour relancer les efforts de cette coalition qui rassemble le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. Les Etats-Unis comptent entre 6.000 et 7.000 soldats dans l'Ouest du continent mais aussi à l'Est, notamment en Somalie. Un retrait américain d'Afrique de l'Ouest constituerait un coup dur pour les 4.500 soldats français de l'opération Barkhane, déployés au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Washington fournit en effet à Barkhane des capacités de renseignement et de surveillance, notamment grâce à ses drones, du ravitaillement en vol et du transport logistique, pour un coût de 45 millions de dollars par an. M. Esper envisagerait de fermer une toute nouvelle base de drones à Agadez, dans le nord du Niger, dont le coût a été estimé à une centaine de millions de dollars et qui donne aux Etats-Unis une plate-forme de surveillance de premier plan au Sahel. Questionné à ce sujet lundi, le ministre américain de la Défense n'a pas démenti, réaffirmant qu'aucune décision n'a été prise. Mme Parly a rappelé que Paris était favorable à un renforcement de la défense européenne. La France est prête à «se battre davantage», a-t-elle déclaré. «J'ajouterais à négocier davantage, notamment dans le domaine du contrôle des armements, où nous sommes souvent au menu, rarement à la table».

SOUDANSUD-IGAD

L'envoyé de l'IGAD appelle les troupes sud-soudanaises à devenir une armée nationale unifiée

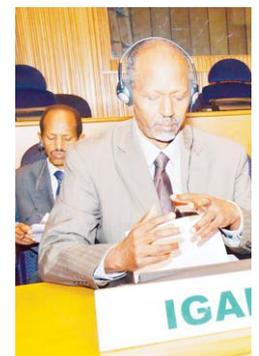
L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) - un groupement de huit pays d'Afrique de l'Est basé à Djibouti - a exhorté lundi les combattants des diverses factions rivales du Soudan du Sud à faire passer l'intérêt de la nation avant leurs allégeances tribales respectives.

Cet appel a été lancé par l'Envoyé spécial de l'IGAD pour le Soudan du Sud, Ismail Wais, après sa visite dans le camp d'entraînement de Gorom, à la périphérie de Juba, la capitale sud-souda-

naise. Ce camp d'entraînement a vocation à former des troupes gouvernementales et des groupes armés d'opposition pour en faire les futures forces spéciales de l'armée sud-soudanaise, a indiqué l'IGAD lundi dans un communiqué. «Votre existence en tant que force unifiée a une raison d'être très claire : protéger la vie et les biens des Sud-Soudanais», a déclaré M. Wais lors de sa rencontre avec les futures forces spéciales du Soudan du Sud, en compagnie de plusieurs autres envoyés spéciaux régio-

naux. «Vous n'êtes plus une armée tribale. Vous n'êtes plus une armée politique. Vous êtes l'armée de la nation», a déclaré M. Wais aux forces conjointes.

L'envoyé spécial a par ailleurs appelé «les amis du Soudan du Sud à apporter un soutien indispensable (au pays) dans le domaine logistique, en l'aidant à transporter du matériel vers les lieux de cantonnement des forces armées, et a exhorté «tous les Sud-Soudanais, y compris la communauté des affaires, à soutenir ces efforts».



PALESTINE L'Etat de Palestine rejette «l'accord du siècle» (Shtayyeh)

Le Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh, a affirmé que l'Etat de Palestine, rejette le plan de paix américain pour le Proche-Orient, connu sous le nom de l'«accord du siècle», ou «Deal du Siècle».

«Nous rejetons ce qu'on appelle l'accord du siècle, qui représente un plan visant à liquider la question palestinienne», a déclaré M. Shtayyeh, lors de la 40e session du gouvernement lundi à Ramallah en Cisjordanie.

M. Shtayyeh, cité par l'agence palestinienne de presse, Wafa, a exhorté la communauté internationale de «ne pas être associée de cet accord, car il contredit les principes du droit international et les droits inaliénables de notre peuple».

«Ce n'est qu'un plan pour liquider la question palestinienne, et nous le rejetons», a-t-il affirmé. Le Premier ministre palestinien expliqué que le dit «accord du siècle», donne à Israël tout ce qu'il veut «au détriment des droits nationaux du peuple palestinien et ne constitue pas une base pour résoudre le conflit», assurant qu'il «a été présenté par une partie qui a perdu sa crédibilité comme intermédiaire honnête pour un processus politique sérieux et réels». Il a en outre précisé que l'«accord du siècle» ignore «les bases de la solution arabe, en particulier l'Initiative de paix arabe, et contredit les fondements de la solution fixée par l'Europe, ainsi que la vision des pays non-alignés et les conférences des sommets africains». Dans ce sillage, le responsable palestinien a indiqué que cet accord est devenu un «plan de négociations entre Netanyahu et Gantz» et non pas la base d'une solution entre Palestiniens et Israéliens. «Ce n'est pas un plan pour la paix au Moyen-Orient, mais plutôt un plan de sécurité pour ceux qui l'ont élaboré», a-t-il poursuivi. D'autre part, le Premier ministre palestinien a indiqué qu'El-Qods occupée «est la capitale de l'Etat de Palestine «qui représente l'identité politique, culturelle et religieuse de notre peuple». Pour M. Shtayyeh, ce plan ne donne pas les terres occupées au peuple palestinien, ne reconnaît pas les frontières de 1967. El-Qods comme terre occupée. «Il les donne plutôt à Israël, lance une guerre financière contre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ferme le bureau de la Palestine à Washington et travaille à tarir les ressources financières de l'Autorité palestinienne». M. Shtayyeh a, en outre, fait savoir que le président palestinien Mahmoud Abbas «invitera les dirigeants palestiniens à discuter de la manière, de la forme et du contenu de la réponse à ce complot, et que notre peuple dira également son dernier mot».

Suite à sa rencontre avec Netanyahu à Washington, le président américain Donald Trump a annoncé qu'il «prévoit» de déclarer son plan de paix mardi, selon les médias. Après l'arrêt des pourparlers de paix israélo-palestiniens en 2014, les Palestiniens ont appelé à la mise en place d'un mécanisme international pour le substituer au parrainage américain.



Le président palestinien rejette le rôle des Etats-Unis dans le processus de paix au Moyen-Orient

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé lundi rejeter tout rôle américain dans le processus de paix, au moment où le plan de paix américain au Moyen-Orient, également connu sous le nom de «l'accord du siècle», est sur le point d'être déclaré. M. Abbas a affirmé au ministre britannique des Affaires étrangères Dominic Raab lors d'une conversation téléphonique que l'administration américaine «est totalement partielle envers Israël», a rapporté l'agence de presse officielle palestinienne Wafa.

Selon la même source, M. Abbas a indiqué à M. Raab que les Palestiniens s'en tiennent pour leur part à la solution à deux Etats basée sur les frontières de 1967. «Sans cela, nous n'accepterons jamais aucun plan ni accord de quelque nature que ce soit», a dit M. Abbas. «Nous sommes prêts à faire la paix conformément aux résolutions ayant une légitimité internationale».

D'après Wafa, M. Raab lui a répondu que les positions de son pays concernant la solution à deux Etats, le règlement et le droit international sont «claires».

Dans le même temps, le porte-parole du président palestinien Nabil Abu Rudeineh a appelé les ambassadeurs arabes et islamiques, qui ont été invités à assister à la cérémonie de déclaration du plan de paix américain à Washington, à le boycotter. «Cet accord américain est considéré comme une conspiration visant à éliminer les droits du peuple palestinien et à contrecarrer la création d'un Etat palestinien avec Al Qods-Est comme capitale», a soutenu M. Abu Rudeineh. Suite à sa rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Washington, le président Trump a annoncé qu'il prévoyait de déclarer son plan de paix hier, selon les médias. Après l'arrêt des pourparlers de paix parrainés par les Etats-Unis entre les Israéliens et les Palestiniens en 2014, les Palestiniens ont appelé à la mise en place d'un mécanisme international pour le substituer au parrainage américain.

Le rejet du plan de paix américain pour le Proche-Orient s'intensifie

Le rejet en Palestine du plan de paix du président américain Donald Trump pour le Proche-Orient, dont le contenu est sur

le point d'être révélé, s'intensifie avec la convocation mardi d'une réunion inter-palestinienne urgente à Ramallah au moment où des manifestations de colère se font entendre dans tous les territoires palestiniens.

Prévue au siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah, en Cisjordanie, la réunion d'urgence verra outre la présence des dirigeants palestiniens, la participation de toutes les tendances politiques palestiniennes y compris le mouvement Hamas, indiquent des sources de l'Autorité palestinienne.

La rencontre, ayant pour ordre du jour la réaffirmation du rejet des Palestiniens du plan de Trump et son contenu, aspire aussi à dénoncer de façon unanime l'obstination du président américain d'aller jusqu'au bout dans son plan rejeté en entier dès le début par les Palestiniens, selon les sources proches de l'Autorité palestinienne citées par les médias. Cette rencontre intervient, en outre, au lendemain d'une série de déclarations de rejet exprimées par de nombreux dirigeants et mouvements politiques en Palestine.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a ainsi réitéré, lundi, dans une communication téléphonique avec le ministre britannique des Affaires étrangères Dominic Raab, rejeter tout rôle américain dans le processus de paix. Il a indiqué dans ce sens que "l'administration américaine est totalement partielle envers Israël". Selon l'agence de presse palestinienne Wafa, M. Abbas a réaffirmé à M. Raab que les Palestiniens s'en tiennent pour leur part à la solution à deux Etats basée sur les frontières de 1967. «Sans cela, nous n'accepterons jamais aucun plan ni accord de quelque nature que ce soit. Nous sommes prêts à faire la paix conformément aux résolutions ayant une légitimité internationale», a-t-il soutenu.

Le Premier ministre palestinien, Mohammed Shtayyeh a appelé, pour sa part, la communauté internationale à rejeter le nouveau plan de paix des Etats-Unis pour résoudre le conflit israélo-palestinien. De son côté, Ryadh Al-Mallik, ministre des Affaires étrangères palestinien a déclaré à la radio "Voix de la Palestine" que les ministres des Affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes sont invités à tenir une réunion d'urgence pour discuter du rejet du plan de paix américain. En outre, le secrétaire général du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP),

Saëb Erakat, a déclaré aux journalistes que l'OLP s'adressera au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'Assemblée générale de l'ONU et à la Cour pénale internationale. Dans le même sillage, le leader du mouvement palestinien Hamas, Ismail Haniyeh, a annoncé, dimanche, son rejet du plan de paix américain pour le Proche-Orient. A Gaza, un comité conjoint réunissant plusieurs factions palestiniennes a déclaré dans un communiqué que "l'accord (proposé par) M. Trump s'inscrit dans le cadre d'une des séries (de mesures constituant) la conspiration américaine contre le peuple palestinien et sa cause". Parallèlement, des milliers de Palestiniens apprêtaient à sortir, mardi, dans les rues de plusieurs villes palestiniennes pour crier leur indignation et appeler à l'avortement du plan de Trump. Les Palestiniens ont appelé aussi au boycott des produits américains.

Ce que prévoit le plan de paix de Trump

Bien qu'il est difficile de citer avec précision tous les axes prévus dans le plan de Trump, les Palestiniens s'accordent à dire qu'il est notamment question d'annexer pour l'occupation la vallée du Jourdain ainsi que les colonies bâties en Cisjordanie. En échange de cela, les Etats-Unis réaliseraient leur plan d'investissement de 50 milliards dans les territoires palestiniens et les pays arabes voisins sur dix ans. La colonisation israélienne de la Cisjordanie et d'El Qods-Est occupées s'est poursuivie sous tous les gouvernements de l'occupation israélienne depuis 1967, mais elle s'est accélérée ces dernières années sous l'impulsion de Netanyahu, alors que Donald Trump a considéré la ville sainte d'El Qods occupée comme capitale d'Israël. Ainsi, le plan profite exclusivement à la force d'occupation, soulignent les Palestiniens. La partialité de l'administration américaine dans l'élaboration dudit plan a poussé récemment le président palestinien, Mahmoud Abbas, à décliner l'invitation du président américain de lui parler au téléphone. Le président américain Donald Trump, qui assume depuis sa prise de fonction son soutien à l'occupant israélien, s'est permis lundi d'inviter à la Maison Blanche, le chef du gouvernement de l'occupation israélienne Benjamin Netanyahu pour assister à la révélation de son plan. Donald Trump n'en est, pour rappel, pas à sa première provocation à l'endroit des Palestiniens. L'histoire retient en effet que c'est qui a été à l'origine du déplacement de l'ambassade des Etats-Unis à El-Qods occupée. Il est aussi le premier président américain à avoir décidé de revoir à la baisse les aides humanitaires américaines décidées aux Palestiniens. Donald Trump a tenté de convaincre aussi d'autres pays et organisations humanitaires de faire de même.

QATAR: Nomination d'un nouveau Premier ministre

L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a nommé hier un nouveau Premier ministre en remplacement de cheikh Abdallah ben Nasser ben Khalifa Al-Thani, a rapporté l'agence de presse QNA. Aucune précision n'a été donnée pour ce changement et il n'est pas clair si cheikh Abdallah conservera le poste de ministre de l'Intérieur qu'il cumulait avec celui de Premier ministre.

«L'émir a promulgué mardi le décret (...) portant sur la nomination de cheikh Khaled ben Khalifa ben Abdel Aziz Al-Thani au poste de Premier ministre», a indiqué QNA. Le nouveau Premier ministre était jusqu'à sa nomination directeur de cabinet de l'émir, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, selon le site internet du gouvernement. Agé de 52 ans, il a travaillé, après des études aux Etats-Unis, dans l'industrie gazière avant d'entrer dans le cabinet de cheikh Tamim lorsque celui-ci était encore prince héritier, selon sa biographie officielle reprise par des médias.

SYRIE : Des pipelines maritimes touchés par des explosions terroristes à Banyas

Le ministère syrien du Pétrole a annoncé lundi que des explosions terroristes ont visé les réseaux de pipelines maritimes à Banyas, dans le nord-ouest de la Syrie.

Selon l'agence de presse nationale SANA, les explosifs ont été placés par des hommes-grenouilles liés aux terroristes. Le personnel technique a commencé à évaluer les dégâts afin d'effectuer des travaux de maintenance et de reprendre la production de pétrole. Ce n'est pas la première fois que ces pipelines sont ciblés. Les réseaux de pipelines maritimes de Banyas avaient déjà fait l'objet d'une attaque similaire en juin 2019, provoquant des fuites de pétrole tout en mettant de nombreux pipelines hors service.

ITALIE Salvini rate son pari, le gouvernement reste en place mais fragile

Le chef de l'extrême droite italienne Matteo Salvini a raté son pari, échouant à remporter dimanche la région «rouge» d'Emilie-Romagne et à renverser le gouvernement, mais celui-ci reste fragile après une défaite monumentale des 5 Etoiles, premier parti au Parlement. Le dirigeant souverainiste avait misé son va-tout sur ce scrutin régional, sillonnant sans relâche un territoire dominé par le Parti communiste italien puis le centre-gauche depuis 70 ans. Au final, c'est le président sortant de la région, Stefano Bonaccini (PD, centre gauche), qui l'a emporté largement avec 51,4% sur la candidate de la Ligue de Salvini, Lucia Borgonzoni avec 43,6%, selon les résultats officiels diffusés lundi.

Les investisseurs internationaux ont réagi avec soulagement: le «spread», le très surveillé écart entre les taux italiens et allemands à 10 ans reculant fortement à 140,6 points contre 156,5 points. Mais si le gouvernement formé par le PD (centre gauche) et le Mouvement Cinq Etoiles (M5S, anti-establishment) peut pousser un soupir de soulagement, il ne sort pas pour autant renforcé du scrutin de dimanche, selon les experts. «Le gouvernement n'est pas instable», a néanmoins assuré le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte, qui a balayé la signification politique d'un scrutin avant tout «régional». «Nous devons travailler pour contrer ces droites», a-t-il commenté lundi, en parlant du renforcement d'un front «progressiste, réformiste, alternatif».

OUARGLA: La société civile se mobilise pour «sauver» la zaouia El-Hachimia à Touggourt

Des démarches sont entreprises par la société civile pour «sauver» la zaouia El-Hachimia, située à ksar Mestaoua à Touggourt (160 km au nord d'Ouargla), a-t-on appris hier de l'association locale «Tajmaât» pour la revitalisation du patrimoine urbain de des monuments historiques de cette ville.



L'initiative consiste notamment à prendre les mesures d'urgence nécessaires pour éviter les risques d'effondrement de ce site historique qui tombe peu à peu en ruine, en attendant le lancement d'une opération de réhabilitation et de remise en état, sous la supervision du secteur la culture, a-t-on expliqué.

Elle comprend également l'organisation d'une rencontre en coordination avec la Zaouia de la Tarika (confrérie) El-Kadiria en Algérie et en Afrique en général (basée dans la commune de Rouissat) en vue de sensibiliser les citoyens et les autorités concernées sur l'importance de cette ancien lieu de culte inscrit sur la liste d'inventaire

supplémentaire pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la wilaya d'Ouargla, précise la même source.

La zaouia El-Hachimia a longtemps joué un rôle considérable en tant que centre de rayonnement culturel et religieux dans l'enseignement du Coran et de la Sunna (conduite du prophète Mohamed QSSSL) au ksar de Mestaoua et dont l'édification date d'avant le XV^e siècle, a-t-on fait savoir.

L'association souligne que ce ksar est, lui aussi, dans un état de dégradation très avancé, ce qui impose une intervention urgente des instances chargées du patrimoine, notamment les directions du Tourisme et de la Culture. La wilaya de Ouargla recèle

un riche patrimoine ksourien composé d'une vingtaine de ksour, répartis sur le territoire du Grand Ouargla (vallée de l'oued M'ya) et du Grand Touggourt (vallée de l'oued Righ), dont deux (2) sont classés patrimoine national (ksar de Ouargla et celui de Témacine), ainsi que 16 autres inscrits comme patrimoine culturel.

Considéré comme un véritable symbole d'une des plus anciennes architectures sahariennes connues dans cette région du Sud-est du pays, ce patrimoine ksourien est susceptible de contribuer à la promotion de la destination au plan touristique.

ORAN: L'Andalousie à travers l'ouvrage "Nafh Ettib" d'El Makkari thème d'une conférence nationale prochainement

Le thème de l'Andalousie à travers le livre "Nafh Ettib" d'El Makkari sera au centre d'une conférence nationale jeudi prochain à l'université d'Oran 1 "Ahmed Benbella", a-t-on appris mardi des organisateurs.

Cette rencontre, organisée à l'initiative du laboratoire "Histoire d'Algérie" à la faculté des sciences humaines et islamiques, verra la participation d'universitaires de différentes wilayas du pays. L'objectif de cette conférence nationale est de rappeler aux générations les réalisations des Musulmans d'Andalousie et leurs contributions civilisationnelles, en plus de mettre en exergue le livre "Nafh Ettib" dans l'histoire de l'Andalousie, a-t-on souligné. Une série de communications seront présentées à cette occasion, abordant les sources d'El Makkari dans la rédaction de son livre "Fi Ghosn El Andalou Ratib", le message d'El Chakandi sur les vertus de l'Andalousie et les savants cités dans le livre d'El Makkari, l'agriculture en Andalousie à travers l'étude des possibilités et caractéristiques ainsi que les villes d'Andalousie notamment celle de Zahra. Cette conférence est organisée à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation du kalifat omeyyade par Abderrahmene En-Nacer lidine Allah en 316 de l'hégire (17 janvier 928). Abou El Abbas El Makkari Et-Tilimsani (1578-1631), natif de la ville de Tlemcen, fut un des érudits de la pensée en Algérie à l'époque ottomane. Parmi ses ouvrages les plus célèbres "Voyage du Maghreb vers l'Orient", "Azhar Eriyadh fi Akhbar El Kadi Ayadh" et "Hosn Ethana fil aafw". Il a consacré son livre "Nafh Ettib min ghosn El Andalou Ratib", citant le ministre "Lissan-Eddine Ibn El Khatib", à l'écriture de l'histoire et de la civilisation de l'Andalousie en se référant à de grands ouvrages et en adoptant des sources historiques d'Andalous et autres.

PUBLICITÉ

Publicité

GHARDAÏA :

L'OPVM fête son cinquantième anniversaire au service de la protection du patrimoine du M'zab

L'Office de la protection de la vallée du M'zab (OPVM-Ghardaïa), une institution chargée de protéger et de restaurer la grandeur d'un passé architectural glorieux et l'authenticité d'un savoir-faire inégalé dans les domaines culturel, urbanistique et social de la région, a marqué le 27 janvier son cinquantième anniversaire.

La réalité urbaine de la région du M'zab, caractérisée par un tissu urbain original et un héritage architectural précieux, à travers les ksour aux caractéristiques géométriques et architecturales atypiques, nécessitait la mise en place d'un instrument pour la préservation, la restauration et la valorisation de ce patrimoine culturel matériel et immatériel.

Pour parer à la décrépitude qui pèse sur ce précieux patrimoine architectural unique en son genre, les pouvoirs publics ont institué le 27 janvier 1970 un organisme appelé "atelier de restauration de la vallée du M'zab" avant de devenir l'Office de la protection et préservation de la vallée du M'zab (OPVM). Selon Kamel Ramdane, directeur de l'Office, cet organisme sous tutelle du ministère de la Culture s'est fixé pour objectif de protéger et de promouvoir le patrimoine culturel matériel et immatériel, de créer des mécanismes à même de permettre sa préservation et son développement sur la base des études et des expériences réussies dans le domaine de la restauration et de la rénovation. Durant ce cinquantenaire, l'OPVM a réussi à réhabiliter plus d'une soixantaine de monuments historiques dans la vallée du M'zab et les régions de Métlili, Berriane, Guerrara, Daya Ben-Dahoua et

El-Menea, a-t-il indiqué à l'APS, précisant que l'OPVM a contribué au classement comme patrimoine national de la vallée du M'zab en 1971, le Ksar de Métlili en 1982, le Ksar de El-Menea en 1985, et les Ksour de Berriane et Guerrara en 1998. L'OPVM a également contribué au classement en 1982 de la vallée du M'zab comme patrimoine universel par l'UNESCO. Cet ensemble urbain riche en vestiges historiques, ses édifices et l'originalité de sa beauté, sont aujourd'hui autant de patrimoines et de supports civilisationnels à sauvegarder et réhabiliter pour les valoriser.

Le classement par l'Unesco de cet espace urbanistique est l'aboutissement d'un long processus d'accumulation historique et d'actions ponctuelles de réhabilitation effectuées par les pouvoirs publics d'un côté et l'attachement de la population de la vallée du M'zab et autres acteurs locaux à leur patrimoine matériel, a souligné le directeur de l'OPVM.

Une région qui a su garder sa structure urbaine séculaire

La région de Ghardaïa avec l'ensemble de ses ksour conçus magistralement par les aïeux sous forme architecturale "d'amphithéâtre" épousant le site rocaillieux, en tenant compte du climat et des

concepts religieux, a pu garder sa structure urbaine durant plus de dix siècles avant de devenir un centre d'intérêt de l'organisme onusien, a soutenu le responsable.

L'architecture du M'zab, dont s'est inspiré Le Corbusier, ainsi que les ouvrages et systèmes hydrauliques ancestraux attirent annuellement de nombreux chercheurs et spécialistes en la matière, a soutenu M. Ramdane.

Ce patrimoine n'est pas uniquement historique et architectural, il est également culturel, artisanal et immatériel, et son classement comme patrimoine mondial constitue un atout supplémentaire pour le développement économique de la région basé sur le tourisme, a-t-il fait savoir.

La préservation de ce patrimoine et sa mise en valeur ont nécessité la réalisation de plus de 200 plans d'urbanisme, 539 relevés topographiques, une trentaine d'études techniques ainsi que des opérations de restauration. Quelque 2.000 habitations traditionnelles dans les différents ksour de la vallée ont été restaurées et renforcées avec un traitement de façades ainsi que plus d'une vingtaine d'opérations de réhabilitation des tours de guet et une vingtaine d'opérations de rénovation des portes des ksour, en plus des opérations de réhabilitation de mo-



numents funéraires, aires de prières, mosquées et remparts, le système de partage des eaux et les places de souk.

De même qu'un plan de protection et de sauvegarde du patrimoine rupestre des sites archéologiques de la région a été lancé ainsi qu'une application "playstore" sur smart-phones dédiée à la promotion des sites et monuments historiques de la vallée du M'zab.

D'autre part, l'OPVM a également lancé la mise en œuvre d'un système d'information géographique (SIG) pour le secteur sauvegardé de la vallée du M'zab.

Le système permet de réunir l'ensemble des données sur différents thématiques de la vallée du M'zab, en vue de mieux maîtriser son évolution spatiale et ur-

banistique et de cerner les différents problèmes du secteur sauvegardé.

L'OPVM focalise son intérêt sur la protection et la préservation de cet héritage naturel et architectural ainsi que sur le patrimoine de la vallée du M'zab classée patrimoine matériel et immatériel de l'humanité, a fait savoir son directeur. Cet intérêt s'illustre à travers des actions soutenues de protection de l'architecture des ksour de la région véritable "musée à ciel ouvert" et le lancement d'un plan de sauvegarde de la vallée du M'zab classée "Secteur sauvegardé" en 2005 par décret exécutif n° 05/209. Ce plan de sauvegarde en conformité avec la loi sur le patrimoine 04/98 du 15/07/1998 est en cours d'élaboration, a conclu le directeur de l'OPVM.

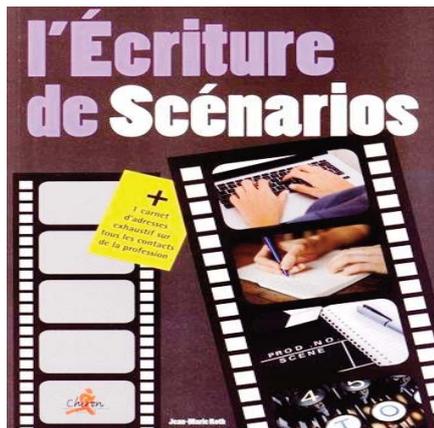
PUBLICITÉ

ARTS

L'ANLA lance à Bouira une formation sur "l'écriture de scénario" au profit des artistes et écrivains

Des artistes, des écrivains ainsi que de scénaristes amateurs, venus de plusieurs wilayas du pays, prennent part hier à une formation sur l'écriture de scénario initiée par l'association nationale des lettres et arts (ANLA) à la salle de conférences de l'office du parc olympique de la wilaya (OPOW) de Bouira.

Issus des wilayas de Khenchela, Bouira, Mostaganem, Alger, M'Sila, Bouerdès, Tebessa, Souk Ahras, Oum El-Bouagui, Tiaret et Tlemcen, les participants à cette formation qui se poursuivra jusqu'au 1 février recevront plusieurs cours liés aux techniques de rédaction de scénario, qui leur seront présentés par un scénariste et artiste tunisien, en l'occurrence, Nadjib Moussa "Cette formation se veut une occasion pour les artistes et nouveaux écrivains et scénaristes algérien d'approfondir davantage leurs connaissances en matière de rédaction de scénario pour qu'ils puissent réaliser leurs œuvres cinématographiques, théâtrales, leurs poésies, romans et autres réalisations artistiques", a expliqué à l'APS le coordinateur de l'association, M. Lakhdar Bouzid. La rencontre a aussi pour objectif de "relancer les tra-



vaux littéraires et artistiques afin de booster le cinéma et le théâtre en Algérie", a ajouté M. Bouzid.

Au premier jour de cette formation, première du genre pour l'association, le scénariste tunisien Nadjib Moussa a expliqué aux artistes et écrivains présents les différentes méthodes de réussir l'écriture d'un scénario dans le théâtre, le cinéma, le roman, la comédie, et dans toutes les autres œuvres artistiques et littéraires.

"L'écriture de scénario demande d'avoir un penchant pour l'art et les lettres afin de pouvoir se lancer dans l'écriture et la réali-

sation de pièces théâtrales, ou de sketches, films", a souligné M. Nadjib Moussa, qui a appelé les artistes et écrivains présents à échanger leurs expériences avec les autres afin de tirer davantage d'enseignements liés à ce métier. Durant les cinq jours de cette formation, les participants auront l'occasion d'acquérir plus de connaissances et surtout de tests pratiques pour l'écriture de scénario. "C'est une bonne occasion pour nous afin de consolider nos connaissances pour l'écriture de scénario", a indiqué l'écrivain Merabti Saïd, venu de la wilaya de Tebessa.

Publicité

Programme de la soirée

TF1 20:05

New Amsterdam
Réalisé par Michael Slovis



Alors qu'il se promène avec son bébé, Max porte secours à un joueur de basket victime d'un malaise. Michael Duke impressionne Floyd par son inventivité concernant un cas complexe. Iggy voudrait réussir à convaincre son compagnon, Martin, d'adopter un nouvel enfant et livre ses interrogations à Kapoor. Ce dernier lui confie en retour qu'il s'apprête à devenir grand-père. Helen entretient une liaison passionnée avec l'un de ses confrères. Valentina et Helen n'ont pas la même approche pour soigner Molly.

france 2 20:05

Flic, tout simplement
Réalisé par Yves Rénier



En 1994, la commissaire divisionnaire Martine Monteil est la première femme nommée à la tête de la prestigieuse brigade criminelle. Profondément marquée par le meurtre d'une jeune femme, elle s'est fixée comme priorité absolue de traquer ce dangereux psychopathe. Pour mettre toutes les chances de son côté, elle entreprend de faire collaborer des services parfois rivaux. Son but : imposer la création d'un fichier des empreintes ADN pour confondre le meurtrier.

france 3 20:00

Culture, dans votre région



Nouvelle-Aquitaine. Bis. Leïla Kaddour partage ses coups de cœurs artistiques • Centre. Renversant. Vanille, fille de Julien Clerc, rencontre l'artiste Da Silva • Bretagne. Le Grand Bazh.Art. L'évolution de l'architecture de Rennes • Pays de la Loire.Art-o-tech. Rencontre avec René Martin, fondateur de la Folle journée • Corse. Music box • Autres régions. Toki Woki. Dans le Grand Paris, rencontre avec la cheffe d'orchestre Ule Lamore, l'écrivain Kamal Haussman et Jenny Bel'Air, l'ancienne physionomiste du Paléole.

CANAL+ 20:00

Ni une, ni deux
Réalisé par Anne Glafferi



Julie, une actrice caractérisée et égocentrique, s'inquiète de son âge. Elle tente de se faire comblée quelques rides, mais l'opération tourne mal : Julie est défigurée. Or, elle doit débiter le tournage d'un film important pour relancer sa carrière. Julie demande à son sosie, Laurette, une femme douce et attentionnée, qu'elle a rencontrée par hasard, de la remplacer pour quelques semaines. Bien qu'elle n'ait aucune expérience dans la comédie, Laurette parvient à imiter Julie à la perfection et fait des étincelles pendant lors des prises de vue.

6 20:05

Maison à vendre



Célyne, 50 ans, souhaite vendre sa petite maison atypique et pleine de charme à Epinay-sur-Seine, en Ile-de-France. Ce bien est sur le marché depuis deux ans. La décoration très personnalisée et les problèmes d'isolation ont dû faire fuir les potentiels acheteurs. Stéphane Plaza et Sophie Ferjani vont l'aider en lui proposant de rénover chaque pièce avec de la ouate de cellulose • Dans l'Essonne, Pascal, 52 ans, et Aurélie, 41 ans, sont à la tête d'une famille recomposée. Ils vivent dans la maison de Pascal. Stéphane Plaza se démène pour que le couple puisse la vendre au plus vite et acheter un autre logement. L'architecte d'intérieur Emmanuelle Rivassoux met tout en œuvre pour rendre cette habitation fonctionnelle.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2374

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

4	7		1	9					
		5		3					
			6	8					
		2							
2	3	9	5						
4	9	7							
9		6							
	8	3	6		7				
3		2	4	8	3				

		5	6		4			9	
				2	6		4		

	4	2	3		9	1					
3		6	9		5		7		4		
			7				8	9	7	1	
	3	9	4	6	8			3			2
	8			5				4	6	3	1
6				5	9						5
	8	5		4	7						8
4							7	3			2
										3	1
3		8									9
											4
											6
											8
											5
											7
											3
											2
											1



«L'habitude du désespoir est plus terrible que le désespoir lui-même.»

Albert Camus

Mots croisés n°2374

- Horizontalement :**
- Procédé de détection
 - Plaque qui limite la vue - Armée féodale
 - Fixé par des cordages - Messagère des dieux
 - Porteur de mortier - Pronom masculin - Bidasse aux U.S.
 - Hurle comme un cerf - Il permet de faire une scène
 - Partie de lustre - Déplorée
 - Blindées - Riches décorations
 - Illumination - Remarque abrégée - Parfum de raki
 - Particulière au pays
 - Temps de règne - Coupure de vers
- Verticalement :**
- Energisante
 - Immatériel - Levée qui rapporte
 - Il fait hausser le ton - Titre religieux
 - Rivière bretonne - Babiole
 - Vieux philosophes - Symbole chimique
 - Point de la rose - Cas à traiter de suite
 - Sélection - Volcan antarctique
 - Deviens propriétaire - Déchiffré
 - Petite partie d'archipel - Il grossit le Rhin
 - Appel désespéré - Mollesse
 - Cité bourguignonne - Soulager
 - Gaine - Crocs d'italier

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



SKI - DOPAGE: Prison avec sursis pour l'ex-fondeur autrichien Johannes Dürr

L'ex-skieur de fond autrichien Johannes Dürr, déjà suspendu à vie pour dopage, a été condamné à 15 mois de prison avec sursis par la justice de son pays.

Dürr (32 ans) dont les révélations avaient conduit à une vague d'arrestations dans le monde du ski nordique et du cyclisme, a également écopé d'une amende de 720 euros par le parquet d'Innsbruck après avoir plaidé partiellement coupable des charges de «fraude sportive sérieuse» liée au dopage et de contribution au dopage d'autres sportifs.

L'Autrichien devra aussi rembourser 52.000 euros de gains récoltés à travers la fraude sportive.

Le tribunal d'Innsbruck a également condamné l'ancien entraîneur national de ski de fond autrichien, Gerald Heigl, à 12 mois de prison avec sursis et 3.120 euros d'amende. Dürr et Heigl ont annoncé qu'ils ne feront pas appel.

Dans un documentaire diffusé en janvier par la télévision allemande, Johannes Dürr s'était présenté comme un «lanceur d'alerte» et avait révélé l'existence d'une filière de dopage sanguin, déclenchant quelques semaines plus tard une vague d'interpellations en Allemagne et en Autriche, notamment dans le milieu du ski nordique.

En octobre dernier, il avait déjà été condamné de dopage à l'EPO, à l'hormone de croissance et à l'autotransfusion (en 2014), et suspendu à vie par les autorités antidopage autrichiennes.

L'affaire Aderlass («saignée» en langue allemande) tourne autour du médecin allemand Mark Schmidt, arrêté le 27 février à son cabinet d'Erfurt (Allemagne), et a conduit à la mise en cause de plusieurs sportifs de différentes nationalités.

HANDBALL / FRANCE : Guillaume Gille nouveau sélectionneur

Guillaume Gille est devenu le nouveau sélectionneur de l'équipe de France de handball, en remplacement de Didier Dinart, limogé, a annoncé hier la Fédération française (FFHB). Gille aura pour mission immédiate de qualifier les "Bleus" pour les Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo dans moins de trois mois.

La France passera par un tournoi de qualification olympique (TQO) prévu du 17 au 19 avril à Paris-Bercy pour espérer disputer les Jeux de Tokyo (24 juillet-9 août).

Dinart, 43 ans, a été démis de ses fonctions suite à l'élimination de la France dès le premier tour de l'Euro-2020 organisé conjointement par trois pays : l'Autriche, la Suède et la Norvège. Championne olympique en 2008 et en 2012, encore en argent aux JO-2016, la France n'a jamais raté les JO depuis son émergence sur la scène internationale en 1992 et les "Bronzés" de Barcelone. "Compte tenu de l'enjeu et de l'échéance, j'ai décidé que la décision de sa mise à l'écart devait être prise. Faire porter la responsabilité à Didier serait injuste. Elle est portée par tous, à commencer par moi", a affirmé le président de la FFHB Joël Delplanque lors d'une conférence de presse à la Maison du handball à Créteil, en région parisienne.

Depuis septembre 2016, Gille, 43 ans, a d'abord été co-entraîneur de Dinart, puis son adjoint. Il était en charge de la préparation physique et de l'analyse vidéo au cours du dernier Euro. Lors du dernier Euro-2020, la France a concédé deux défaites fatales contre le Portugal (28-25) et la Norvège (28-26).

Le TQO à Paris-Bercy, qui délivre deux billets pour le Japon, s'annonce compliqué pour les Français, en présence notamment des Croates vice-champions d'Europe dimanche, des Portugais qui ont battu la France à deux reprises en neuf mois, et de la Tunisie, vice-championne d'Afrique.

APS

KARATÉ/OPEN DE PARIS 2020 : «Les résultats obtenus sont logiques»

Le président de la Fédération algérienne de karaté-do, Slimane Mesdoui, a estimé que les résultats obtenus par les cinq athlètes algériens engagés à l'Open de Paris (24-26 janvier), sont «logiques» et reflètent le «manque de moyens».

«Les résultats obtenus par les athlètes algériens à l'Open de Paris sont logiques vu le manque de moyens dont bénéficie notre discipline, même si nos athlètes avaient la possibilité de faire mieux», a déclaré Mesdoui à l'APS.

Les cinq athlètes algériens engagés à l'Open de Paris, à savoir, Lamia Maatoub (-68 kg), Taleb Imene (-50kg), Midi Chaïma (-61 kg), Wided Draou (-55 kg) et Hocine Daïkhi (+84 kg), ont tous été éliminés dès les premiers tours de la compétition.

Le meilleur résultat algérien a été obtenu par Midi Chaïma qui a pris la 7e place de sa catégorie.

«Le niveau international est en constante évolution, notamment, au courant de l'année olympique.

Nous avons encore l'espoir de voir Maatoub (12e mondial) et Daïkhi (11e



mondial) arracher une qualification aux Jeux olympiques 2020», a-t-il ajouté.

Les karatékas algériens rallieront Alger mardi, afin

de poursuivre leur préparation en prévision des Championnats d'Afrique, prévus du 6 au 9 février à Tanger (Maroc). La sélection algérienne de karaté-

do prendra part au rendez-vous continental avec l'objectif de récolter les points nécessaires à la qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020 (Japon).

NBA:

LeBron James «anéanti et le cœur brisé» après la mort de Kobe Bryant

«J'ai le cœur brisé et je suis anéanti mon frère», s'est exprimé la star des Lakers LeBron James, s'adressant à la légende du basketball, son ami Kobe Bryant, mort avec sa fille Gianna et sept autres personnes, dimanche dans un accident d'hélicoptère.

«Je ne suis pas prêt mais je me lance. Mec, je suis assis là, essayant d'écrire quelque chose mais chaque fois que j'essaie je recommence à pleurer juste en pensant à toi, à ta fille Gigi et à l'amitié, au lien, à la fraternité qui nous unissaient!», a écrit lundi James sur son compte Instagram.

«J'ai littéralement entendu ta voix dimanche matin avant de quitter Philly pour rentrer à LA (Los Angeles).

Je ne pensais pas un seul instant en un million d'années que ce serait la dernière conversation que nous aurions», poursuit-il.

Samedi soir, malgré la défaite des Lakers à Philadelphie, ville de naissance de Bryant, James a doublé son glorieux aîné à la 3e place du classement des meilleurs marqueurs de tous les temps en NBA.

Ce dernier, qui l'avait félicité le soir même sur Twitter, l'a donc aussi fait de vive voix au téléphone di-



manche matin, peu de temps avant l'accident qui lui a été fatal.

«Je t'aime, grand frère. Mon cœur va à Vanessa et aux enfants. Je te promets que je perpétuerai ton héritage! Tu es si important pour nous tous ici, en particulier la +LakerNation+.

S'il te plaît, donne-moi la force et veille sur moi au paradis! Il y a tellement d'autres choses que je veux te dire, mais je ne le peux pas maintenant parce qu'il me faut du temps! Jusqu'à ce que nous nous retrouvions mon frère !!», a conclu LBJ. La réaction

publique de James était attendue. Ses larmes de tristesse, filmées subrepticement à son arrivée à l'aéroport de Los Angeles dimanche après-midi, avaient en revanche fait le tour du monde.

Kobe Bryant, qui restera comme une des plus grandes stars NBA de tous les temps, a évolué pendant 20 ans au sein des Lakers, avec lesquels il a remporté cinq titres de champion NBA, devenant au passage l'un des sept joueurs à avoir inscrit plus de 30.000 points pendant sa carrière.

OPEN D'AUSTRALIE : Federer qualifié péniblement en demi-finale

Le Suisse Roger Federer, 3e mondial, s'est difficilement qualifié hier aux demi-finales de l'Open d'Australie, en s'imposant face à l'Américain Tenny Sandgren (100e) 6-3, 2-6, 2-6, 7-6 (10/8), 6-3.

Federer, 38 ans, a sauvé 7 balles de match avant de se qualifier au dernier carré de la compétition où il affrontera le tenant du titre serbe Novak Djokovic (2e) ou le Canadien Milos Raonic (35e). Face à Tenny

Sandgren, Federer a dû jouer 5 sets et 3h31 après les 5 sets et 4h au 3e tour face à l'Australien John Millman. «J'ai été incroyablement chanceux aujourd'hui, j'ai joué de mieux en mieux au fur et à mesure que le match avançait et que la pression baissait», a reconnu Federer qui a sauvé trois balles de match à 4-5 dans le 4e set, puis encore quatre, dont trois consécutives dans le tie break de cette 4e manche.



CHAMPIONNAT HIVERNAL (JUNIORS) : Imène Zitouni sacrée «Meilleure nageuse» haut la main

La jeune athlète prometteuse Imène Zitouni, 15 ans, a remporté haut la main le titre de «Meilleure nageuse juniors» en raflant neuf médailles d'or au championnat hivernal (minimes, juniors) et 12 autres, toutes couleurs confondues, à l'Open national, deux compétitions organisées conjointement en petit bassin (25 m) du 21 au 25 janvier à Alger.



Imène Zitouni a ainsi relevé le défi avec succès, elle qui a été victime, l'année dernière, d'un grave accident de la route l'ayant plongée dans un coma de six jours à l'hôpital.

Eloignée des piscines pendant un certain temps, elle a finalement effectué, contre toute attente, un come-back réussi à la compétition.

Dans les épreuves de la catégorie juniors, Zitouni a effectué une razzia en remportant 13 médailles au total, dont neuf en or.

Elle a pris la première place aux 50, 100 et 200 m dos, aux 50, 100 et 200 m papillon, aux 100 et 200 m 4 nages et également au 50 m nage libre.

Zitouni a par ailleurs remporté une médaille d'argent au 400 m 4 nages.

Dans les courses de relais, elle a décroché trois médailles d'or aux 4x100 m NL, 4x200 m NL et 4x100 m 4 nages.

En réalisant cette prouesse, la jeune nageuse a grandement contribué au sacre de son club, le Groupement sportif pétroliers (GSP) qui s'est adjugé le titre juniors féminin par équipes, avec 24 médailles : 13 or, 6 argent et 5

bronze. L'entraîneur du GSP, Mohamed Galdem, s'est réjoui de la «belle performance» d'Imène Zitouni : «Certes, on ne s'attendait pas à un retour aussi rapide d'Imène à un haut niveau de la compétition après son accident, mais cela a été rendu possible grâce aux efforts de ses parents et du club qui lui a fourni les moyens nécessaires pour s'épanouir. Cette athlète dispose de toutes les qualités d'une championne».

Des distinctions face aux seniors

Outre sa domination dans la catégorie juniors, Imène Zitouni s'est illustrée face aux seniors dans les épreuves du championnat national Open, s'offrant l'or du 200 m dos, cinq médailles d'argent aux 50, 100 et 200m papillon, au 100 m dos, au 200 m 4 nages et une autre au 400 m 4 nages.

Elle a enlevé également cinq médailles dans les courses de relais.

«Un de nos objectifs dans cette compétition était d'essayer de battre un record. Nous n'avons pas été loin de cela. Cependant, nous avons récolté un total de 25 médailles en juniors et dans la

compétition Open», a affirmé le technicien.

«Nous avons acquis des résultats honorables dans une des meilleures compétitions auxquelles nous avons participé».

Même nos performances collectives étaient bonnes, puisque nous avons remporté huit des neuf titres mis en jeu.

Notre travail au niveau des petites catégories a été payant puisque le GSP vise à former une génération de nageurs à même d'assurer la relève de leurs aînés qui dominent aujourd'hui la compétition». Evoquant les objectifs futurs d'Imène Zitouni, son coach a indiqué que pour le prochain championnat maghrébin des jeunes, prévu en avril à Alger, «nous pouvons participer dans six courses et nous ambitionnons de les remporter toutes, tout en essayant de réaliser les minimas de participation pour les championnats d'Afrique Open».

De son côté, Zitouni s'est dit «fière» de son rendement et ses résultats acquis lors de ces deux compétitions nationales jumelées où elle a remporté 25 médailles au total.

KICK BOXING : Décès de l'international Ismail Maheiddine dans un accident de la circulation

Le jeune international algérien de kick boxing, Ismail Maheiddine, est décédé lundi soir dans un accident de la circulation sur l'autoroute Est-Ouest dans la région de Oued Rhiou (Relizane), a appris l'APS hier de la Fédération algérienne de la discipline.

L'accident est survenu alors que Maheiddine se serait assoupi au volant, provoquant une collision avec un camion qui était sur le bas-côté.

Le natif de Maghnia dans la wilaya de Tlemcen avait remporté plusieurs titres nationaux (juniors, seniors) et internationaux en décrochant des titres africain et arabe de la catégorie (-63 kg) en 2017 et 2018.

Maheiddine (23 ans) avait également remporté plusieurs combats dans des meetings internationaux, amateur et professionnel.

Dans une déclaration à l'APS, l'entraîneur national, Rabah Zeghraba, s'est dit très triste de la perte d'un grand champion à la fleur de l'âge.

«Maheiddine était un champion dès son plus jeune âge. Il était sérieux dans les entraînements et avait l'objectif de décrocher son diplôme de conseiller en sport de l'Université de Dely Brahim (Alger).

Je transmets mes sincères condoléances à sa famille...», a-t-il déclaré.

L'enterrement du défunt a eu lieu hier après la prière d'Al Asr dans la commune de Souani, wilaya de Tlemcen.

TENNIS/ OPEN D'AUSTRALIE : Djokovic rejoint Federer en demi- finales

Le Serbe Novak Djokovic, N.2 mondial et tenant du titre, s'est qualifié hier à Melbourne pour les demi-finales de l'Open d'Australie de tennis, en battant le Canadien Milos Raonic (35e) en trois sets 6-4, 6-3, 7-6 (7/1).

Djokovic affrontera en demi-finales le Suisse Roger Federer, qualifié un peu plus tôt dans la journée aux dépens de l'Américain Tennis Sandgren (100e) 6-3, 2-6, 2-6, 7-6 (10/8), 6-3.

«Roger est un de mes deux principaux rivaux. C'est grâce à Rafa (Nadal, ndr) et lui que je suis le joueur que je suis. J'espère avoir au moins une balle de match (vendredi)... mais que le meilleur gagne», a commenté le Serbe, en référence aux 7 balles de match que Federer a sauvées en quarts de finale avant de se qualifier. Djokovic (32 ans) et Federer (38 ans) s'affronteront pour la 50e fois. Le Serbe mène 26 victoires à 23 dans leurs face-à-face. Le dernier match a été remporté par le Suisse lors des Masters de Londres en novembre, mais en Grand Chelem, c'est Djokovic qui s'est imposé le dernier, en finale de Wimbledon 2019 après avoir sauvé deux balles de match.

«Djoko» vise à Melbourne un 17e trophée du Grand Chelem qui le rapprocherait du record de Federer (20).

Les deux autres quarts de finale se joueront mercredi : Stanislas Wawrinka (Suisse) - Alexander Zverev (Allemagne) et Rafael Nadal (Espagne) - Dominic Thiem (Autriche).

APS

BOXE - CHAMPIONNATS ARABES (CADETS) : Huit Algériens en finale

Huit (08) boxeurs algériens se sont qualifiés aux finales des Championnats arabes cadets (garçons), organisés du 23 au 29 janvier au Koweït.

Il s'agit de Lakache Soltane (48 kg), Benmehani Youcef (50 kg), Lameche Abderahmane (52 kg), Selmi Abdelkader (54 kg), Benaïssa Abdelkader (56 kg), Touati Mohamed Merouane (60 kg), Bensot Mohamed (63 kg) et Kanouni Oussama (75 kg).

En revanche, les boxeurs Aïche Fouad (80 kg), Houasni Aymen (66 kg) et Kaïber Mohamed (70 kg) ont décroché la médaille de bronze après avoir atteint le stade des demi-finales. Les finales se disputent mardi.

Treize (13) boxeurs de la sélection algérienne cadets (garçons) prennent part aux Championnats arabes, sous la conduite du staff technique national composé des entraîneurs Brahim Kechida et Hamadache Brahim.



Le programme des finales :

(48 kg) Lakache Soltane (ALG)-Ahmed Fouad (Irak)
(50 kg) Benmehani Youcef (ALG)-Mohamed Hedi Kasmi (Tunisie)
(52 kg) Lameche Abderahmane (ALG)-Omar Ahmed Rezk (Egypte)
(54 kg) Selmi Abdelkader (ALG)-Mohamed Ben Mansour (Tunisie)
(56 kg) Benaïssa Abdelkader (ALG)-Zien Al-Abden (Syrie)
(60 kg) Touati Mohamed Merouane (ALG)-Mohamed Al-Sayed Mahmoud (Egypte)
(63 kg) Bensot Mohamed (ALG)-Ali Al-Maddad Al-Hussein (Syrie)
(75 kg) Kanouni Oussama (ALG)-Omar Abdelalim Al-Hussein (Egypte).

TRANSFERT : Mouaki (NA Hussein-Dey) rejoint l'ES Sahel

Le milieu de terrain du NA Hussein-Dey (Ligue 1 algérienne de football) Dadi El-Hocine Mouaki, s'est engagé avec l'ES Sahel pour un contrat de deux saisons et demie, a annoncé hier le club pensionnaire de Ligue 1 tunisienne.

Mouaki (23 ans) rejoint ainsi son ancien coéquipier au Nasria et attaquant Redouane Zerdoum, qui a paraphé un bail de trois saisons et demie avec le club phare de Sousse, où évoluent déjà les Algériens Karim Aribi et Salim Boukhenchouche.

L'ESS suit la voie de l'ES Tunis qui, mettant à profit la loi établie par l'Union nord-africaine de football (le championnat tunisien ne considère plus les joueurs de la zone comme des étrangers), compte sept Algériens dans son effectif.

Le club de Sousse reste sur une défaite concédée dimanche au Caire face aux Egyptiens du Ahly (1-0), dans le cadre de la 5e journée (Gr. B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Deuxième au classement avec 9 points, l'ESS devra impérativement l'emporter samedi prochain à domicile, lors de la 6e et dernière journée, face aux Zimbabwéens du FC Platinum (4es, 1 point) pour valider son ticket pour les quarts de finale.

Du côté du Nasria, la saignée dans l'effectif continue cet hiver, au grand dam des supporters alors que leur équipe est en position de premier relégué au terme de la phase aller du championnat (15e, 15 pts).

Outre Zerdoum et Mouaki, le NAHD a enregistré également le départ du défenseur central Mohamed Amine Tougaï qui s'est engagé pour un contrat de quatre ans avec l'ES Tunis, double champion d'Afrique en titre.

LIGUE 1 (16e JOURNÉE) : CRB-CABBA décalé au lundi 3 février

Le match CR Belouizdad - CA Bordj Bou Arreridj, comptant pour la 16e journée du championnat de Ligue 1, se jouera finalement le lundi 3 février au stade du 20-Août-1955 (Alger, 16h00), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site.

Fixée initialement au samedi 1er février, cette rencontre a été décalée en raison de la programmation par la CAF, le même jour et sur le même stade, de la rencontre USM Alger - Petro Atlético d'Angola, pour le compte de la 6e et dernière journée (Gr. C) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

La LFP a souligné que la CAF avait refusé la demande formulée par la Fédération algérienne (FAF) d'avancer cette confrontation internationale au vendredi 31 janvier.

L'instance dirigeante de la compétition a rappelé que le 20-Août abritera également le dimanche 2 février (18h00), la confrontation entre l'Algérie et le Soudan du Sud, dans le cadre du 1er tour (retour) des éliminatoires de la Coupe du monde féminine 2020 des moins de 20 ans.

L'international argentin Banega va quitter Séville pour l'Arabie Saoudite

Le milieu de terrain international argentin de Séville, Ever Banega, a annoncé hier son départ du club espagnol en fin de saison afin de « tenter une nouvelle expérience » en Arabie saoudite.

« Depuis plus de dix ans j'évolue en Europe et je me suis décidé à un nouveau challenge, à une nouvelle expérience l'été prochain, un nouveau continent, un nouveau football », a écrit Banega, 31 ans, sur les réseaux sociaux.

Le club d'Al Shabab a confirmé la venue pour les trois prochaines saisons de l'international aux 65 sélections, sans indiquer le montant du transfert. La presse espagnole l'estime autour de 15 millions d'euros.

Banega, qui fête sa cinquième saison au FC Séville depuis son arrivée en 2014, avec une court passage à l'Inter Milan (2016/2017), a été l'un des piliers du club andalou avec lequel il a disputé 218 matches jusqu'à présent. Il avait auparavant évolué à Valence et à l'Atlético Madrid notamment.

APS

CAN-2021 (QUALIFICATIONS/ GR.H) ALGÉRIE : Le 7 février, dernier délai pour fixer le reste du calendrier (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF) a saisi les associations nationales pour communiquer les préférences des dates et des heures des coups d'envoi de la suite des rencontres, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun, et ce au plus tard le 7 février 2020, a annoncé lundi la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Rappelons que deux journées des qualifications se sont déjà disputées sur l'ensemble de six.

L'équipe nationale, versée dans le groupe H, a remporté ses deux premiers matchs : à domicile face à la Zambie (5-0), et en déplacement contre le Botswana (1-0).

« L'heure et le jour du match seront fixés par la CAF après consultation de la fédération hôte qui informera le secrétariat général de la CAF de ses préférences pour les dates et les heures du coup d'envoi des matchs », souligne la FAF.

Cette nouvelle disposition fait suite à une décision du Comité exécutif de la CAF du 11 avril 2019.

Elle est motivée par « la volonté d'améliorer l'exposition de cette compé-



tion en proposant un calendrier cohérent, tout en prenant en considération les préférences communiquées par les fédérations hôtes, ainsi que les contraintes liées aux déplacements des équipes.»

Calendrier de l'Algérie aux éliminatoires de la CAN-2021 :

3e journée (25-28 mars 2020) : Algérie - Zimbabwe
4e journée (28-31 mars 2020) : Zimbabwe - Algérie
5e journée (3-9 juin 2020) : Zambie - Algérie
6e et dernière journée (2-8 septembre 2020) : Algérie - Botswana.

LIGUE 1 (JS KABYLIE) : Le Tunisien Yamen Zelfani nouvel entraîneur

Le technicien tunisien Yamen Zelfani est devenu le nouvel entraîneur de la JS Kabylie, en remplacement du Français Hubert Velud, limogé, a annoncé lundi soir le pensionnaire de Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook.

L'ancien coach de Dhofar (Oman) et d'Al-Merreikh (Soudan), s'est engagé avec la JSK pour un contrat de trois saisons, précise la même

source. Arrivé sur le banc des « Canaris » durant l'intersaison, Velud a été limogé le 17 janvier, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face à l'USM Alger (1-0), en mise à jour du championnat.

La JSK, qui a bouclé la première partie de la saison à la 3e place au tableau (24 pts) en compagnie de l'USMA, reste sur une lourde défaite samedi dernier à Kinshasa face aux Congolais de l'AS Vita Club (4-1), sy-

nonyme d'élimination en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Auparavant, l'équipe « jaune et vert » a été éliminée dès les 32es de finale de la Coupe d'Algérie sur le terrain de l'AS Aïn M'lila (1-0).

La JSK entamera la phase retour le mercredi 5 février à Tizi-Ouzou face au NA Hussein-Dey (18h45), à l'occasion de la 16e journée de la compétition.

LIGUE 1 FRANÇAISE/ AS MONACO : Slimani veut retourner en Premier League (presse)

L'attaquant international algérien de l'AS Monaco (Ligue 1 française de football) Islam Slimani, a réitéré à ses dirigeants son désir de quitter le club de la Principauté cet hiver, pour retourner éventuellement en Premier League anglaise, a rapporté lundi soir France Football.

« Inarrêtable lors de la première partie de saison avec Leonardo Jardim, Islam Slimani ne souhaite plus évoluer à l'AS Monaco.

L'international algérien a réitéré son désir de quitter le club de la Principauté (...) L'international algérien a de nouveau répété à ses dirigeants son souhait de quitter le club », indique FF.

Alors que tout marchait pour lui en début de saison, le limogeage de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani (7 buts et 8 passes décisives en Ligue 1), et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno a fini par changer la donne



pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, relégué sur le banc des remplaçants.

« Courtisé par des grands clubs anglais (Manchester United, Tottenham), Slimani espère retourner en Premier League lors de ce mercato d'hiver.

Mais le joueur sait que son temps de jeu va être amputé par l'arrivée de Roberto Moreno.

Il estime également qu'il va être le grand sacrifié avec le passage du

4-4-2 ou 4-3-3. A 31 ans, il ressent une forme d'ingratitude et veut rejoindre une équipe où il se sent désiré », souligne le magazine français, reprenant les informations des médias anglais qui ont évoqué l'intérêt de Manchester United et de Tottenham pour les services du buteur des « Verts ».

Le club monégasque a déjà repoussé une offre d'Aston Villa (Premier League anglaise) pour Slimani, jugée insuffisante par la direction de Mo-

naco. Avant de rejoindre Monaco l'été dernier en provenance de Leicester City (Angleterre) pour un prêt d'une saison, Slimani (31 ans) avait évolué à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), également sous forme de prêt, mais n'avait pu s'exprimer pleinement.

Slimani, blessé, n'a pas été convoqué pour le match à domicile face à l'AS Saint-Etienne, prévu hier soir (20h55), dans le cadre des 1/8es de finale de la Coupe de France.

Le Bayern suit Yaya Soumaré

En fin de contrat stagiaire en juin prochain, Yaya Soumaré s'apprête à être très sollicité d'ici là. Le jeune ailier est pisté par quelques équipes européennes qui espèrent le récupérer libre cet été. L'Equipe révèle que le Bayern Munich a déjà entamé des discussions pour le faire venir. Outre le club bavarois, le RB Leipzig et Salzbourg ont également manifesté leur intérêt. L'OL va donc vite devoir se pencher sur la signature du premier contrat professionnel du joueur, sous peine de le voir partir libre à l'issue de la saison.



L'offre pour Emre Can se fait attendre

Malgré le démenti partiel de Fabio Paratici dimanche dernier avant Naples-Juve (lire son interview), la Juventus espère bien pouvoir définitivement saluer Emre Can cet hiver. La seule destination concrète semble être le Borussia Dortmund. Le club allemand est clairement intéressé par le numéro 23 bianconero mais, à quatre jours de la clôture du mercato, aucune offre officielle n'est encore parvenue au siège de la Juventus. Dans tous les cas, les dirigeants turinois n'accepteront pas une proposition inférieure à 25-30 millions d'euros.

De son côté, l'entourage de Can pousse pour qu'une solution puisse être trouvée avant vendredi. Le joueur veut quitter la Juve et bénéficier d'un plus ample temps de jeu durant la seconde partie de la saison, notamment en vue d'une participation à l'Euro 2020 avec l'Allemagne. Can a une idée fixe: rejoindre le Borussia Dortmund. Il aurait notamment refusé des offres de Manchester United, de Tottenham, d'Arsenal et du Bayern Munich dans l'optique d'atterrir à Dortmund durant cette session du marché des transferts. Il serait même prêt à revoir ses exigences salariales à la baisse afin d'arriver à ses fins.

Lampard regrette Hazard

Frank Lampard est revenu sur la situation de son groupe alors qu'il espère pouvoir recruter d'ici la fin du mercato hivernal. Il estime que son club a perdu beaucoup en laissant filer Eden Hazard au Real Madrid.

Le manager des Blues qui a joué aux côtés d'Eden Hazard, reconnaît que le talent de l'international belge manque à son équipe: « Nous avons enregistré une perte durant l'été et elle nous a pénalisé. Nous avons certainement perdu l'un des plus grands joueurs de notre histoire et l'un des joueurs les plus efficaces et dominants dans son registre. Telle est la situation », a déclaré le jeune coach anglais sur BT Sport.

Frank Lampard espère toutefois que l'argent récolté par ce transfert servira à reconstruire son équipe lors des prochains mercats: « Nous avons perdu du terrain l'été dernier et nous devons donc, à court terme, viser ce classement parmi les quatre premiers, car j'ai la conviction intime que nous pouvons nous améliorer en terme d'effectif pour pouvoir avancer. Pour moi, c'est clair. Combien il faut dépenser? L'argent n'est pas mon domaine. Mais, je dois être honnête. Le recrutement à court terme est quelque chose que nous devons absolument réussir », a-t-il ajouté.



CHELSEA VEUT CHIPER ALABA AU BAYERN

Toujours en quête d'un latéral gauche, les Blues de Chelsea apprécient le profil de l'international autrichien du Bayern Munich, David Alaba.

D'après les indications du "Mirror", le latéral du Bayern Munich pourrait faire ses valises lors du mercato estival, voir hivernal 2020. Le club anglais pourrait offrir près de 70 millions d'euros au club muni-chois pour s'attacher les services de David Alaba. Les dirigeants du Bayern seraient aussi prêts à lui offrir un bon de sortie, lui qui est sous contrat jusqu'en 2021. Affaire à suivre...

Retrouvez chaque jour sur Sport.fr l'actualité de plus de 100 sports en direct. Résultats, mercato, insolites, people et bien plus encore! Cette semaine à la une: Kylian Mbappé et le PSG, Lionel Messi et le Barça, Zinedine Zidane et le Real Madrid...

Solskjaer confirme pour Sanchez

Peu convaincant avec l'Inter Milan, Alexis Sanchez (31 ans, 7 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) ne restera certainement pas en Lombardie une fois son prêt terminé. Au cours des dernières heures, la presse anglaise a donc annoncé son prochain retour à Manchester United. En conférence de presse ce mardi, l'entraîneur des Red Devils Ole Gunnar Solskjaer a confirmé la tendance. "Alexis va revenir cet été, et il vous prouvera que vous avez tort à son sujet", a lâché le Norvégien. Un message assez clair qui confirme donc les intentions man-cheniennes de conserver leur flop. Petit rappel, Sanchez n'a marqué que 5 fois en 45 apparitions avec les pensionnaires d'Old Trafford.



CRISE DU NOUVEAU CORONAVIRUS: Le Président Tebboune ordonne le rapatriement immédiat des Algériens établis à Wuhan (Chine)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit hier les institutions gouvernementales de prendre les mesures nécessaires pour «le rapatriement immédiat» des membres de la communauté nationale établie dans la ville chinoise de Wuhan, où est apparu le nouveau coronavirus, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a instruit, mardi 28 janvier 2020, les institutions gouvernementales concernées de prendre les mesures nécessaires au rapatriement immédiat des 36 membres de la communauté nationale établis dans la ville de chinoise de Wuhan, en majorité des étudiants, en mettant en place toutes les mesures préventives indispensables en pareille situation», précise le communiqué. «Cette décision intervient en application des engagements du Président de la République relatifs à la protection et à l'accompagnement de la communauté nationale à l'étranger et à une prise en charge rapide de leurs préoccupations, notamment en pareilles circonstances», conclut le document.

ALGÉRIE-OCI Chenine conduit une délégation parlementaire à la 15^e conférence de l'OCI à Ouagadougou

Une délégation des deux chambres du Parlement conduite par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine prend part aux travaux de la 15^e conférence de l'Union des conseils des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Ouagadougou (Burkina Faso), a indiqué lundi un communiqué de l'APN. Prévue du 27 au 30 janvier courant, cette conférence sera précédée de la tenue de la 22^e sessions du Comité général de l'union, la 43^e réunion du Comité exécutif, la 10^e réunion du Comité sur la Palestine, la 3^e réunion de l'organe des secrétaires généraux outre la 9^e session de la Conférence des femmes parlementaires musulmanes. «Ces sessions seront suivies de réunions des quatre comités spécialisés qui auront à élaborer les rapports et les projets de décisions qui seront soumis pour adoption lors de la 15^e Conférence de l'Union», lit-on dans le communiqué.

PRÉSIDENTENCE-DÉFENSE Le Président de la République visite le siège du MDN

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale a effectué, hier, une visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN) à Alger.

A son arrivée, le Président Tebboune, a été accueilli par le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim.

Au terme de l'exécution de l'hymne national, les honneurs militaires ont été rendus au Président de la République qui a salué ensuite les Commandants des Forces, chefs de départements de l'Armée nationale populaire (ANP) et le Commandant de la première région militaire, le Général-Major Ali Sidane.

Le Président de la République a, par la suite, présidé une réunion de travail, à l'entame de laquelle le Général-Major



Saïd Chanegriha a prononcé une allocution de bienvenue à l'adresse du Président Tebboune. «Nous sommes pleinement déterminés à appuyer et soutenir vos nobles démarches visant à développer le pays dans divers domaines et sur tous les plans, en concrétisation des ambitions et aspirations légitimes de notre peuple vaillant», a-t-il déclaré.

Le Président de la République a suivi, ensuite, deux exposés présentés respectivement par le Secrétaire général du MDN,

le Général-Major Abdemhamid Ghriss et le chef du département emploi-préparation, le Général-Major Mohamed Bachar.

A cette occasion, le Président Tebboune a prononcé une allocution suivie par les cadres et les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) par visioconférence au niveau des Commandements des forces des six régions militaires, secteurs opérationnels et grandes unités. Au terme de sa visite, le Président de la République a signé le Registre d'or du MDN.

Les efforts de la présidence algérienne de la Conférence du Désarmement salués à Genève

Les efforts de la présidence algérienne de la Conférence du Désarmement ont été salués hier à Genève, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, saluant l'esprit de coopération imprimé aux travaux de la Conférence sous le «leadership actif» de l'Algérie.

Les travaux de la Conférence du Désarmement se sont poursuivis à Genève, pour la deuxième semaine, sous la présidence de M. Rachid Belbaki, ambassadeur, Représentant permanent de l'Algérie à Genève. La réunion plénière organisée ce jour, a été marquée par un message du secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, prononcé par la secrétaire générale de la Conférence et directrice de l'Office des Nations unies à Genève, Mme Tatiana Valovaya.

Saluant l'esprit de coopération imprimé aux travaux de la Conférence sous le «leadership actif» de l'Algérie pour ramener cette conférence à son objectif initial en 2020», M. Guterres s'est dit «encouragé par le partenariat et la collaboration croissants entre les Présidents de la Conférences».

Les délégations ont également salué les efforts de la présidence algérienne et émis le vœu que la Conférence puisse parvenir à des résultats positifs cette année.

La présidence algérienne de la Conférence du Désarmement est entrée dans une phase active de consultations qu'elle mène, depuis l'entame des travaux de cette session, le 21 courant, auprès des délégations et des groupes régionaux pour bâtir du consensus recherché depuis des années, afin de permettre à la Conférence de reprendre ses travaux en tant qu'unique instance multilatérale de négociation d'instruments internationaux dans le domaine du désarmement.

A ce titre, plusieurs délégations ont apprécié le fait que les six Présidents successifs de la session en cours ont abouti, sous la présidence de l'Algérie, à la présentation à la Conférence d'un projet commun de programme de travail. La présidence de la Conférence du Désarmement, sera assurée au cours de la session de 2020, successivement, par l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Bangladesh, et le Belarus.

Rencontre scientifique sur "l'agriculture intelligente" à Oran

Une rencontre scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming) se tient aujourd'hui à Oran, à l'initiative de deux laboratoires de recherche de l'Université d'Oran-1 Ahmed-Benbella, spécialisés notamment dans les bio-fertilisants et l'informatique avancée. Plus de 200 enseignants-chercheurs issus de différentes universités du pays sont attendus à cette manifestation scientifique qui a pour but de «mettre en relief l'importance de la biotechnologie et de l'informatique dans le domaine agricole», a indiqué à l'APS le coprésident du comité d'organisation, Pr Abdelkader Bekki. L'objectif de cette journée consiste en l'information et la sensibilisation sur l'importance des recherches en biotechnologie et en informatique, a expliqué Pr Bekki, également directeur du Laboratoire de biotechnologie des rhizobiums et amélioration des plantes (LBRAP). L'idée, a-t-il expliqué, est de confronter les résultats des travaux de recherche menés dans ces deux spécialités (biotechnologie et informatique) à l'effet de mettre en oeuvre des techniques d'exploitation intelligentes. Le «LBRAP» mise, dans ce cadre, sur la consolidation de son partenariat avec d'autres laboratoires de recherche à l'instar de celui dédié aux Architectures parallèles, embarquées et du calcul intensif (LAPCCI) et ce, pour développer des solutions innovantes à même d'améliorer le rendement des surfaces cultivées. Des compétences nationales établies à l'étranger participent également à cette rencontre soutenue par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), a-t-on souligné.

CRASH D'UN AVION MILITAIRE À OUM EL-BOUAGHI Le Président Tebboune adresse ses condoléances aux familles des deux victimes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, hier, ses condoléances aux familles des deux pilotes, victimes du crash d'un avion militaire survenu lundi soir à Oum El Bouaghi. «Mes sincères condoléances aux familles des deux pilotes, victimes du tragique crash de l'avion militaire d'instruction survenu à Oum El-Bouaghi, ainsi qu'aux éléments de l'Armée nationale populaire (ANP)», a tweeté le Président Tebboune.

«Puisse Dieu, Tout-Puissant, combler les deux martyrs de Sa sainte miséricorde et de les accueillir en son vaste Paradis et d'inspirer la patience et le réconfort à leurs familles, à Dieu nous appartenons et à lui nous retournerons», a-t-il écrit.

Le Président Tebboune observe une minute de silence à la mémoire des deux pilotes

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale a observé, hier, lors d'une visite effectuée au siège du ministère de la Défense nationale, une minute de silence à la mémoire des deux victimes du crash de l'avion militaire survenu à Oum El Bouaghi et à la mémoire du défunt moudjahid Ahmed Gaïd Salah.

A l'entame de son allocution prononcée devant le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, les commandants des forces, les chefs de départements de l'ANP, et le commandant de la première région militaire, le Général-Major Ali Sidane, et diffusée, via visioconférence, aux cadres et éléments de l'ANP, le Président Tebboune a demandé d'observer une minute de silence à la mémoire des deux pilotes martyrs décédés dans le crash de l'avion militaire survenu dans la nuit de lundi à mardi à Oum El Bouaghi. Pour rappel, un avion mili-

taire de type (SU-30) s'est écrasé, lundi soir, dans un lieu inhabité aux environs de la commune de Ain Zitoun dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, causant le décès du pilote et de son assistant, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Lors d'un vol de nuit programmé hier lundi 27 janvier 2020, et aux environs de 22 h00, un avion militaire de type SU-30 a fait l'objet d'un crash dans un lieu inhabité situé aux environs de Mechta Chimot à 16 kilomètres de la commune de Ain Zitoun dans la wilaya de Oum El Bouaghi en 5^e Région Militaire, causant le décès du pilote et de son assistant», a précisé le MDN.

La même source souligne qu'à l'issue de ce terrible accident, le Général Major Chanegriha Saïd, chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire par intérim adresse ses sincères condoléances aux familles des deux victimes et a ordonné l'ouverture immédiate d'une enquête pour élucider les causes et les circonstances de l'accident».

M. Djerad présente ses sincères condoléances aux familles des deux victimes

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présenté ses «sincères condoléances» aux familles des deux victimes du crash d'un avion militaire, survenu lundi soir dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, ont indiqué hier les services du Premier ministre dans un communiqué. «A la suite du tragique accident d'un avion militaire survenu dans la nuit de lundi dans la wilaya de Oum El Bouaghi et qui a entraîné la mort du pilote et de son assistant, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a tenu à exprimer ses plus sincères condoléances aux familles des deux victimes et au Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major par intérim de l'Armée Nationale Populaire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons», lit-on dans le communiqué.

APS